

Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!

LA LUTTE DE CLASSES



Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

Numéro Spécial
15 Avril 1932
PRIX: 3 FRANCS

S O M M A I R E :

L. Trötsky - La révolution
allemande et la bureaucratie
stalinienne

**ET
MAINTENANT
?**

Nous publions en numéro spécial la brochure de L. Trotsky : « Et Maintenant ? », qui, sur les problèmes vitaux de la Révolution mondiale, est un document capital.

Nous sommes obligés de mettre ce numéro à 3 francs ; nous demandons à tous nos amis de faire un effort pour faire vivre la « Lutte de Classes ».

Dans le prochain numéro, du 15 mai, paraîtra une importante étude de Rakovsky sur le plan quinquennal.

SOMMAIRE :

CHAPITRE I.

Le premier chapitre est consacré à l'examen des notions générales relatives à la science de la langue. On y trouve d'abord une définition de la linguistique, puis une énumération des différentes branches de cette science. On y trouve également une discussion des méthodes employées par les linguistes pour l'étude de la langue. Le chapitre se termine par une conclusion sur l'importance de la linguistique dans la science humaine.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE :

■ ■ ■ ■ ■

PRÉFACE.

1. Social-démocratie.
2. Démocratie et fascisme.
3. L'ultimatum bureaucratique.
4. Les zigzags des staliniens dans la question du front unique.
5. Rappel historique sur le front unique.
6. L'expérience russe.
7. L'expérience italienne.
8. Par le front unique aux Soviets comme organe suprême de front unique.
9. Le S. A. P. (Parti socialiste ouvrier).
10. Le centrisme « en général » et le centrisme de la bureaucratie stalinienne.
11. Les contradictions entre les succès économiques de l'U. R. S. S. et la bureaucratisation du régime.
12. Les brandlériens (K. P. D. O.) et la bureaucratie stalinienne.
13. La stratégie des grèves.
14. Le contrôle ouvrier et la collaboration avec l'U. R. S. S.
15. La situation est-elle désespérée.

CONCLUSIONS.

PRÉFACE

Le capitalisme russe s'avéra comme le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, en conséquence de son retard extrême. Le capitalisme allemand s'avéra dans la crise présente comme le plus faible maillon pour une raison opposée : c'est le capitalisme le plus avancé dans les conditions de l'impasse européenne. Plus est grande la force dynamique interne des forces de production de l'Allemagne, d'autant plus doit l'étrangler le système des Etats de l'Europe qui ressemble au « système » de la cage d'une ménagerie étriquée de province. Chaque tournant de conjoncture place le capitalisme allemand devant ces tâches qu'il avait tenté de résoudre au moyen de la guerre. Sous le régime des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande s'apprêtait « à organiser l'Europe ». Par le gouvernement Brüning-Curtius, elle entreprit l'essai... d'union douanière avec l'Autriche. Quelle chute effroyable des tâches, des possibilités, des perspectives ! Mais il fallut renoncer même à cette union. Le système européen en entier repose sur des pattes de poulet. La grande, la salutaire hégémonie de la France pourrait s'écrouler si quelques millions d'Autrichiens se joignaient à l'Allemagne.

Pour l'Europe et avant tout pour l'Allemagne, il n'y a pas de marche en avant dans la voie capitaliste. Surmonter la crise présente en passant au travers d'elle par le jeu automatique des forces du capitalisme même — sur les os des ouvriers — signifierait le rétablissement de toutes les contradictions à la prochaine étape, simplement dans une forme encore plus concentrée.

Le poids spécifique de l'Europe dans l'économie mondiale peut seulement décroître. Du front de l'Europe ne disparaissent déjà plus les étiquettes américaines : plan Dawes, plan Young, moratoire Hoover. L'Europe est profondément réduite à la ration américaine.

La dégénérescence du capitalisme signifie une putréfaction sociale et culturelle. La voie est fermée à une différenciation méthodique de la nation, à la croissance du prolétariat au prix de l'amointrissement des classes moyennes. Le maintien ultérieur de la crise ne peut signifier que paupérisation de la petite bourgeoisie et dégénérescence vers le lumpen prolétariat de couches toujours plus grandes de la classe ouvrière. Plus tranchant que tout autre, ce danger tient à la gorge l'Allemagne avancée.

La partie la plus pourrie de l'Europe capitaliste est constituée par la bureaucratie social-démocrate. Elle entra dans la voie de l'histoire sous la bannière de Marx et d'Engels. Se posa comme but la destruction de la domination bourgeoise. Le puissant essor du capitalisme prit possession d'elle et l'enchaîna à sa suite. D'abord dans les faits, puis aussi dans les mots, elle renonça à la révolution au nom des réformes. En vérité, Kautsky poursuivit encore longtemps la phraséologie de la révolution, en l'adaptant aux besoins du réformisme. Par contre, Bernstein exigea le renoncement à la révolution : le capitalisme représentait l'époque de la révolution pacifique, sans crise et sans guerre. Un modèle de prophétie ! Il pouvait apparaître qu'entre Kautsky et Bernstein existait une contradiction inconciliable. En réalité, ils se complétaient symétriquement l'un l'autre, comme la botte gauche et la botte droite du réformisme.

La guerre éclata. La social-démocratie soutint la guerre au nom de la prospérité future. A la place de la prospérité vint le déclin. Maintenant, la tâche ne consiste plus à déduire de l'insuffisance du capitalisme la nécessité de la révolution, non plus à réconcilier les travailleurs avec le capitalisme au moyen de réformes. La nouvelle politique de la social-démocratie consista à sauver la société bourgeoise au prix du renoncement aux réformes.

Mais aussi cela ne fut pas la dernière étape de la déchéance. La crise présente du capitalisme agonisant contraignit la social-démocratie à renoncer aux fruits de la longue lutte économique et politique et à ramener les ouvriers allemands au niveau de vie de leurs pères, de leurs grands-pères et de leurs arrière-grands-pères. Il n'existe pas de spectacle historique plus tragique et en même temps plus repoussant que la décomposition nauséabonde du réformisme au milieu des débris de toutes ses conquêtes et de toutes ses espérances. Le théâtre fait la chasse au modernisme. Puisse-t-il donner plus souvent « les Tisserands », de Hauptmann : la plus actuelle de toutes les pièces. Le directeur fera bien de ne pas oublier de retenir les premiers rangs pour les dirigeants de la social-démocratie.

D'ailleurs, leur pensée ne se tourne pas vers les spectacles : ils sont acculés à la dernière limite de la capacité d'adaptation. Il existe un

niveau sous lequel la classe ouvrière d'Allemagne ne peut se laisser réduire volontairement et pour longtemps. Mais, le régime bourgeois luttant pour son existence ne veut pas reconnaître ce niveau. Les décrets-lois de Brüning sont simplement le commencement pour tâter le terrain. Le régime de Brüning tient, grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie social-démocrate qui, elle-même, se maintient par la semi-confiance maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain, peu viable. Le capital a besoin d'une politique autre, plus décisive. Le soutien de la social-démocratie, qui doit se tourner vers ses propres ouvriers, est non seulement insuffisant pour ses buts — elle commence déjà à le gêner. La période des demi-mesures est passée. Pour tenter de trouver une nouvelle issue, la bourgeoisie doit se débarrasser complètement de la pression des organisations ouvrières, les écarter, les détruire et les éparpiller.

Ici commence la fonction historique du fascisme. Il dresse sur les jambes ces classes qui s'érigent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs, il les organise et les militarise avec les moyens du capital financier, sous le couvert de l'Etat officiel et les oriente vers la destruction des organisations prolétariennes depuis les plus révolutionnaires jusqu'aux plus modérées.

Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes de force et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier, fondé sur l'extermination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement à briser l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir toute la classe dans un état de fragmentation forcée. Pour cela, l'extermination physique de la couche ouvrière la plus révolutionnaire est insuffisante. Il faut détruire toutes les organisations indépendantes et libres, anéantir tous les points d'appui du prolétariat et exterminer les résultats du travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats. Car, sur ce travail s'appuie aussi, en dernière instance, le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais ainsi elle a aussi préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Rejeter sur la social-démocratie la responsabilité du système des décrets-lois Brüning et de la barbarie fasciste menaçante est tout à fait juste. Identifier la social-démocratie avec le fascisme est tout à fait insensé.

Par sa politique durant la Révolution de 1848, la bourgeoisie libérale prépara la victoire de la contre-révolution qui, alors, condamna le libéralisme à l'impuissance. Marx et Engels fus-

tigèrent la bourgeoisie libérale allemande avec non moins de mordant que Lassalle et plus profondément que lui. Mais alors que les lassalliens jetaient la contre-révolution féodale et la bourgeoisie libérale en une « masse réactionnaire », Marx et Engels se dressèrent de la manière la plus justifiée contre ce faux ultra-radicalisme. La position erronée des lassalliens fit d'eux accidentellement des complices involontaires de la monarchie, malgré le caractère général progressif de leur travail extrêmement plus sérieux et plus important que celui du libéralisme.

La théorie du « social-fascisme » reproduit la faute essentielle du lassallianisme sur de nouvelles bases historiques. Pendant qu'elle jette nationaux-socialistes et social-démocrates dans une masse fasciste, la bureaucratie stalinienne tombe dans des actions telles que le soutien du plébiscite hitlérien : cela n'est en aucune manière meilleur que les combinaisons lassalliennes avec Bismarck.

Dans sa lutte contre la social-démocratie, le communisme allemand doit s'appuyer à l'étape actuelle sur deux bases inséparables : a) la responsabilité politique de la social-démocratie pour la force du fascisme ; b) l'inconciliabilité absolue entre le fascisme et ces organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie

Les contradictions du capitalisme allemand sont arrivées à présent à cette tension à laquelle inévitablement l'explosion doit suivre. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint la limite où déjà se produit l'auto-destruction. Les fautes de la bureaucratie stalinienne ont atteint le point après lequel vient la catastrophe. Cela est la formule en trois aspects qui caractérise la situation en Allemagne. Tout repose sur le tranchant du couteau.

Lorsqu'on suit la vie en Allemagne, d'après des journaux qui arrivent avec un retard d'une semaine par la poste, lorsque les manuscrits exigent une autre semaine pour assujettir la distance entre Constantinople et Berlin, sur quoi passent encore les semaines avant que la brochure atteigne le lecteur, on se dit involontairement : Ne sera-ce pas trop tard ? Et, chaque fois, on se répond : Non, les armées amenées en ligne sont trop puissantes pour qu'une décision unique, foudroyante, soit à craindre. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne sont encore même pas en mouvement. La logique des faits parlera chaque jour plus amèrement. Ceci justifie la tentative de l'auteur d'apporter sa contribution par ses paroles, même aussi avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire de toute une époque historique.

La bureaucratie stalinienne a trouvé qu'elle poursuivrait son travail plus tranquillement si elle maintenait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Du gouvernement du social-démocrate

Hermann Müller, elle a obtenu le refus du visa pour le... « menchevik » : le front unique fut réalisé dans ce cas sans déviation ni retard. Aujourd'hui, les staliniens annoncent dans les publications soviétiques officielles que je « défends » le gouvernement Brüning, en accord avec la social-démocratie, qui s'efforce de me faire accorder mon droit d'entrée en Allemagne. Au lieu de nous indigner de cette bassesse, nous nous moquerons de la sottise. Mais notre rire sera bref, car il reste peu de temps.

Que les événements nous donneront raison, il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet. Mais sur quelles voies l'histoire mènera-t-elle sa démonstration : par la catastrophe de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ?

Là réside à présent toute la question. C'est la question du sort du peuple allemand et pas seulement du sien seul.

Les questions traitées dans cette brochure ne sont pas nées d'hier. Voilà 9 ans que la direction de l'Internationale communiste procède à la révision des valeurs et désorganise l'avant-garde prolétarienne internationale par des convulsions tactiques qui, dans leur somme globale, portent le nom de « ligne générale ». L'opposition de gauche russe (bolchevik-léniniste) se forma sur la base non seulement des problèmes

russe mais aussi des problèmes internationaux. Le problème du développement révolutionnaire de l'Allemagne n'y occupait pas la dernière place. Des divergences aiguës dans ce domaine naquirent en 1923. L'auteur de ces lignes se prononça plus d'une fois durant ces années sur les questions litigieuses. Une part importante de ses travaux critiques a paru aussi en langue française. La présente brochure trouve sa place par voie de succession dans le travail théorique et politique de l'opposition de gauche. Beaucoup de ce qui est noté en passant fut soumis en son temps à une investigation détaillée. Il ne me reste qu'à renvoyer le lecteur, particulièrement à mes livres : L'Internationale Communiste après Lénine, La Révolution permanente. Aujourd'hui, quand les divergences se dressent devant tous sous l'aspect d'un grand problème historique, on peut mieux et plus profondément apprécier leurs sources. Pour un révolutionnaire sérieux, pour un véritable marxiste, cela est absolument indispensable. Les éclectiques vivent d'idées épisodiques, d'improvisations qui surgissent sous la poussée des événements. Des cadres marxistes capables de diriger la révolution prolétarienne ne s'éduquent que par une investigation constante et un enchaînement successif des tâches et des divergences.

L. T.

Prinkipo, 27 janvier 1932.



ET MAINTENANT ?

La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne

I

La social-démocratie

Le *Front de Fer* est, dans sa base, un bloc des syndicats social-démocrates puissants et des groupes « républicains » bourgeois impuissants qui ont perdu tout appui dans le peuple et toute confiance en eux-mêmes. Si les cadavres ne sont pas bons pour la lutte, ils sont assez bons pour empêcher les vivants de lutter. Les alliés bourgeois servent les chefs social-démocrates pour brider les organisations ouvrières. Lutter, lutter... ce ne sont que des paroles. A la fin des fins, tout se passera sans combat, si le bon Dieu nous aide. Est-il possible que les fascistes se décident pour de bon à passer des paroles aux actes ? Nous, les social-démocrates, nous ne nous y sommes jamais décidés, et pourtant nous ne sommes pas pires que tout le monde.

En cas d'un réel danger, la social-démocratie place ses espoirs non pas dans le « front de fer », mais dans la police prussienne. Calcul trompeur ! Le fait que les agents de police furent recrutés pour une grande part parmi les ouvriers social-démocrates ne veut absolument rien dire. Ici aussi l'existence détermine la conscience. L'ouvrier qui devient policier au service de l'Etat capitaliste est un policier bourgeois et non ouvrier. Pendant ces dernières années, ces policiers ont eu beaucoup plus à lutter contre les ouvriers révolutionnaires que contre les étudiants national-socialistes. Une telle école n'est pas sans laisser de traces. Mais le plus important, c'est que chaque policier sait que les gouvernements changent, mais que la police reste.

Dans l'article de nouvel an de l'organe de discussion de la social-démocratie *Das freie Wort* (quel piteux canard !) on explique le sens profond de la politique de « tolérance ». Il paraît que, contre la police et la Reichswehr, Hitler ne pourra jamais arriver au pouvoir. Or, la Reichswehr est, selon la Constitution subordonnée au président de la République. Par conséquent, jusqu'au moment où, à la tête de l'Etat, se trouvera un président fidèle à la Constitution, le fascisme n'est pas dangereux. Il faut soutenir le gouvernement Brüning jusqu'aux élections présidentielles pour faire élire

par l'alliance avec la bourgeoisie parlementaire, un président constitutionnel et ainsi fermer à Hitler encore pour sept ans la voie du pouvoir. Nous exposons très exactement le contenu de l'article (1). Un parti de masses qui entraîne derrière lui des millions d'hommes (vers le socialisme !) croit que la question de savoir quelle classe sera au pouvoir dans l'Allemagne actuelle profondément ébranlée dépend ni de la force combattive du prolétariat allemand, ni des colonnes d'assaut du fascisme ni même de la composition de la Reichswehr, mais de la pureté de l'esprit de la Constitution de Weimar (avec une quantité nécessaire de camphre et de naphthaline) qui sera installé dans le palais présidentiel. Et qu'arrivera-t-il si l'esprit de Weimar trouve dans une situation donnée, comme Bettmann-Hollweg, que « nécessité ne connaît pas de lois » ? Et qu'arrivera-t-il si la matière périssable qui enveloppe l'esprit de Weimar tombe en poussière, malgré la naphthaline et le camphre, au moment le moins propice ? Et qu'arrivera-t-il... mais de telles questions, on peut en poser sans fin.

Les politiciens du réformisme, ces affairistes habiles, ces intrigants et arrivistes fieffés, ces combineurs parlementaires et ministériels expérimentés, aussitôt que la marche des choses les rejette de leur sphère habituelle et les place devant de grands événements, deviennent — il est difficile de trouver un qualificatif plus tendre — des imbéciles finis.

L'espoir qu'ils placent dans le président, c'est l'espoir de trouver le salut dans « l'Etat ». Devant le choc qui s'approche entre le prolétariat et la petite bourgeoisie fasciste — ces deux camps constituent ensemble la majorité écrasante de la nation allemande — les marxistes du *Vorwärts* appellent au secours le veilleur de nuit. « Etat, intervien ! » (Staat,

(1) L'article est signé modestement d'initiales E. H. Elles doivent être gravées dans la mémoire des générations. Des générations ouvrières de différents pays n'ont pas travaillé en vain. Des grands penseurs et lutteurs révolutionnaires n'ont pas vécu sur notre terre sans laisser de traces. E. H. existe, veille et montre la voie au prolétariat allemand.

Des mauvaises langues affirment que E. H. s'apparente à E. Heilmann qui s'est distingué pendant la guerre par un chauvinisme particulièrement immonde. C'est incroyable : une tête aussi lucide ?...

greif zu !). Cela signifie : « Brüning, ne nous oblige pas à nous défendre au moyen des organisations ouvrières, parce que cela mettrait en éveil tout le prolétariat, et alors le mouvement passerait par-dessus les crânes chauves de la direction du parti : commencé comme anti-fasciste, le mouvement finirait comme communiste ».

A cela, Brüning, s'il n'avait préféré se taire, aurait répondu : « Arriver à bout du fascisme au moyen des forces policières, je ne le pourrais même si je le voulais ; mais je ne le veux pas, en aurais-je même la possibilité. Mettre en mouvement la Reichswehr contre le fascisme signifie scinder la Reichswehr, sinon la pousser entièrement contre soi ; mais l'essentiel, c'est que si l'on tourne l'appareil bureaucratique contre le fascisme, on libère les mains des ouvriers, on leur donne la pleine liberté d'action : les conséquences en seraient les mêmes que vous, social-démocrates, vous craignez et que j'ai, moi, des raisons de craindre doublement ».

Les appels de la social-démocratie produisent sur l'appareil d'Etat, sur les juges, sur la Reichswehr, sur la police, un effet contraire à celui qu'escomptent leurs auteurs. Le fonctionnaire le plus « loyal », le plus « neutre », le moins lié aux nationaux-socialistes réfléchit à peu près comme suit : « Derrière les social-démocrates se trouvent des millions d'hommes ; ils possèdent des moyens énormes : la presse, le Parlement, les municipalités ; il s'agit de leur propre peau ; dans la lutte contre les fascistes, l'appui des communistes leur est assuré ; et néanmoins, ces messieurs tout puissants s'adressent à moi, fonctionnaire, pour que je les sauve contre l'attaque d'un parti groupant des millions de membres dont les chefs peuvent devenir demain mes supérieurs : elles vont donc mal, les affaires de ces messieurs, les social-démocrates ; même très mal... Il est temps que je pense, moi fonctionnaire, à ma peau à moi ». En fin de compte, le fonctionnaire « loyal » et « neutre » qui, jusqu'à hier hésitait encore s'assurer doublement, c'est-à-dire qu'il nouera des liaisons avec des nationaux-socialistes pour assurer son lendemain. Ainsi, les réformistes qui se sont sur-vécus travaillent, même sur la ligne bureaucratique, pour les fascistes.

Le parasite de la bourgeoisie, la social-démocratie, est voué à un piteux parasitisme idéologique. Tantôt elle s'empare d'une idée des économistes bourgeois, tantôt elle essaie de se servir de bribes du marxisme. Après avoir cité, d'après ma brochure, mes réflexions contre la participation du Parti communiste au referendum hitlérien, Hilferding conclut : « Il n'y a vraiment rien à ajouter à ces lignes pour expliquer la tactique de la social-démocratie envers le gouvernement Brüning ». Après lui s'élèvent Remmelé et Thalheimer en

disant : « Vous voyez, Hilferding s'appuie sur Trotsky ». Vient ensuite une feuille boulevardière fasciste : pour cette affaire, Trotsky a été payé par une promesse de visa. Et le journaliste stalinien télégraphie cette nouvelle de la feuille fasciste à Moscou. La rédaction des *Izvestia* où siège le malheureux Radek, publie ce télégramme. Cette chose mérite qu'on la signale et qu'on passe à côté.

Revenons aux questions qui sont plus sérieuses. Hitler peut se permettre le luxe de lutter contre Brüning uniquement grâce au fait que le régime bourgeois dans son ensemble s'appuie sur le dos de la moitié de la classe ouvrière dirigée par Hilferding et Cie. Si la social-démocratie n'avait pas mené une politique de trahison de classe, Hitler qui, dans ce cas, n'aurait jamais atteint sa force actuelle, se serait cramponné au gouvernement Brüning comme à une planche de salut. Si les communistes avaient renversé Brüning avec l'aide de la social-démocratie, ce serait un fait d'une importance politique énorme. Les conséquences de ce fait dépasseraient de toute façon les chefs de la social-démocratie. Hilferding tente de trouver une excuse de sa trahison dans notre critique, qui exige que les communistes comptent avec la trahison de Hilferding comme avec un fait.

Quoique Hilferding « n'ait rien à ajouter » aux paroles de Trotsky, il y ajoute tout de même quelque chose : le rapport des forces, dit-il, est tel que même en admettant l'action coordonnée des ouvriers social-démocrates et communistes, il ne serait pas possible « en forçant la lutte de renverser l'ennemi et de s'emparer du pouvoir ». Dans cette remarque jetée en passant, sans preuves à l'appui, se trouve le centre de gravité de la question. D'après Hilferding, dans l'Allemagne contemporaine où le prolétariat constitue la majorité de la population et la force productive décisive de la société, la lutte commune de la social-démocratie et du Parti communiste n'aurait pas pu remettre le pouvoir au prolétariat ! Alors quand le pouvoir pourra-t-il passer aux mains du prolétariat ? Jusqu'avant la guerre, il y avait une perspective de la croissance automatique du capitalisme et du prolétariat et de la même croissance de la social-démocratie. La guerre a interrompu ce processus, et aucune force au monde ne le rétablira plus. La putréfaction du capitalisme signifie que la question du pouvoir doit se résoudre sur la base des forces productives actuelles. En prolongeant l'agonie du régime capitaliste, la social-démocratie n'aboutit qu'à la décadence continue de la culture économique, au morcellement du prolétariat, à la gangrène sociale. Elle n'a plus aucune autre perspective devant elle : demain, ce sera pire qu'aujourd'hui ; après-demain — pire que demain. Mais les chefs de la social-démocratie n'osent plus scruter l'avenir. Ils possèdent tous

les vices de la classe dirigeante vouée à la perte : une légèreté, une paralysie de la volonté, un penchant pour fermer les yeux sur les événements et espérer aux miracles. A vrai dire, les investigations économiques de Tarnow remplissent aujourd'hui la même « fonction » que les révélations consolantes d'un Raspoutine quelconque...

Les social-démocrates avec les communistes ne pourraient pas s'emparer du pouvoir. Le voilà le petit-bourgeois éduqué (gebildet), présomptueux et profondément froussard qui est pénétré de la tête aux pieds de méfiance et de mépris pour les masses. La social-démocratie et le Parti communiste ont ensemble près de 40 % des voix, bien que les trahisons de la social-démocratie et les erreurs du Parti communiste repoussent des millions dans le camp de l'indifférentisme et même dans celui du national-socialisme. Rien que le seul fait d'actions communes de ces deux partis, actions qui ouvrent aux masses des perspectives nouvelles, augmenterait incommensurablement la force politique du prolétariat. Mais prenons pour point de départ les 40 %. Brüning ou Hitler ont-ils plus ? Et cependant, seuls ces trois groupements peuvent gouverner l'Allemagne : le prolétariat, le parti du centre ou les fascistes. Mais le petit-bourgeois éduqué s'est assimilé cette vérité jusqu'à la moelle des os : au représentant du capital, il ne faut pas plus de 20 % des voix pour gouverner : la bourgeoisie n'a-t-elle pas des banques, des trusts, des syndicats, des chemins de fer. Il est vrai que notre petit-bourgeois éduqué voulait il y a douze ans « socialiser » tout cela, mais après tout ! Programme de socialisation — oui, exproprier les expropriateurs — cela non, c'est déjà du bolchevisme.

Nous avons pris plus haut le rapport des forces sous son aspect parlementaire. Mais ce n'est là qu'un miroir courbe. La représentation parlementaire d'une classe opprimée diminue considérablement sa force réelle, et inversement : la représentation de la bourgeoisie, même à la veille de son effondrement, est toujours la mascarade de sa force imaginaire. Seule la lutte révolutionnaire met à nu le rapport réel des forces. Dans la lutte directe et immédiate pour le pouvoir le prolétariat, s'il n'est pas paralysé par le sabotage de l'intérieur, par l'austro-marxisme et les autres formes de trahison, développe une force qui dépasse de beaucoup son expression parlementaire. Rappelons encore une fois la leçon inappréciable de l'histoire : même après qu'ils s'étaient emparés, et d'une façon solide, du pouvoir, les bolcheviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche avaient dans l'Assemblée constituante moins du tiers des voix — moins de 40 %. Et malgré le désordre économique effroyable, malgré la guerre, malgré la trahison de la social-démocratie eu-

ropéenne et, avant tout, de la social-démocratie allemande, malgré la réaction de fatigue d'après-guerre, malgré la croissance de l'état d'esprit thermidorien, le premier Etat ouvrier reste debout depuis 14 ans. Que faut-il dire alors de l'Allemagne ? A l'instant où l'ouvrier social-démocrate et l'ouvrier communiste se lèveront ensemble pour s'emparer du pouvoir, la tâche sera aux 9/10^e résolue.

Cependant, dit Hilferding, si la social-démocratie avait voté contre le gouvernement Brüning et l'avait ainsi renversé, cela aurait eu pour conséquence l'arrivée des fascistes au pouvoir. Sur le plan parlementaire la chose apparaîtrait, peut-être, ainsi ; mais tout est placé en dehors du cadre parlementaire. Renoncer à appuyer Brüning, la social-démocratie ne le pourrait que dans le cas où elle aurait décidé de se placer sur la voie de la lutte révolutionnaire. Ou appuyer Brüning ou lutter pour la dictature du prolétariat. Il n'y a pas de troisième voie. Le vote de la social-démocratie contre Brüning aurait immédiatement changé le rapport des forces — non pas sur l'échiquier du Parlement dont les figures auraient pu passer soudainement sous la table, mais dans l'arène de la lutte révolutionnaire des classes. Les forces de la classe ouvrière, dans un tel tournant, n'auraient pas doublé mais décuplé parce que le facteur moral n'occupe pas la dernière place dans la lutte des classes, surtout pendant les grands tournants historiques. Un courant moral de haute tension passerait à travers toutes les couches du peuple. Le prolétariat se serait dit avec assurance que c'est lui et lui seul qui est appelé à donner aujourd'hui une autre direction plus élevée à cette grande nation. L'effondrement et la décomposition de l'armée de Hitler auraient commencé bien avant les luttes décisives. Bien entendu, la lutte serait impossible à éviter ; mais avec la ferme volonté de vaincre et par une attaque hardie, la victoire serait obtenue beaucoup plus facilement que ne se le représente aujourd'hui le plus extrême des optimistes révolutionnaires.

Pour cela, il manque peu de chose : un tournant de la social-démocratie sur la voie de la révolution. Compter sur un tournant spontané des chefs, après l'expérience des années 1914-1932, serait la plus ridicule des illusions. Autre chose est la majorité des ouvriers social-démocrates : ces ouvriers peuvent faire un tournant et ils le feront, — il n'y a qu'à les y aider. Mais ce sera un tournant non seulement contre l'Etat bourgeois, mais aussi contre le sommet de leur propre parti.

Ici notre austro-marxiste qui « n'a rien à ajouter » à nos paroles essaiera à nouveau de nous opposer des citations de nos propres travaux : n'avons-nous pas écrit, en effet, que la politique de la bureaucratie stalinienne représente une chaîne d'erreurs, n'avons-nous pas

stigmatisé la participation du Parti communiste au referendum de Hitler ? Oui, nous avons écrit ; oui, nous avons stigmatisé. Mais si nous luttons contre la direction stalinienne de l'Internationale communiste, c'est précisément parce qu'elle est incapable de détruire la social-démocratie, d'arracher à son influence les masses et de libérer la locomotive de l'histoire d'un frein rouillé. Par ses oscillations, par ses erreurs, par son ultimisme bureaucratique, la bureaucratie stalinienne conserve la social-démocratie en lui permettant de retomber chaque fois sur ses pattes.

Le Parti communiste est un parti prolétarien et anti-bourgeois, quoique faussement dirigé. La social-démocratie, malgré sa composition ouvrière, est entièrement un parti bourgeois qui, dans des conditions « normales », est habilement dirigé du point de vue des buts bourgeois, mais qui ne vaut plus rien dans les conditions de crise sociale. Les chefs social-démocrates sont forcés de reconnaître, malgré eux, le caractère bourgeois de la social-démocratie. Parlant de la crise et du chômage, Tarnow répète les vieilles phrases sur « la honte de la civilisation capitaliste », comme un prêtre protestant parle du péché et de la richesse ; du socialisme, Tarnow parle exactement comme un pape parle de la récompense dans l'au-

delà ; mais il s'exprime tout autrement sur les questions concrètes : « si le 14 septembre, ce spectre (le chômage) ne se trouvait pas devant les urnes électorales, ce jour aurait eu une autre physionomie dans l'histoire de l'Allemagne » (rapport au Congrès de Leipzig). La social-démocratie a perdu des électeurs et des mandats parce que le capitalisme, à travers la crise, a révélé son visage authentique. La crise n'a pas renforcé le parti du « socialisme » mais au contraire l'a affaibli comme elle a affaibli le chiffre du commerce, les caisses des banques, l'aplomb de Hoover et de Ford, les revenus du prince de Monaco, etc. Les appréciations les plus optimistes de la conjoncture doivent être recherchées aujourd'hui non pas dans les journaux bourgeois, mais dans les journaux social-démocrates. Peut-il y avoir des preuves plus irréfutables du caractère bourgeois de ce parti ? Si la maladie du capitalisme signifie la maladie de la social-démocratie, l'approche de la mort du capitalisme ne peut pas signifier la mort imminente de la social-démocratie. Le parti qui s'appuie sur les ouvriers, mais qui sert la bourgeoisie ne peut pas, dans une période d'accentuation extrême de la lutte de classes, ne pas ressentir le souffle de la tombe.



Démocratie & fascisme

Le XI^e plenum du C. E. de l'I. C. jugea indispensable de finir avec les conceptions fausses qui s'appuient sur « la construction libérale de la contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise ainsi qu'entre les formes parlementaires de la dictature bourgeoises et les formes ouvertement fascistes... » Le sens de cette philosophie stalinienne est très simple : de la négation marxiste de la contradiction *absolue* elle déduit la négation de *toute* contradiction, même relative. C'est l'erreur typique du radicalisme vulgaire. Mais si entre démocratie et fascisme il n'existe *aucune* contradiction, même dans le domaine des *formes* de la domination de la bourgeoisie, ces deux régimes devraient tout simplement coïncider. De là la conclusion : social-démocratie = fascisme. On appelle, cependant, la social-démocratie *social-fascisme*. Que signifie dans cette liaison le mot « social ? » Personne ne nous l'a encore expliqué jusqu'à maintenant (1).

Cependant, la nature des choses ne change pas à coup de décisions des plenums du C. E. de l'I. C. Entre la démocratie et le fascisme, il y a une contradiction. Cette contradiction n'est nullement « absolue » ou, pour parler en marxiste, elle ne signifie nullement la domination de deux classes irréductibles. Mais elle signifie des systèmes différents de domination d'une seule et même classe. Ces deux systèmes : le système parlementaire-démocratique et le système fasciste, s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et ils se heurtent inévitablement et d'une façon aiguë l'un contre l'autre.

La social-démocratie qui, aujourd'hui, est le représentant principal du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme, lui, s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut pas avoir

d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme, lui, ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières. L'arène principale de la social-démocratie est le Parlement. Le système du fascisme est basé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, le régime parlementaire et le régime fasciste ne représentent que différents instruments de sa domination : elle recourt à l'un ou à l'autre suivant les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie de même que pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une importance propre ; bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique.

L'heure du régime fasciste arrive au moment où les moyens militaires-policiers « normaux » de la dictature bourgeoise avec leur couverture parlementaire deviennent insuffisants pour maintenir la société en équilibre. Par l'agence fasciste la bourgeoisie met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie enrégimentée, les bandes de déclassés, les lumpen-prolétaires démoralisés, toutes ces innombrables existences humaines que le capital financier lui-même pousse au désespoir et à la rage. Du fascisme, la bourgeoisie exige du travail « propre » : du moment qu'elle a admis les méthodes de guerre civile, elle veut avoir la paix pour une série d'années. Et l'agence fasciste, se servant de la petite bourgeoisie comme d'un bélier et anéantissant tout sur son chemin, poursuit son travail jusqu'au bout. La victoire du fascisme aboutit à l'accaparement direct et immédiat par le capital financier de tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'Etat et l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les syndicats, les coopératives. La fascisation de l'Etat signifie non seulement mussoliniser des formes et des procédés de direction, — dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire, — mais avant tout et surtout détruire les organisations ouvrières, réduire le prolétariat à un état amorphe, créer un système d'organismes pénétrant profondément dans les masses et qui sont destinées à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que consiste l'essence du régime fasciste.

Ce qui vient d'être dit ne contredit pas le fait qu'entre le système démocratique et le système fasciste s'établit pendant une période donnée un régime transitoire qui contient des traits de l'un et de l'autre système : telle est en général la loi du changement de deux régimes sociaux, même des régimes irréductiblement hostiles. Il y a des moments où la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et sur le fascisme, c'est-à-dire quand elle se sert simultanément de son agence conciliatrice

(1) Chez les métaphysiciens (des gens qui pensent anti dialectiquement) une même abstraction a deux ou trois fonctions et plus, souvent même des fonctions directement opposées. « La démocratie » en général et « le fascisme » en général ne se différencient en rien, comme on nous le dit, l'une de l'autre. En revanche, il existe dans le monde une « dictature des ouvriers et paysans » (pour la Chine, l'Inde, l'Espagne). Une dictature prolétarienne ? Non ! Une dictature capitaliste ? Non. Quelle, alors ? Une dictature *démocratique* !... Il paraît qu'il existe dans le monde une démocratie pure, en dehors des classes. Mais le XI^e Plenum a expliqué que la démocratie ne diffère pas du fascisme. Dans ce cas, la « dictature démocratique » diffère-t-elle de la... dictature fasciste ?

Il n'y a que de trop naïves gens pour attendre des staliniens une réponse sérieuse et honnête à cette question principale : quelques injures de plus — voilà tout ce à quoi il faut s'attendre. Et pourtant à cette question est lié le sort de la révolution en Orient,

ce et de son agence terroriste. Tel fut, dans un certain sens, le gouvernement Kerensky pendant les derniers mois de son existence : il s'appuyait à moitié sur les Soviets et comptait en même temps avec Kornilov. Tel est le gouvernement Brüning qui danse sur une corde entre deux camps irréconciliables avec les décrets-lois en mains comme balancier. Mais une telle situation de l'Etat et du gouvernement a un caractère provisoire. Elle exprime une période transitoire, où la social-démocratie est déjà proche de l'épuisement de sa mission, pendant que ni le communisme ni le fascisme ne sont encore prêts à la prise du pouvoir.

Les communistes italiens, contraints depuis longtemps à s'occuper de la question du fascisme, ont souvent protesté contre l'abus très fréquent de l'usage de la notion de fascisme. A l'époque du VI^e Congrès de l'I. C., Ercoli développait encore des points de vue sur le fascisme qui maintenant sont considérés comme des points de vue « trotskystes ». En déterminant le fascisme comme un système de réaction conséquent et complet, Ercoli expliquait : « Cette affirmation s'appuie non pas sur les actes de terreur sauvage, ou sur le nombre élevé des ouvriers et des paysans tués, ou sur l'atrocité de différentes sortes de supplices qu'on appliquait largement, ou sur la sévérité des condamnations ; cette affirmation est motivée par la destruction systématique de toutes les formes d'organisations indépendantes des masses ». Ercoli a ici parfaitement raison : l'essence et la fonction du fascisme consiste à abolir complètement les organisations ouvrières et à empêcher leur rétablissement. Dans une société capitaliste développée, ce but ne peut pas être atteint par des moyens policiers seulement. La seule voie pour cela, c'est d'opposer à l'attaque du prolétariat — au moment de son affaiblissement — l'attaque des masses petites bourgeoises enrégées. C'est précisément ce système particulier de réaction capitaliste qui est entré dans l'histoire sous le nom de fascisme.

« La question des rapports existants entre le fascisme et la social-démocratie, écrivit Ercoli, fait partie du même domaine (l'irréconciliabilité du fascisme avec les organisations ouvrières). Sous ce rapport, le fascisme diffère nettement de tous les autres régimes réactionnaires qui se sont affermis jusqu'à maintenant dans le monde capitaliste contemporain. Il rejette tout compromis avec la social-démocratie, il l'a poursuivie féroce, il la priva de toute possibilité légale d'existence, il l'a contrainte à émigrer ».

Ainsi s'exprimait l'article publié dans l'organe dirigeant de l'I. C. ! Après cela, Manouïlsky « souffla » à Molotov la grande idée de « la troisième période ». La France, l'Allemagne et la Pologne furent décrétées « au premier rang

de l'assaut révolutionnaire ». Comme tâche immédiate fut déclarée la prise du pouvoir. Et puisque, devant l'insurrection prolétarienne, tous les partis, sauf le Parti communiste, sont contre-révolutionnaires, il n'y avait pas besoin de distinguer entre le fascisme et la social-démocratie. La théorie du social-fascisme fut sanctionnée. Les fonctionnaires de l'I. C. se sont réarmés. Ercoli s'est empressé de démontrer que la vérité lui est chère mais que Molotov lui est plus cher encore, et... il écrivit un rapport défendant la théorie du social-fascisme. « La social-démocratie italienne, a-t-il déclaré en février 1930, se fascise avec une extrême facilité ». Hélas ! c'est avec une plus grande facilité encore que se servilissent les fonctionnaires du communisme officiel.

Notre critique de la théorie et de la pratique de « troisième période » a été déclarée, bien entendu, contre-révolutionnaire. L'expérience néfaste qui coûta très cher à l'avant-garde prolétarienne força, néanmoins, à faire un tournant dans ce domaine également. La « troisième période » fut remise de même que Molotov fut congédié de l'I. C. Mais la théorie du social-fascisme est restée comme l'unique fruit mûr de la troisième période. Ici des changements sont impossibles : à la troisième période seul Molotov fut lié ; dans le social-fascisme s'est mêlé Staline lui-même.

Comme épigraphe à ses recherches sur le social-fascisme, la « Rotte Fahne » choisit les paroles de Staline : « Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur l'aide active de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme ». Comme cela arrive à Staline quand il essaie de généraliser, la première phrase est en contradiction avec la seconde. Que la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et que le fascisme soit une organisation de combat de la bourgeoisie, cela est tout à fait incontestable et connu depuis longtemps. Mais de cela découle seulement que la social-démocratie, de même que le fascisme sont des instruments de la grande bourgeoisie. Comment la social-démocratie devient-elle en même temps encore « l'aile » du fascisme, cela est difficile à comprendre. Non moins profonde est cette autre définition du même auteur : le fascisme et la social-démocratie sont non des ennemis, mais des jumeaux. Des jumeaux peuvent être les pires ennemis ; d'autre part, les alliés ne doivent pas nécessairement être nés le même jour et de la même mère. Dans la construction de Staline est absente non seulement la dialectique, mais même la logique formelle. La force de cette construction consiste en ceci que personne n'ose la contredire.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de différence « quant au contenu de classes », nous apprend, à la suite de Staline,

Werner Hirsch (« Die Internationale », janvier 1932). Le passage de la démocratie au fascisme peut avoir un caractère de « processus organique », c'est-à-dire il peut se produire « graduellement et par la voie froide ». Ce raisonnement serait frappant, si les épigones ne nous avaient pas désappris à nous étonner.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas « de différence de classe ». Cela doit signifier, de toute évidence, que la démocratie a un caractère bourgeois, de même que le fascisme. Nous nous en doutions même avant janvier 1932. Mais la classe dominante ne vit pas dans le vide. Elle entretient certains rapports avec les autres classes. Dans le régime « démocratique » de la société capitaliste développée, la bourgeoisie s'appuie avant tout sur la classe ouvrière domestiquée par les réformistes. Ce système est exprimé d'une façon la plus achevée en Angleterre, sous le gouvernement travailliste aussi bien que sous le gouvernement conservateur. Dans le régime fasciste, tout au moins dans son premier stade, le capital s'appuie sur la petite bourgeoisie qui détruit les organisations du prolétariat. Tel est l'exemple de l'Italie ! Y a-t-il une différence dans « le contenu de classe » entre ces deux régimes ? Si l'on ne pose que la question de la classe dominante, il n'y a aucune différence. Mais si on prend la situation et les rapports entre toutes les classes, du point de vue du prolétariat, la différence se révèle assez grande.

Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'état bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la II^e Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif.

Le fascisme a comme fonction essentielle et unique la destruction jusqu'à leur fondement de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Ce fait a-t-il pour le prolétariat « une importance de classe » ou non ? Que nos grands théoriciens y réfléchissent un peu. En donnant au régime le nom de bourgeois, — ce qui est incontestable, — Hirsch et ses maîtres ont oublié un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils remplacent le processus historique par une vide abstraction

sociologique. Mais la lutte des classes se déroule sur le terrain de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme, ce n'est pas l'abstraction de l'état démocratique, mais les organisations vivantes du prolétariat lui-même dans lesquelles est concentrée toute son expérience et qui préparent son avenir.

La thèse que le passage de la démocratie au fascisme peut avoir un caractère « organique » et « graduel » signifie, de toute évidence, pas autre chose que ceci : on peut reprendre au prolétariat non seulement toutes ses conquêtes matérielles — un certain niveau de vie, la législation sociale, les droits civils et politiques, — mais aussi l'instrument essentiel de ses conquêtes, c'est-à-dire ses organisations, et cela sans secousses et sans combats. Le passage au fascisme « sur la voie froide » suppose ainsi la plus terrible des capitulations politiques du prolétariat qu'on puisse s'imaginer.

Les raisonnements théoriques de Werner Hirsch ne sont pas le fait du hasard : en poursuivant le développement des sentences théoriques de Staline, ils généralisent en même temps toute l'agitation actuelle du Parti communiste. Ses efforts principaux sont dirigés dans le but de démontrer qu'entre le régime de Brüning et le régime de Hitler il n'y a pas de différence. C'est en cela que Thaelmann et Remmelé voient maintenant la quintessence de la politique bolchevique.

L'affaire ne se limite pas à l'Allemagne. L'idée que la victoire des fascistes n'apportera rien de nouveau se propage aujourd'hui avec zèle dans toutes les sections de l'I. C. Dans le numéro de janvier de la revue française « Cahiers du bolchevisme » nous lisons : « Les trotskystes agissant en pratique comme Breitscheid reprennent la fameuse théorie du « moindre mal » d'après laquelle Brüning est moins mauvais que Hitler, d'après laquelle il est moins désagréable de mourir de faim sous Brüning que sous Hitler et infiniment préférable d'être fusillé par Groener que par Frick. » Cette citation n'est pas la plus bête, quoiqu'il faille lui rendre cette justice, elle l'est suffisamment. Mais, hélas ! elle exprime toute l'essence de la philosophie politique des chefs de l'I. C.

Les staliniens comparent deux régimes sous l'angle de la démocratie vulgaire. En effet, si l'on examine le régime Brüning avec le critérium de la « démocratie » formelle, la conclusion sera incontestable : de la fière constitution de Weimar, il n'est resté que des bribes. Mais, pour nous, ce fait ne résoud pas encore la question. Il faut aborder la question du point de vue de la démocratie prolétarienne. C'est aussi le seul critérium sûr en ce qui concerne la question de savoir où et quand la réaction policière « normale » du capitalisme

en putréfaction est remplacée par le régime fasciste.

Brüning est-il « meilleur » que Hitler (plus sympathique, ou quoi ?) — cette question nous intéresse, à vrai dire, très peu. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte des organisations ouvrières pour dire : en Allemagne, le fascisme n'a pas encore vaincu. Des obstacles et des forces gigantesques restent encore sur sa voie vers la dictature.

Le régime actuel de Brüning est un régime de dictature bureaucratique, plus exactement : de dictature de la bourgeoisie appliquée par les moyens militaires policiers. La petite bourgeoisie-fasciste et les organisations prolétariennes semblent maintenir un équilibre réciproque. Si les organisations ouvrières étaient groupées dans des Soviets ; si les Comités d'usines luttèrent pour le contrôle sur la production, on pourrait parler de *dualité de pouvoir*. Par suite de la dispersion des forces ouvrières et de l'impuissance tactique de l'avant-garde prolétarienne, nous n'en sommes pas encore là. Mais le fait même de l'existence d'organisations ouvrières puissantes qui, *dans certaines conditions*, sont capables d'opposer une résistance décisive au fascisme, ne permet pas à Hitler d'accéder au pouvoir et communique à l'appareil bureaucratique une certaine « indépendance ».

La dictature de Brüning est une caricature du bonapartisme. Cette dictature n'est pas stable, elle est peu sûre d'elle-même et peu durable. Elle signifie non pas le commencement d'un nouvel équilibre social, mais elle est le prélude de l'écroulement proche de l'équilibre ancien. En ne s'appuyant d'une façon immédiate que sur une petite minorité bourgeoise, tolérée par la social-démocratie contre la volonté des ouvriers, menacé par le fascisme, Brüning n'est capable que des foudres des décrets-lois et non des foudres réels. Dissoudre le Parlement avec le consentement de celui-ci, prendre quelques décrets contre les ouvriers, déclarer la trêve de Noël pour arranger quelques affaires louches, sous cette couverture, disperser une centaine de réunions, interdire une dizaine de journaux, échanger avec Hitler une correspondance digne d'un pharmacien de province ; voilà tout ce à quoi suffit Brüning. Pour quelque chose de plus, il a des bras trop courts.

Brüning est obligé de tolérer l'existence des organisations ouvrières dans la mesure où il ne se décide pas encore aujourd'hui à remettre le pouvoir à Hitler et dans la mesure où il n'a pas de forces propres pour leur liquidation. Brüning est obligé de tolérer les fascistes et de les protéger dans la mesure où il craint mortellement la victoire des ouvriers. Le régime Brüning est un régime transitoire, un régime de courte durée qui précède la catastrophe. Le gouvernement actuel ne tient que par

ce que les camps principaux n'ont pas encore mesuré leurs forces. La véritable bataille ne s'est pas encore engagée. Elle est encore devant nous. La pause d'avant la bataille, cette pause qui précède la rencontre décisive des forces opposées est remplie par la dictature de l'impuissance bureaucratique.

Les sages qui se vantent de ne pas reconnaître la différence « entre Brüning et Hitler » disent en réalité ceci : que nos organisations existent encore ou qu'elles soient déjà détruites, cela n'a pas d'importance. Sous cette phraseologie pseudo-radical se cache la passivité la plus lâche : « Nous ne pouvons pas éviter la défaite, quoi qu'on fasse ! ». Relisez attentivement la citation du journal des staliniens français : tout le problème se réduit à ceci : sous qui est-il meilleur de subir la faim : sous Brüning ou sous Hitler ? Quant à nous, nous posons le problème, à savoir, non pas dans quelles conditions on meurt le mieux, mais comment lutter et vaincre. Notre conclusion est la suivante : il faut engager la bataille générale avant que la dictature bureaucratique de Brüning soit remplacée par le régime fasciste, c'est-à-dire avant que soient écrasées les organisations ouvrières. A la bataille générale, il faut se préparer par le développement, l'extension et l'exaspération des batailles partielles. Mais pour cela il faut avoir une perspective juste et, avant tout, ne pas déclarer vainqueur l'ennemi qui est encore loin de la victoire.

Là est le nœud de la question, la clef stratégique de la situation, la position de départ pour la lutte. Tout ouvrier qui réfléchit, et l'ouvrier communiste le premier, doit se rendre compte de tout ce qu'il y a de vide, de misérable et de pourri dans les palabres de la bureaucratie stalinienne selon lesquelles Brüning et Hitler, c'est la même chose. Vous vous perdez dans la confusion ! — leur répondons-nous — Vous vous perdez dans cette confusion honteuse par crainte des difficultés, par peur des tâches immenses ; vous capitulez devant la lutte, vous déclarez que nous avons déjà subi la défaite. Vous mentez ! La classe ouvrière est scindée, affaiblie par les réformistes, désorientée par les titubements de sa propre avant-garde, mais elle n'est pas encore écrasée ; ses forces ne sont pas épuisées. Non, le prolétariat d'Allemagne est puissant. Les calculs les plus optimistes seront dépassés considérablement si son énergie révolutionnaire se fraye le chemin vers l'arène de l'action.

Le régime de Brüning est un régime préparatoire. A quoi ? Ou à la victoire du fascisme ou à la victoire du prolétariat. Ce régime est préparatoire parce que les deux camps ne font que se préparer à la lutte décisive. Identifier Brüning à Hitler, signifie identifier la situation avant la bataille avec la situation après la défaite ; cela signifie reconnaître

par avance la défaite inévitable ; cela signifie appeler à la capitulation sans combat.

La majorité écrasante des ouvriers, surtout des communistes, ne veut pas de cela. Bien entendu la bureaucratie stalinienne n'en veut pas non plus. Mais il faut compter non avec de bonnes intentions dont Hitler pavera son enfer mais avec le sens objectif de la politique, de sa direction et de ses tendances. Il faut dé-

noncer jusqu'au bout le caractère passif, peureusement expectatif, capitulard et déclamatoire de la politique de Staline, Manouïlsky, Thaelmann, Rémélé. Il faut que les ouvriers révolutionnaires comprennent : la clef de la position est aux mains du Parti, mais la bureaucratie stalinienne essaie avec celle-ci de fermer les portes à l'action révolutionnaire.



L'ultimatum bureaucratique

Quand les journaux du nouveau Parti socialiste ouvrier (S. A. P.) écrivent contre « les égoïsmes de parti » de la social-démocratie et du Parti communiste ; quand Seydewitz jure que pour lui « l'intérêt de classe est au-dessus de l'intérêt de parti », — ils tombent dans le sentimentalisme politique ou, pis encore, ils cherchent par des phrases sentimentales à couvrir les intérêts de leur propre parti. C'est là un moyen qui ne vaut rien. Quand la réaction exige que les intérêts de la « nation » soient placés au-dessus des intérêts de classe, nous, les marxistes, disons que sous la forme de l'intérêt « général », la réaction défend les intérêts de classe des exploités. On ne peut pas formuler les intérêts de la nation autrement que sous l'angle de la classe dominante ou de la classe qui prétend à dominer. On ne peut pas formuler les intérêts de classe autrement que sous forme de programme ; on ne peut défendre le programme autrement qu'en créant un parti.

La classe prise en soi n'est qu'une matière d'exploitation. Le rôle propre du prolétariat commence au moment où, d'une classe sociale *en soi*, il devient une classe politique *pour soi*. Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire du parti. Le parti est cet organe historique à l'aide duquel la classe acquiert sa conscience. Dire : « la classe est au-dessus du parti », — signifie affirmer : la classe à l'état brut est au-dessus de la classe qui est en train d'acquiescer sa conscience. Non seulement cela est faux, mais c'est réactionnaire. Pour justifier la nécessité du front unique, il n'est nul besoin de recourir à cette théorie vulgaire.

Le développement de la classe dans sa conscience, c'est-à-dire l'édification d'un parti révolutionnaire qui entraîne derrière lui le prolétariat est un processus compliqué et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties acquièrent conscience par différentes voies et avec différents délais. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise les organes existants en opposant certaines couches d'ouvriers aux autres. Au sein du prolétariat agissent simultanément différents partis. C'est pourquoi il reste politiquement scindé durant la plus grande partie de son chemin historique. De là découle — dans certaines périodes avec une acuité exceptionnelle — le problème du front unique.

Le Parti communiste — avec une politique juste — exprime les intérêts historiques du prolétariat. Sa tâche consiste à conquérir la majorité du prolétariat ; ce n'est qu'ainsi que

la révolution socialiste est possible. Le Parti communiste ne peut remplir sa mission qu'en gardant son indépendance politique et d'organisation pleine et sans réserves par rapport à tous les autres partis et organisations dans la classe ouvrière et extérieurs à elle. La transgression de cette règle fondamentale de la politique marxiste est le crime le plus grave contre les intérêts du prolétariat en tant que classe. La Révolution chinoise de 1925-1927 fut écrasée précisément à cause du fait que l'Internationale communiste, dirigée par Staline et Boukharine, obligea le Parti communiste chinois à entrer dans le Kuomintang, parti de la bourgeoisie chinoise et à se soumettre à la discipline de ce dernier. L'expérience de la politique stalinienne envers le Kuomintang entrera à jamais dans l'histoire comme exemple de sabotage funeste de la Révolution par ses dirigeants. La théorie stalinienne des « partis bi-partites ouvriers et paysans » pour l'Orient n'est que la généralisation et la canonisation de l'expérience faite avec le Kuomintang ; l'application de cette théorie au Japon, dans l'Inde, dans l'Indonésie, en Corée sapait l'autorité du communisme et retarda le développement révolutionnaire du prolétariat pour une série d'années. La même politique perfide fut menée effectivement, quoique avec moins de cynisme, aux Etats-Unis, en Angleterre et dans tous les pays d'Europe jusqu'en 1928.

La lutte de l'opposition de gauche pour l'indépendance complète et sans réserves du Parti communiste et de sa politique, dans toutes les conditions historiques et à tous les degrés du développement du prolétariat, amena un aiguisement extrême des rapports entre l'opposition et la fraction de Staline pendant la période de son bloc avec Tchou-Kai-Chek, Wan-Tin-Wei, Purcell, Raditch, Lafollette, etc. Il est inutile de rappeler que Brandler et Thaelheimer, dans cette lutte, furent aussi bien que Thaelmann et Remmelé, du côté de Staline contre les bolcheviks-léninistes. Ce n'est donc pas à nous de prendre des leçons chez Staline et Thaelmann d'indépendance de la politique du Parti communiste !

Mais le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience, non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classes qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels, dans l'enceinte d'une entreprise, que pour les luttes politiques « nationales » telle que la défense contre le fascisme. La tactique du front unique est, par conséquent, non quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ce n'est pas une manœuvre rusée quelconque — non, elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Les paroles du *Manifeste du Parti communiste* disant que les communistes ne sont pas opposés au proléta-

riat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du Parti pour la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin des ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat.

La *Rote Fahne* condamne avec juste raison les palabres sur « les intérêts de classes au-dessus des intérêts de parti ». En réalité, les intérêts de classe bien compris et les tâches du Parti bien formulées coïncident. Tant que la chose se limite à cette affirmation historico-philosophique, la position de la *Rote Fahne* est invulnérable. Mais les conclusions politiques qu'elle en tire constituent un batouage direct du marxisme.

L'identité principielle des intérêts du prolétariat et des tâches du Parti communiste ne signifie ni que le prolétariat dans son ensemble a conscience dès aujourd'hui de ses intérêts, ni que le Parti les formule, dans toutes les circonstances, d'une façon juste. La nécessité même du Parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du Parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre à démontrer au prolétariat son droit à la direction. Cependant, la bureaucratie stalinienne considère qu'on peut tout simplement exiger du prolétariat la subordination basée sur le passeport du Parti, scellé du cachet de l'Internationale communiste.

Tout front unique qui n'est pas placé d'avance sous la direction du Parti communiste — répète la *Rote Fahne* — est dirigé contre les intérêts du prolétariat. Quiconque ne reconnaît pas la direction du Parti communiste est, par cela même, un « contre-révolutionnaire ». L'ouvrier est obligé d'accorder par avance sa confiance au Parti communiste, sur parole d'honneur. De l'identité principielle des tâches du Parti et de la classe, le fonctionnaire déduit le droit de commander la classe. La tâche historique que le Parti communiste doit encore résoudre : l'unification sous son drapeau de la majorité écrasante des ouvriers — le bureaucrate la transforme en un ultimatum, en revolver appliqué sur temple de la classe ouvrière. La pensée dialectique est remplacée par la pensée formaliste, administrative, bureaucratique.

La tâche historique qu'il faut résoudre est déjà considérée comme résolue. La confiance qu'il faut gagner est déjà considérée comme gagnée. Cela est, bien entendu, très simple. Mais les affaires n'avancent pas beaucoup pour cela. Dans la politique, il faut partir de ce qui existe et non de ce qui est souhaitable et de ce qui sera. Poussée jusqu'au bout, la position de la bureaucratie stalinienne est, en réalité, la négation du Parti : en quoi consiste tout son travail historique, si le prolétariat doit recon-

naître par avance la direction de Thaelmann et de Rémelé ?

A l'ouvrier qui veut entrer dans les rangs communistes, le Parti a le droit de dire : tu dois reconnaître notre programme, nos statuts et la direction de nos organismes élus. Mais il est insensé et criminel de poser cette même condition *a priori*, ou même une partie de celle-ci, aux masses ouvrières ou aux organisations ouvrières quand il s'agit d'actions communes au nom de tâches de combat déterminées. Cela signifie saper le fondement même du Parti qui ne peut remplir sa fonction qu'avec des rapports réciproques justes avec la classe. Au lieu de poser un ultimatum unilatéral qui irrite et humilie les ouvriers, il faut proposer un programme déterminé d'actions communes : c'est la voie la plus sûre pour conquérir la direction effective.

L'ultimatum est une tentative de violenter la classe ouvrière quand on n'arrive pas à la persuader : si vous, ouvriers, ne reconnaissez pas la direction Thaelmann-Rémelé-Neumann, nous ne vous permettrons pas de créer le front unique. Le pire ennemi n'aurait pas pu inventer une situation moins commode que celle où se mettent eux-mêmes les chefs du Parti communiste. C'est la voie la plus sûre vers la ruine.

La direction du Parti communiste allemand ne fait que souligner plus clairement son ultimatum quand elle fait dans ses appels ces réserves casuistiques : « Nous ne vous demandons pas de reconnaître par avance nos conceptions communistes ». Cela sonne comme une excuse pour la politique qui n'a aucune excuse. Quand le Parti déclare qu'il se refuse d'entrer en pourparlers quelconques avec d'autres organisations, mais il permet aux ouvriers social-démocrates de rompre avec leur organisation et, sans s'appeler communistes, de se placer sous la direction du Parti communiste, cela est précisément de l'ultimatum de la plus belle eau. La réserve sur les « conceptions communistes » est entièrement ridicule : l'ouvrier qui est prêt dès aujourd'hui à rompre avec son Parti pour prendre part à la lutte sous la direction communiste n'hésitera pas à prendre le nom de communiste. Les subterfuges diplomatiques et le jeu d'étiquettes sont étrangers à l'ouvrier. Il voit dans la politique et dans l'organisation ce qu'ils ont d'essentiel. Il reste dans la social-démocratie tant qu'il n'a pas confiance dans la direction communiste. On peut dire avec certitude que la majorité des ouvriers social-démocrates restent dans leur Parti non pas parce qu'ils ont confiance dans la direction réformiste, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais ils veulent lutter dès maintenant contre le fascisme. Si on leur indique l'étape la plus proche de la lutte commune, ils exigeront que leur

organisation se place sur cette voie. Si l'organisation s'obstine à ne pas l'accepter, ils peuvent aller jusqu'à la rupture avec elle.

Au lieu d'aider les ouvriers social-démocrates, par l'expérience, à trouver leur chemin, le Comité central du P. C. aide les chefs social-démocrates contre les ouvriers. Leur aversion et leur peur de la lutte, leur incapacité de combattre, les Wels et les Hilferding les masquent aujourd'hui avec succès en se référant au refus du Parti communiste de participer à la lutte commune. Le refus obstiné, stupide et insensé du Parti communiste d'accepter la politique du front unique est devenu, dans les conditions actuelles, la ressource politique la plus importante de la social-démocratie. C'est bien pour cela que la social-démocratie, avec ce parasitisme qui lui est propre, se cramponne tellement à notre critique de la politique ultimative de Staline-Thaelmann.

Les dirigeants officiels de l'Internationale Communiste pérorèrent maintenant avec un air très sérieux sur l'élévation du niveau théorique du Parti et sur l'étude de « l'histoire du bolchevisme ». En réalité le « niveau » baisse de plus en plus, les leçons du bolchevisme sont oubliées, déformées, foulées au pied. Cependant, il n'est pas difficile de trouver dans l'histoire du Parti russe le précurseur de la politique actuelle du Comité Central allemand : c'est feu Bogdanov, le créateur de l'ultimatum (ou otzovisme). Encore en 1905, il considérait impossible la participation des bolcheviks dans le Soviet de Petrograd si le Soviet ne reconnaissait pas préalablement la direction social-démocrate. Sous l'influence de Bogdanov, le bureau pétersbourgeois du Comité Central bolchevik adopta en octobre 1905 cette décision : proposer au Soviet de Petrograd la demande de reconnaître la direction du Parti ; dans le cas contraire, il serait décidé d'abandonner le Soviet. Le jeune avocat Krassikov, membre du Comité Central bolchevik de cette époque, posa cet ultimatum à l'Assemblée plénière du Soviet. Les députés ouvriers, y compris les bolcheviks, se sont regardés avec étonnement et sont passés à l'ordre du jour. Personne n'a quitté le Soviet. Bientôt Lénine arriva de l'étranger et il lava durement la tête aux ultimatismes : on ne peut pas, enseignait-il, à l'aide d'ultimatums, obliger la masse à sauter par dessus les phases indispensables de son propre développement politique.

Bogdanov, toutefois, n'avait pas renoncé à sa méthodologie et il créa par la suite toute une fraction « d'ultimatismes » ou « d'otzovistes » : cette dernière appellation leur a été donnée parce qu'ils étaient enclins à retirer (1) les bolcheviks de toutes les organisations qui refusaient d'accepter l'ultimatum envoyé d'en

haut : « reconnais par avance notre direction ». Les ultimatismes essayaient d'appliquer leur politique non seulement au Soviet, mais aussi dans le domaine du parlementarisme et du mouvement syndical et en général à toutes les organisations légales et semi-légales de la classe ouvrière.

La lutte de Lénine contre l'ultimatum fut une lutte pour des rapports justes entre le Parti et la classe. Les ultimatismes dans le vieux Parti bolchevik ne se sont jamais élevés à un rôle tant soit peu important : autrement, la victoire du bolchevisme aurait été impossible. Les rapports attentifs et sensibles envers la classe constituèrent la force du bolchevisme. Lénine continua la lutte contre l'ultimatum même quand il était au pouvoir, particulièrement et surtout dans le domaine des syndicats. « Si nous avons posé maintenant en Russie, écrivait-il, après deux ans et demi de victoires inouïes sur la bourgeoisie de Russie et de l'Entente comme condition d'admission aux syndicats « la reconnaissance de la dictature », nous aurions fait une bêtise, nous aurions entamé notre influence sur les masses, nous aurions aidé les mencheviks. Parce que toute la tâche des communistes réside dans la capacité de persuader les retardataires, dans la capacité de travailler parmi eux, et non de se séparer d'eux par l'invention de mots d'ordre puérilement « gauchistes ». (« La maladie infantile du communisme »). Ceci est d'autant plus obligatoire pour les Partis communistes d'Occident qui ne représentent que la minorité de la classe ouvrière.

La situation a cependant radicalement changé en U.R.S.S. pendant la dernière période. Le Parti communiste armé du pouvoir représente déjà un autre rapport entre l'avant-garde et la classe : dans ce rapport est introduit un élément de *contrainte*. La lutte de Lénine contre le bureaucratisme du Parti et des soviets signifiait dans son fond une lutte non pas contre le mauvais fonctionnement des chancelleries, l'inertie, la malpropreté, etc., mais contre l'assujettissement de la classe à l'appareil, contre la transformation de la bureaucratie du Parti en une nouvelle couche « dirigeante ». Le conseil donné par Lénine avant sa mort de créer une Commission de contrôle ouvrière indépendante du Comité Central et de retirer Staline et sa fraction de l'appareil du Parti fut dirigé contre la dégénérescence bureaucratique du Parti. Pour une série de raisons sur lesquelles nous ne pouvons pas nous arrêter ici, le Parti est passé à côté de ce conseil. La dégénérescence bureaucratique du Parti a atteint pendant ces dernières années la limite. L'appareil stalinien ne fait que commander. Le langage du commandement, c'est le langage de l'ultimatum. Chaque ouvrier doit reconnaître par avance que toutes les décisions précédentes, actuelles et futures du Comité Central sont in-

(1) Otzovistes, du verbe russe otzyvat qui signifie rap-peler, retirer. (Note du traducteur).

faillibles. Les prétentions d'infailibilité augmentaient au fur et à mesure que la politique devenait de plus en plus fausse.

Après avoir concentré entre ses mains l'appareil de l'Internationale communiste, la fraction stalinienne reporta aussi tout naturellement ses méthodes sur les sections étrangères, c'est-à-dire sur les Partis communistes des pays capitalistes. La politique de la direction aliée est le reflet de la politique de la direction de Moscou. Thaelmann voit comment commande la bureaucratie stalinienne qui déclare contre-révolutionnaire quiconque ne reconnaît pas son infailibilité. En quoi Thaelmann est-il pire que Staline ? Si la classe ouvrière ne se place pas avec obéissance sous son commandement, c'est parce que la classe ouvrière est contre-révolutionnaire. Doublement contre-révolutionnaires sont ceux qui montrent à Thaelmann les dangers funestes de l'ultimatum. Un des livres les plus contre-révolutionnaires est le recueil des œuvres complètes de Lénine. Ce n'est pas pour rien que Staline les soumet à une censure aussi sévère, surtout dans les éditions en langues étrangères.

Si l'ultimatum est funeste en toutes circonstances, si en U.R.S.S. il signifie le gaspillage du capital moral du Parti, il est doublement insolvable dans les Partis de l'Occident qui ne font seulement qu'accumuler un capital moral. Dans l'Union soviétique, la révolution victorieuse créa tout au moins les prémisses matérielles pour l'ultimatum bureaucratique sous forme d'appareil de coercition. Dans les pays capitalistes, y compris en Allemagne, l'ultimatum se transforme en une caricature impuissante et entrave la marche du Parti communiste vers le pouvoir. L'ultimatum de Thaelmann-Rommel est avant tout ridicule. Et le ridicule tue, surtout quand il s'agit du Parti de la révolution.

Transportez pour un instant ce problème sur l'arène de l'Angleterre où le Parti communiste (à la suite des erreurs funestes de la bureaucratie stalinienne) n'est toujours qu'une partie infime du prolétariat. Si on admet que toute

forme de front unique hormis la forme communiste est « contre-révolutionnaire », le prolétariat britannique devra, de toute évidence, reculer la lutte révolutionnaire jusqu'au moment où le Parti communiste se mettra à sa tête. Mais le Parti communiste ne pourra se mettre à la tête de la classe autrement que sur la base de sa propre expérience révolutionnaire. Cependant l'expérience ne peut prendre un caractère révolutionnaire que par la voie de l'entraînement de millions d'hommes dans la lutte. Or, on ne peut pas entraîner dans la lutte les masses non communistes, et surtout les masses organisées, autrement que sur la base de la politique du front unique. Nous tombons dans un cercle vicieux dont il n'y a pas d'issue sur la voie de l'ultimatum bureaucratique. Mais la dialectique révolutionnaire montra, il y a longtemps, cette issue ; elle démontra son efficacité sur une quantité innombrable d'exemples et dans les domaines les plus divers : combinaison de la lutte pour le pouvoir avec la lutte pour les réformes ; indépendance complète du Parti avec la sauvegarde de l'unité des syndicats ; lutte contre le régime bourgeois avec l'utilisation de ses institutions ; critique irréductible du parlementarisme du haut de la tribune parlementaire ; lutte implacable contre le réformisme avec les accords pratiques avec les réformistes dans les tâches partielles.

En Angleterre, l'inconsistance de l'ultimatum crève les yeux à cause de la faiblesse extrême du Parti communiste. En Allemagne, les effets funestes de l'ultimatum sont en partie masqués par la force numérique considérable du Parti et par sa croissance. Mais le Parti allemand croît grâce à la poussée des circonstances et non grâce à la politique de la direction ; non grâce à l'ultimatum, mais malgré lui. Au surplus, ce n'est pas la croissance du Parti qui décide : ce qui décide, c'est le rapport politique réciproque entre le Parti et la classe. Sur cette ligne fondamentale, la situation ne s'améliore pas parce que le Parti allemand pose, entre lui et la classe, une haie de fil de fer barbelé d'ultimatum.



Les zigzags des staliniens dans la question du front unique

L'ancienne social-démocrate Torchors (Düsseldorf) qui passa au Parti communiste, déclara dans son exposé officiel au Parti, à la mi-janvier, à Francfort : « Les chefs social-démocrates sont déjà suffisamment démasqués, et ce n'est que gaspillage d'énergie que de manœuvrer dans ce sens au moyen de l'unité par en haut. » Nous citons d'après le journal communiste de Francfort qui loue beaucoup cet exposé. « Les chefs social-démocrates sont déjà suffisamment démasqués ». Suffisamment — pour l'auteur de l'exposé qui passa de la social-démocratie au communisme (ce qui, bien entendu, lui fait honneur), mais insuffisamment pour ces millions d'ouvriers qui votent pour la social-démocratie et tolèrent, sur leur dos, la bureaucratie réformiste des syndicats.

Il n'est cependant pas besoin de se référer à un exposé isolé. Dans l'appel de la *Rote Fahne* (28 janvier), le dernier qui me soit parvenu, on démontre encore une fois qu'il n'est permis de faire le front unique que contre les chefs social-démocrates et sans eux. Pourquoi ? Parce que « personne de ceux qui ont vécu l'expérience des dix-huit dernières années et qui ont vu ces « chefs » à l'œuvre ne les croira plus ». Et qu'advient-il, demandons-nous, de ceux qui sont dans la politique depuis moins de dix-huit ans et même depuis moins de dix-huit mois ? Depuis le début de la guerre, plusieurs générations politiques se sont élevées qui doivent faire l'expérience de la vieille génération, ne serait-ce qu'à une échelle réduite. « Il s'agit précisément, — enseignait Lénine aux ultra-gauchistes — de ne pas prendre l'expérience vécue par nous pour celle vécue par la classe, par les masses ».

Mais même la vieille génération social-démocrate, celle qui a fait l'expérience des dix-huit années, n'a nullement rompu avec les chefs. Au contraire, c'est précisément la social-démocratie qui garde beaucoup de « vieux » qui sont liés au parti par de fortes traditions. Il est regrettable, bien entendu, que les masses apprennent si lentement. Mais il y a là une bonne part de responsabilité de la part des « pédagogues » communistes qui n'ont pas su dévoiler avec netteté la nature criminelle du réformisme. Il faut, tout au moins, utiliser la nouvelle situation où l'attention des masses est extrêmement tendue par le danger mortel pour soumettre les réformistes à une nouvelle épreuve qui sera, peut-être, cette fois-ci vraiment décisive.

Sans rien cacher ou atténuer de notre opinion sur les chefs social-démocrates, nous pouvons et nous devons dire aux

ouvriers social-démocrates : « Puisque vous acceptez, d'une part, de lutter en commun avec nous et que, d'autre part, vous ne voulez pas rompre avec vos chefs, nous vous proposons : obligez-les à commencer une lutte commune avec nous pour tels ou tels buts pratiques par telles ou telles voies ; quant à nous, communistes, nous sommes prêts ». Que peut-il y avoir de plus simple, de plus clair, de plus convaincant ?

C'est précisément dans ce sens que j'écrivis — avec l'intention préméditée de provoquer le sincère effroi ou la feinte indignation des imbéciles et des charlatans — que, dans la lutte contre le fascisme, nous sommes prêts à passer des accords pratiques de lutte avec le diable, avec sa grand'mère et même avec Noske et Zoergiebel (1).

Le Parti officiel viole lui-même, à chaque pas, sa position non-viable. Dans les appels au « front unique rouge » (avec soi-même), il met en avant régulièrement la revendication de « liberté illimitée des démonstrations, des réunions, des coalitions et de la presse prolétariennes ». C'est un mot d'ordre parfaitement juste. Mais dans la mesure où le Parti communiste parle de journaux, de réunions, etc. *prolétariens* et non seulement communistes, il met en avant en réalité, le mot d'ordre du front unique avec cette même social-démocratie qui édite des journaux ouvriers, organise des réunions, etc. Lancer des mots d'ordre politiques qui contiennent en eux-mêmes l'idée de front unique avec la social-démocratie et renoncer aux accords pratiques pour la lutte pour ces mots d'ordre — c'est le comble de l'incohérence.

Münzenberg, chez qui la ligne générale et le bon sens d'un homme d'affaires se disputent, écrivit en novembre dans *Der Rote Aufbau* : « Il est vrai que le national-socialisme est l'aile la plus réactionnaire, la plus chauviniste et la plus féroce du mouvement fasciste en Allemagne, et que tous les cercles réellement gauchistes (!) ont un intérêt énorme à empêcher le renforcement de l'influence et de la puissance de cette aile du fascisme allemand ». Si le Parti de Hitler est l'aile « *la plus réactionnaire, la plus féroce* », il en résulte que le gouvernement Brüning est, le moins qu'on puisse dire, *moins* féroce et *moins* réactionnaire. Münzenberg arrive ici furtivement à la théorie du « moindre mal ». Pour sauver les apparences d'ortho-

(1) Dans la revue française *Les Cahiers du bolchevisme*, l'organe le plus inepte et le plus ignorant de toutes les éditions de la bureaucratie stalinienne, on s'est accroché avec avidité à cette allusion à la grand-mère du diable, sans s'apercevoir, bien entendu, qu'elle a dans la presse marxiste un passé très ancien. Espérons que les ouvriers révolutionnaires ne tarderont pas à envoyer à cette même grand-mère, pour achever leur éducation, tous ces professeurs ignorants et de mauvaise foi.

doxie, Münzenberg distingue différentes qualités de fascisme : le fascisme léger, moyen et fort, comme s'il s'agissait du tabac turc. Mais si tous les « cercles gauches » (et comment les appelle-t-on par leurs noms ?) sont intéressés à la victoire sur le fascisme, ne faut-il pas soumettre ces « cercles gauches » à l'épreuve de l'action ?

N'est-il pas clair qu'il fallait se saisir immédiatement des deux mains de la proposition diplomatique et équivoque de Breitscheid, en soumettant de son côté un programme pratique concret et bien étudié de lutte contre le fascisme et en demandant une séance commune des directions des deux partis avec la participation de la direction des syndicats libres ? Il fallait en même temps faire pénétrer énergiquement ce programme à la base, à tous les étages des deux partis et dans les masses. Les pourparlers auraient dû se mener aux yeux de tout le monde : la presse aurait dû en donner des comptes rendus quotidiens, sans exagérations et sans inventions fantaisistes. Sur les ouvriers une telle agitation positive, qui vise directement son but, agit d'une façon beaucoup plus efficace que le hurlement continu sur le « social-fascisme ». Avec une telle manière de poser le problème, la social-démocratie n'aurait pas pu se cacher un seul instant derrière la décoration en carton du « front de fer ».

Relisez la « Maladie infantile du Communisme » ; c'est aujourd'hui le livre le plus actuel. C'est précisément au sujet de situations semblables à celle de l'Allemagne d'aujourd'hui que Lénine parle — nous citons littéralement — de « la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de recourir à des accords, à des compromis avec les divers groupements de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits patrons... L'essentiel est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau général de conscience d'esprit révolutionnaire, de capacité de lutte et de victoire du prolétariat ».

Et comment le Parti communiste agit-il ? Dans ses journaux il affirme chaque jour qu'il n'admet qu'un tel « front unique qui soit dirigé contre Brüning, Severing, Leipart, Hitler et leurs semblables ». Il est incontestable que, devant l'insurrection prolétarienne, il n'y aura pas de différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler. Contre l'insurrection d'Octobre des bolcheviks, les socialistes révolutionnaires et les mencheviks se sont ralliés aux démocrates constitutionnalistes et aux korniloviens, Kerensky dirigeait sur Petrograd le général cosaque cent-noirs Krasnov, les mencheviks soutenaient Kerensky et Krasnov, les socialistes révolutionnaires organisaient l'insurrection des cadets sous la direction des officiers monarchistes.

Mais cela ne signifie nullement que Brüning,

Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les circonstances au même camp. Aujourd'hui, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question de pose, au moment présent non pas tant de défendre les bases de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne que de défendre le système semi-parlementaire bourgeois contre le fascisme. Renoncer à utiliser cet antagonisme serait une bêtise énorme.

« Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale... — écrivait Lénine dans sa « Maladie infantile » — et s'interdire à l'avance tout louvoiement, toute utilisation des contradictions (fussent-elles momentanées) entre nos ennemis, renoncer à tout accord et tout compromis avec des alliés possibles (ne fût-ce que des alliés provisoires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule sans borne ». Nous citons toujours littéralement : les mots soulignés dans les parenthèses le sont par Lénine.

Et plus loin : « On ne peut triompher d'un adversaire supérieur qu'au prix d'une extrême tension des forces, à la condition obligatoire de tirer parti avec le plus d'attention, de minutie et de prudence, des moindres dissensions entre les ennemis ».

Or, que font les Thaelmann et les Rémmele dirigés par Manouïlsky ? Ils s'emploient de toutes leurs forces à cimenter la fissure entre la social-démocratie et le fascisme — et quelle fissure ! — par la théorie du social-fascisme et par la pratique du sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque « possibilité de se rallier un allié de masse ne serait-ce qu'un allié temporaire, vacillant, peu solide, peu sûr, réservé. Quiconque n'a pas compris cela — dit-il — n'a rien compris au marxisme ni en général au socialisme scientifique contemporain ». Vous entendez prophètes de la nouvelle école stalinienne : il y est dit nettement et avec précision que vous n'avez rien compris au marxisme. C'est Lénine qui a dit cela de vous : accusez réception de ce compliment.

Mais sans la victoire sur la social-démocratie, répliquent les staliniens, la victoire sur le fascisme est impossible. Est-ce vrai ? Dans un certain sens, oui. Mais le théorème inverse est également vrai : sans victoire sur le fascisme italien, la victoire sur la social-démocratie italienne est impossible. Le fascisme et la social-démocratie sont des instruments de la bourgeoisie. Tant que le capital sera maître, la social-démocratie et le fascisme existeront dans des combinaisons différentes. Toutes les questions se réduisent ainsi à un seul dénominateur : le prolétariat doit renverser le régime bourgeois.

Mais c'est précisément maintenant où ce régime chancelle en Allemagne que le fascisme vient à sa rescousse. Pour repousser ce défenseur, il faut, nous dit-on, en finir préalablement

avec la social-démocratie... Ainsi le schématisme inanimé nous conduit dans un cercle vicieux. On ne peut en sortir que sur le terrain de l'action. Le caractère de l'action est déterminé non par le jeu de catégories abstraites, mais par le rapport réel des forces historiques vivantes.

Non, réitérent les bureaucrates, « d'abord » liquidons la social-démocratie. Mais par quelle voie ? C'est bien simple : en donnant ordre aux organisations du Parti d'enrôler pour une date déterminée cent mille membres nouveaux. La propagande abstraite au lieu de la lutte politique, le plan bureaucratique au lieu de la stratégie dialectique. Et si le développement effectif de la lutte de classes pose déjà maintenant devant la classe ouvrière la question du fascisme comme une question de vie ou de mort ? Alors il faut détourner la classe ouvrière de cette tâche, il faut l'endormir, il faut la persuader que la tâche de la lutte contre le fascisme est une tâche secondaire, que celle-ci ne presse pas, qu'elle se résoudra d'elle-même, qu'après tout le fascisme règne déjà, que Hitler n'apportera rien de nouveau, qu'il ne faut pas craindre Hitler, que Hitler ne fera que frayer la voie aux communistes.

Peut-être est-ce exagéré ? Non, c'est l'idée directrice authentique des chefs du Parti communiste. Ils ne la poussent pas toujours jusqu'au bout. Dans la rencontre avec les masses, eux-mêmes reculent devant les conclusions finales, mêlant différentes positions, se troublant et troublant les ouvriers ; mais dans toutes les occasions où ils essayent de joindre les deux bouts, ils partent du point de vue de l'inévitabilité de la victoire du fascisme.

Le 14 octobre de l'an passé, Rummel, l'un des trois chefs officiels du Parti communiste, disait au Reichstag : « c'est Monsieur Brüning qui l'a dit très nettement : quand ils (les fascistes) seront au pouvoir, l'unité de front du prolétariat sera réalisée et balayera tout (tempête d'applaudissements des communistes) ». Que Brüning fasse peur par une telle perspective à la bourgeoisie et à la social-démocratie, c'est compréhensible : il défend son pouvoir. Que Rummel console les ouvriers par une telle perspective, c'est une honte : il prépare le pouvoir à Hitler parce que toute cette perspective est profondément fautive et témoigne de l'incompréhension totale de la psychologie des masses et de la dialectique de la lutte révolutionnaire. Si le prolétariat d'Allemagne, devant lequel se développent maintenant ouvertement tous les événements, laissera les fascistes arriver au pouvoir, c'est-à-dire fera preuve d'une cécité et d'une passivité criminelles, il n'y a absolument aucune raison de compter qu'après l'arrivée des fascistes au pouvoir le même prolétariat secouera d'un seul coup sa passivité et « balayera tout » : toutefois, en Italie, cela ne s'est pas vu. Rummel raisonne entièrement

comme les phraseurs petits bourgeois français du XIX^e siècle qui ont fait preuve d'une incapacité totale de mener les masses mais qui par contre, furent fermement persuadés que, quand Louis-Bonaparte chevauchera la République, le peuple se lèvera aussitôt pour leur défense et « balayera tout ». Cependant, le peuple qui laissa l'aventurier Louis-Bonaparte arriver au pouvoir s'est avéré, bien entendu, incapable de le balayer ensuite. Il a fallu, pour cela, de nouveaux événements importants, des secousses historiques, y compris la guerre.

Le front unique du prolétariat n'est réalisable pour Rummel, comme nous l'avons vu, qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Peut-il y avoir un aveu plus piteux de sa propre faillite ? Puisque nous, Rummel et Cie, sommes incapables d'unir le prolétariat, nous en chargeons Hitler. Quand il nous aura unifié le prolétariat, alors nous nous montrerons dans toute notre grandeur. Tout ceci est suivi d'une déclaration vantarde : « Nous sommes les vainqueurs du lendemain, et la question ne se pose plus : qui sera écrasé ? Cette question est déjà résolue (applaudissements des communistes). Il ne reste que la question de savoir à quel moment nous écraserons la bourgeoisie ». C'est précisément cela ! Cela s'appelle en russe toucher le ciel du doigt. Nous sommes les vainqueurs du *lendemain*. Pour cela, il ne nous manque aujourd'hui que le front unique. Hitler nous le donnera demain quand il arrivera au pouvoir. Il en résulte donc que le vainqueur du *lendemain* sera, malgré tout, Hitler et non Rummel. Mais alors, ayez soin de vous graver ceci dans le crâne : le moment de la victoire des communistes n'arrivera pas de sitôt.

Rummel sent lui-même que son optimisme boite de la jambe gauche et il essaie de la consolider. « Messieurs les fascistes, ne nous effraient pas, ils s'useront beaucoup plus vite que n'importe quel autre gouvernement » (« très juste », sur les bancs des communistes). Et comme preuve : les fascistes veulent l'inflation, la monnaie-papier ce qui est la ruine pour les masses populaires ; tout s'arrangera donc comme on ne peut mieux. Ainsi, l'inflation oratoire de Rummel détourne les ouvriers allemands de leur chemin.

Nous avons là un discours programmatique d'un chef officiel du Parti, édité en une quantité d'exemplaires énorme et qui sert les buts du recrutement communiste : le discours est suivi d'un bulletin d'adhésion au Parti. Et ce discours programmatique est entièrement construit sur la capitulation devant le fascisme. « Nous ne craignons pas » l'arrivée de Hitler au pouvoir. Mais c'est précisément là une formule retournée de la couardise. « Nous » ne nous considérons pas capables d'empêcher Hitler d'arriver au pouvoir ; bien pis : nous, les bureaucrates, sommes tellement pourris que nous

n'osons pas penser sérieusement à la lutte contre Hitler. C'est pourquoi « nous ne craignons pas ». Vous ne craignez pas quoi : la lutte contre Hitler ? Non, ils ne craignent pas... la victoire de Hitler. Ils ne craignent pas d'éviter le combat. Ils ne craignent pas d'avouer leur propre couardise. Honte, mille fois honte !

Dans une de mes brochures précédentes, j'écrivis que la bureaucratie stalinienne veut tendre à Hitler un piège... sous la forme du pouvoir d'état. Les scribouillards qui vadrouillent de Münzenberg à Ullstein et de Mosse à Münzenberg déclarèrent immédiatement : « Trotsky calomnie le Parti communiste ». N'est-il pas clair : par haine pour le communisme, par aversion pour le prolétariat allemand, par désir passionné de sauver le capitalisme allemand, Trotsky attribue à la bureaucratie stalinienne un plan de capitulation. En réalité, je n'ai fait que formuler brièvement le discours programmatique de Rémelé et l'article théorique de Thaelmann. Où est donc la calomnie ?

Thaelmann, ainsi que Rémelé restent, cependant entièrement fidèles à l'évangile de Staline. Rappelons encore une fois ce qu'envisageait Staline en automne 1923 quand, en Allemagne, tout reposait, comme aujourd'hui, sur le tranchant du couteau : « Les communistes doivent-ils tendre (au stade actuel) — écrivit Staline à Zinoviev et à Boukharine — de s'emparer du pouvoir sans la social-démocratie ? Sont-ils déjà mûrs pour cela ? c'est là que réside, à mon avis, la question... Si aujourd'hui, en Allemagne, le pouvoir tombait, pour ainsi dire, et que les communistes le ramassent, ils s'écrouleront avec fracas. Ceci dans le « meilleur » des cas. Et dans le pire des cas — ils seront pulvérisés et rejetés en arrière... Bien entendu, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes... A mon avis, il faut retenir les Allemands et non les encourager ».

Dans sa brochure sur « la grève de masses », Langner écrit : « L'affirmation (de Brandler) que la lutte en octobre (1923) aurait abouti à « une défaite décisive » n'est pas autre chose qu'une tentative de farder les erreurs opportunistes et la capitulation opportuniste sans combat. » (page 101). Très juste. Mais qui fut donc l'initiateur de « la capitulation sans combat » ? Qui « retenait » au lieu d'« encourager » ? En 1931, Staline ne fait que développer sa formule de 1923 : que les fascistes prennent le pouvoir, ils ne feront que nous frayer le chemin... Il est bien entendu, moins dangereux de s'en prendre à Brandler qu'à Staline : les Langner le savent très bien...

Il est vrai que, dans ces deux derniers mois — non sans une influence décisive des protestations venant de gauche — un certain chan-

gement s'est produit : le Parti communiste ne dit plus qu'Hitler doit arriver au pouvoir pour être vite épuisé ; il accentue maintenant plus le côté opposé de la question : il ne faut pas remettre la lutte contre le fascisme jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir ; il faut mener la lutte maintenant en dressant les ouvriers contre les décrets de Brüning, en élargissant et en approfondissant la lutte sur le terrain économique et politique. C'est parfaitement juste. Tout ce qui est dit, dans ces limites, par les dirigeants du Parti communiste, est incontestable. Ici, pas de divergences entre nous. Mais il reste, néanmoins, la question principale : comment passer des paroles aux actes ?

La majorité écrasante des membres du Parti et une partie importante de l'appareil — nous n'en doutons nullement — veulent sincèrement la lutte. Mais il faut bien regarder la réalité en face : cette lutte n'existe pas, on ne la voit pas venir. Les décrets Brüning sont passés impunément. La trêve de Noël n'a pas été violée. La politique des grèves partielles improvisées n'a pas donné, selon les comptes rendus de la presse communiste elle-même, de sérieux succès. Les ouvriers le voient. On ne peut pas les convaincre par des vociférations.

Le Parti communiste rejette la responsabilité de la passivité des masses sur la social-démocratie. Historiquement, cela est incontestable. Or, nous ne sommes pas des historiens, mais des militants révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'investigations historiques mais de la recherche d'une issue.

Le S. A. P. qui, au début de son existence, posait la question de la lutte contre le fascisme (surtout dans les articles de Rosenfeld et de Seydewitz) d'une façon formelle, en faisant coïncider la contre-attaque avec le moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir, a fait un certain pas en avant. Sa presse demande maintenant qu'on commence la résistance au fascisme immédiatement, en dressant les ouvriers contre la famine et le joug policier. Nous reconnaissons volontiers que le changement dans la position du S. A. P. s'est produit sous l'influence de la critique communiste : une des tâches du communisme consiste précisément à pousser en avant le combat par la critique des hésitations de ce dernier. Mais cette critique seule est insuffisante : il faut utiliser politiquement les fruits de cette critique en proposant au S. A. P. de passer des paroles aux actes. Il faut soumettre le S. A. P. à une épreuve pratique publique et précise : non pas par des commentaires de citations isolées, — c'est insuffisant, — mais par la proposition de se mettre d'accord sur les moyens pratiques déterminés de la résistance. Si le S. A. P. révèle sa faillite, l'autorité du P. C. sera rehaussée d'autant, et le parti intermédiaire sera d'autant plus vite liquidé. Qu'y a-t-il à craindre ?

Il est, cependant, faux d'affirmer que le S. A. P. ne veut pas lutter sérieusement. Il y a dans son sein différentes tendances. Aujourd'hui, dans la mesure où tout se réduit à la propagande abstraite pour le front unique, les contradictions internes sont refoulées. Lors du passage à la lutte, elles surgissent à la surface. Seul le Parti communiste peut en profiter.

Mais il reste encore la question principale, celle du Parti social-démocrate. S'il rejette les propositions pratiques acceptées par le S. A. P., cela crée une nouvelle situation. Les centristes qui voudraient rester entre le P. C. et la social-démocratie, se plaindre de l'un et de l'autre et se renforcer au compte de tous les deux (une telle philosophie est développée par Urbahns) resteraient vite suspendus en l'air parce qu'il serait vite démontré que la lutte révolutionnaire est sabotée précisément par la social-démocratie. N'est-ce pas là un avantage sérieux ? Les ouvriers du S. A. P. se tourneraient à partir de ce moment, et d'une façon décisive, vers le Parti communiste.

Mais le refus de Wels et Cie d'accepter le programme d'action adopté par le S. A. P. ne passerait pas impunément pour la social-démocratie, elle non plus. Le *Vorwaerts* se-

rait privé aussitôt de la possibilité de se plaindre de la passivité du Parti communiste. L'attraction des ouvriers social-démocrates vers le front unique augmenterait aussitôt ; et cela équivaldrait à l'attraction vers le Parti communiste. N'est-ce pas clair ?

A chacune de ces étapes et de ces tournants, le Parti communiste trouverait de nouvelles possibilités. Au lieu de répéter d'une façon monotone les seules et mêmes formules toutes faites devant un auditoire toujours le même, le Parti communiste trouverait la possibilité d'entraîner dans le mouvement des couches nouvelles, de les instruire sur la base d'une expérience vivante, de les tremper et de consolider son hégémonie dans la classe ouvrière.

En même temps, le Parti communiste ne doit pas, bien entendu, renoncer à la direction indépendante des grèves, des démonstrations, des campagnes politiques. Il garde l'entière liberté d'action. Il n'attend personne. Mais sur la base de son action, il mène une politique active de manœuvre par rapport aux autres organisations ouvrières, il détruit les cloisons conservatrices au sein des ouvriers, il met à nu les contradictions du réformisme et du centrisme, il pousse en avant la cristallisation révolutionnaire au sein du prolétariat.



Rappel historique sur le front unique

Les raisons concernant la politique du front unique découlent des nécessités tellement fondamentales et irréfutables de la lutte *classe contre classe* (dans le sens marxiste et non bureaucratique de ces mots) qu'il est impossible de lire, sans rougir de honte et d'indignation, des objections de la bureaucratie stalinienne. On peut expliquer quotidiennement les idées les plus simples aux masses ouvrières et paysannes les plus arriérées et les plus obscures, sans en éprouver la moindre lassitude : dans ce cas, il s'agit de soulever des couches toutes fraîches. Mais, malheur s'il faut démontrer et expliquer les pensées élémentaires aux gens dont le cerveau est aplati par la presse bureaucratique ! Que faire avec des « chefs » qui ne disposent pas d'arguments logiques, mais qui, en revanche, possèdent sous la main un manuel d'injures internationales. Les thèses fondamentales du marxisme sont combattues par un seul mot : « contre-révolution » ! Ce mot est effroyablement déprécié dans la bouche de ceux qui jusqu'à maintenant n'ont, toutefois, encore démontré en rien leur capacité d'accomplir la révolution. Mais que faut-il faire, néanmoins, des décisions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste ? La bureaucratie stalinienne les reconnaît-elle, oui ou non ?

Les documents existent, et ils ont gardé toute leur importance jusqu'à aujourd'hui. Du grand nombre de ces documents, je choisis les thèses élaborées par moi entre le III^e et le IV^e Congrès pour le Parti communiste français, thèses approuvées par le Bureau Politique du P. C. russe et par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, et publiées en leur temps dans les organes communistes en différentes langues. Nous reproduisons textuellement la partie des thèses qui est consacrée à la définition et à la défense de la politique du front unique :

« Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période de préparation à la révolution.

« Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat, surgissent et se développent sans cesse par l'initiative de l'une ou de l'autre des parties.

« Dans ces conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défense contre celui-ci. Le Parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'ac-

tion sera irrévocablement condamné par la conscience ouvrière.

« Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital malgré la division fatale, à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière. Pour ceux qui ne le comprennent pas, le parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse.

« Si le Parti communiste n'avait pas réalisé la rupture radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le Parti de la révolution prolétarienne. Si le Parti communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possible à chaque moment donné des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non-communistes (social-démocrates compris), il prouverait par cela même son incapacité de conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse.

« Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la discipline de l'organisation, il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale. Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste.

« L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ? Cette question n'est que le fruit d'un malentendu. Si nous avions pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait, certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle.

« Nous sommes, au contraire, intéressés en dehors de toutes autres considérations, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les situer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique ce ne peut être qu'à notre avantage. Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur qui aurait approuvé des thèses sur le meilleur moyen de nager, mais ne risquerait pas à se jeter à l'eau.

« En concluant des accords avec d'autres organisations, nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante.

« Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, ce ne peut être que le point de vue d'un journaliste qui croit s'éloi-

gner du réformiste, quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte que l'on prétend révolutionnaire, du « rapprochement » se dissimule au fond une passivité politique qui tend à conserver un état de choses, dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse.

« Dans la lutte contre le front unique nous voyons une tendance passive et indécise de l'intransigeance verbale masquée. Dès le premier instant saute aux yeux le paradoxe suivant : les éléments droitiers du Parti avec leurs tendances centristes et pacifistes... sont les adversaires les plus irréconciliables du front unique en se couvrant du drapeau de l'intransigeance révolutionnaire. Et, au contraire, les éléments... qui, aux moments les plus difficiles, restèrent entièrement sur le terrain de la III^e Internationale, sont les partisans de la tactique du front unique. En réalité, sous le masque de l'intransigeance pseudo-révolutionnaire agissent maintenant les partisans de la tactique de l'attente passive » (Trotsky, « Cinq années d'Internationale Communiste », pages 345-378 de l'édition russe).

Ne vous semble-t-il pas que ces lignes aient été écrites aujourd'hui contre Staline, Manouïlsky, Thaelmann, Remmelé, Neumann ? En réalité, elles ont été écrites il y a dix ans contre Frossard, Cachin, Charles Rappoport, Daniel Renoult et les autres opportunistes français qui se cachaient derrière les phrases ultragauchistes. Ces thèses citées plus haut furent-elles — nous posons carrément cette question à la bureaucratie stalinienne — « contre-révolutionnaires » déjà au moment où elles exprimaient la position du Bureau Politique russe, avec Lénine en tête, et déterminaient la politique de l'Internationale Communiste ? Qu'on n'essaie pas de répondre que, pendant la période écoulée, les conditions ont changé : il s'agit non pas de questions de conjoncture, mais, comme il est dit dans le texte même de « l'A. B. C. du marxisme ».

Ainsi, il y a dix ans, l'Internationale Communiste expliquait le fond de la politique du front unique dans ce sens que le Parti communiste montre aux masses et à leurs organisations sa volonté réelle de mener avec elles la lutte, ne serait-ce que pour les buts les plus modestes, si ces buts se trouvent sur la voie du développement historique du prolétariat ; le Parti communiste compte dans cette lutte avec l'état réel de la classe ouvrière à chaque moment donné ; il s'adresse non seulement

aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; il confronte, aux yeux des masses, les organisations réformistes avec les tâches réelles de la lutte de classes. En révélant effectivement que ce n'est pas le sectarisme du Parti communiste mais le sabotage conscient de la social-démocratie qui sape le travail commun, la politique du front unique accélère le développement révolutionnaire de la classe. Il est évident que ces idées ne peuvent en aucun cas vieillir.

Comment expliquer alors la renonciation de de l'Internationale Communiste à la politique du front unique ? Par les insuccès et les échecs de cette politique dans le passé. Si ces insuccès dont les raisons résident non dans la politique, mais dans les hommes politiques eussent été découverts, analysés, étudiés à temps, le Parti communiste allemand aurait été admirablement bien armé, stratégiquement et tactiquement, pour la situation actuelle. Mais la bureaucratie stalinienne a agi comme le singe myope de la fable : après avoir placé ses lunettes sur la queue et après les avoir léchées sans résultat, il décida qu'elles ne valaient rien et les brisa. Dites ce que vous voulez, mais ce n'est pas la faute aux lunettes.

Les erreurs dans la politique du front unique furent de deux sortes. Il arriva, dans la plupart des cas, que les organes dirigeants du Parti communiste s'adressaient aux réformistes avec la proposition de lutter en commun pour les mots d'ordre radicaux qui ne découlaient pas de la situation et qui ne correspondaient pas à la conscience des masses. Les propositions eurent un caractère de coups chargés à blanc. Les masses restèrent impassibles, les chefs réformistes expliquèrent les propositions des communistes comme une intrigue ayant pour but la destruction de la social-démocratie. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une application purement formelle, décorative de la politique du front unique, cependant que, d'après son essence même, elle ne peut être fertile que sur la base de l'appréciation réaliste de la situation et de l'état d'esprit des masses. Par un usage fréquent et mauvais, l'arme des « lettres ouvertes » s'est émoussée, et il fallut y renoncer.

L'autre sorte de déformation de la politique du front unique eut un caractère beaucoup plus fatal. La politique du front unique devint pour la direction stalinienne une course aux alliés, gagnés au prix de l'indépendance du Parti communiste. Ayant l'appui de Moscou et se croyant tout puissants, les bureaucrates de l'Internationale Communiste crurent sérieusement qu'ils peuvent commander les classes, leur indiquer des itinéraires, retarder les mouvements agraires et grévistes en Chine, acheter l'union avec Tchankai-Chék au prix de la renonciation à la politique indépen-

dante du Parti communiste, rééduquer la bureaucratie des Trades-Unions, l'appui principal de l'impérialisme britannique, dans un banquet à Londres ou dans une ville d'eau du Caucase, transformer les bourgeois croates, du type de Raditch, en communistes, etc. Les intentions ont été, bien entendu, les meilleures : accélérer le développement en faisant au lieu des masses ce que celles-ci n'ont pas encore compris. Il n'est pas inutile de rappeler que, dans une série de pays, particulièrement en Autriche, les fonctionnaires de l'Internationale Communiste essayèrent dans la période écoulée de créer d'une façon artificielle, par en haut, une social-démocratie de « gauche » servant de pont vers le communisme. De cette mascarade non plus il n'est rien sorti que des échecs. Les résultats de ces expériences et

de ces aventures se révélèrent invariablement catastrophiques. Le mouvement révolutionnaire mondial fut rejeté en arrière pour une série d'années.

Alors Manouilsky décida de briser les lunettes, et Kuussinen, pour ne plus jamais se tromper, qualifia tout le monde, sauf lui et ses amis, de fascistes. Maintenant, tout est devenu plus simple et plus clair, il ne peut plus y avoir d'erreurs. Quel front unique peut-il y avoir avec les « social-fascistes » contre les nationaux-fascistes, ou avec les « social-fascistes de gauche » contre ceux de droite ? Ainsi, après avoir opéré sur nos têtes un tournant de 180 degrés, la bureaucratie stalinienne s'est vue obligée de déclarer contre-révolutionnaires les décisions des quatre premiers Congrès.



Les leçons de l'expérience russe

Dans un de nos travaux précédents, nous nous sommes référés à l'expérience bolchevik dans la lutte contre Kornilov ; les chefs officiels nous ont répondu par des beuglements désapprobateurs. Rappelons encore une fois les faits essentiels pour démontrer avec plus de précision et plus de détails comment l'école stalinienne tire les leçons du passé.

Pendant la période de juillet-août 1917, le chef du gouvernement, Kerensky, appliquait effectivement le programme du commandant en chef Kornilov : il rétablit sur le front les tribunaux martiaux et la peine de mort pour les soldats, il priva les Soviets conciliateurs de leur influence sur les affaires d'Etat, il réprima les paysans, il doubla le prix du pain (ayant le monopole d'Etat du commerce du blé), il prépara l'évacuation de Pétrograd révolutionnaire, il ramena vers la capitale, en accord avec Kornilov, les armées contre-révolutionnaires, il promit aux alliés une nouvelle offensive sur le front, etc. Telle était la situation politique générale.

Le 26 août, Kornilov rompit avec Kerensky à cause des hésitations de ce dernier et il jeta son armée sur Pétrograd. Le Parti bolchevik se trouvait dans une situation semi-illégale. Ses chefs, à commencer par Lénine, se tenaient dans l'illégalité ou étaient emprisonnés, sous l'inculpation de liaison avec l'état-major des Hohenzollern. On confisquait les journaux bolcheviks. Ces persécutions provenaient du gouvernement Kerensky que soutenaient, à gauche, les conciliateurs, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks.

Comment le Parti bolchevik a-t-il agi ? Il n'a pas hésité un instant à passer un accord pratique avec ses geôliers — Kerensky, Tzeretelli, Dan et autres — pour la lutte contre Kornilov. Partout furent créés des comités de défense révolutionnaire où les bolcheviks étaient en minorité. Cela n'empêcha pas les bolcheviks de jouer un rôle dirigeant : dans des accords faits en vue des actions révolutionnaires de masses, c'est toujours le parti révolutionnaire le plus conséquent et le plus hardi qui l'emporte. Les bolcheviks furent aux premiers rangs, ils brisèrent les cloisons qui les séparaient des ouvriers mencheviks et surtout des soldats socialistes-révolutionnaires, en les entraînant derrière eux.

Peut-être les bolcheviks agirent-ils ainsi parce que pris au dépourvu ? Non, dans les mois précédents, les bolcheviks exigèrent des dizaines et des centaines de fois des mencheviks d'accepter la lutte commune contre la contre-révolution qui se mobilisait. Encore le 27 mai, quand Tzeretelli demanda des repré-

sailles contre les marins bolcheviks, Trotsky déclara à la séance du Soviet de Pétrograd : « Quand le général contre-révolutionnaire essayera de jeter un nœud coulant sur la révolution, les cadets passeront le savon sur la corde, mais les marins de Kronstadt viendront pour lutter et mourir avec nous ». Cela fut confirmé littéralement. Pendant les journées de la marche de Kornilov, Kerensky s'adressa aux marins du croiseur « Aurore » en les priant de se charger de la défense du Palais d'Hiver. Les marins étaient tous des bolcheviks. Ils haïssaient Kerensky. Cela ne les empêcha pas de veiller avec vigilance sur le Palais d'Hiver. Leurs représentants vinrent à la prison de « Kresty » pour voir Trotsky qui y était enfermé et lui demandèrent : et si on arrêtait Kerensky ? Mais cette question avait un caractère mi-plaisant : les marins comprenaient qu'il fallait d'abord écraser Kornilov et ensuite régler le compte de Kerensky. Les marins de l'« Aurore », grâce à la direction politique juste, comprenaient plus que le Comité Central de Thaelmann.

Notre rappel historique, la *Rote Fahne* le qualifie de « trompeur ». Pourquoi ? Question vaine. Peut-on s'attendre à des objections intelligentes de la part de ces gens ? On leur a de Moscou intimé l'ordre, sous peine d'être renvoyés, d'aboyer aussitôt qu'on prononce le nom de Trotsky. Ils exécutent cet ordre comme ils peuvent. Trotsky a fait, disent-ils, « une comparaison trompeuse entre la lutte des bolcheviks pendant l'insurrection réactionnaire de Kornilov au début de septembre 1917, quand les bolcheviks luttèrent contre les mencheviks pour la majorité au sein des Soviets, immédiatement avant la situation révolutionnaire aiguë, quand les bolcheviks armés dans la lutte contre Kornilov attaquaient simultanément Kerensky « sur le flanc » — avec la « lutte » actuelle de Brüning « contre » Hitler. Trotsky présente ainsi l'appui de Brüning et du gouvernement prussien comme le moindre mal » (*Rote Fahne*, 22 décembre). Il est difficile de réfuter cet amoncellement de phrases. La lutte des bolcheviks contre Kornilov, je la compare, paraît-il, avec la lutte de Brüning contre Hitler. Je ne surestime pas les capacités mentales de la rédaction de la *Rote Fahne*, mais il n'est pas possible que ces gens n'aient pas compris ma pensée : la lutte de Brüning contre Hitler, je la compare avec la lutte de Kerensky contre Kornilov ; la lutte des bolcheviks contre Kornilov, je la compare à la lutte du Parti communiste allemand contre Hitler. Pourquoi donc cette comparaison est-elle « trompeuse » ? Les bolcheviks, dit la *Rote Fahne*, luttèrent à l'époque contre les mencheviks pour la majorité dans les Soviets. Mais le Parti communiste allemand lutte, lui aussi, contre la social-démocratie pour la majorité dans la classe ouvrière. En Russie on

était « devant une situation révolutionnaire aigue ». Très juste ! Cependant si les bolcheviks avaient, en août, adopté la position de Thaelmann, au lieu de la situation révolutionnaire, on aurait pu se trouver devant une situation contre-révolutionnaire.

Pendant les derniers jours d'août, Kornilov fut écrasé, en réalité, non par les armes mais par la seule unanimité des masses. Immédiatement après, le 3 septembre, Lénine proposa dans la presse un compromis aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : vous constituez la majorité dans les Soviets, — leur disait-il, — prenez le pouvoir, nous vous aiderons contre la bourgeoisie ; garantissez-nous la pleine liberté d'agitation, et nous vous assurons la lutte pacifique pour la majorité dans les Soviets. Voilà quel opportuniste fut Lénine ! Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires repoussèrent ce compromis, c'est-à-dire la nouvelle proposition de front unique contre la bourgeoisie. Ce refus devint l'arme la plus puissante entre les mains des bolcheviks pour la préparation de l'insurrection armée, laquelle, sept semaines plus tard, balaya les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

Il n'y a eu jusqu'à maintenant qu'une seule révolution prolétarienne victorieuse au monde. Je ne prétends nullement que nous n'avons fait aucune erreur sur la voie de la victoire ; mais je crois, néanmoins, que notre expérience a pour le Parti communiste allemand une certaine importance. J'ai fait l'analogie historique la plus proche et la plus apparentée. Or, comment répondent à cela les chefs du Parti communiste allemand ? Par des injures.

Seul le groupe ultra-gauche du *Roter Kämpfer* essaya de répliquer « sérieusement », armé de toute sa science, à notre comparaison. Il considère que les bolcheviks ont bien agi en août « parce que Kornilov fut le chef de la contre-révolution tsariste. Cela signifie que sa lutte fut celle de la réaction féodale contre la révolution bourgeoise. Dans ces conditions, le compromis tactique des ouvriers avec la bourgeoisie et son appendice menchevik-socialiste-révolutionnaire fut non seulement juste, mais aussi nécessaire et inévitable parce que les intérêts des deux classes coïncidaient dans la lutte contre la contre-révolution féodale ». Et puisque Hitler représente la contre-révolution bourgeoise et non féodale, la social-démocratie qui soutient la bourgeoisie ne peut pas aller contre Hitler. Voilà pourquoi le front unique en Allemagne n'existe pas, et voilà pourquoi la comparaison de Trotsky y est erronée.

Tout cela a l'air très solide. En réalité, il n'y a pas là un mot de vrai. La bourgeoisie russe ne s'est nullement opposée en août 1917 à la réaction féodale : tous les hobereaux appuyaient le parti cadet qui luttait contre l'expropriation des hobereaux. Kornilov se disait républicain, « fils de paysan », partisan de la

réforme agraire et de l'Assemblée constituante. Toute la bourgeoisie soutenait Kornilov. L'accord des bolcheviks avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks n'est devenu possible que parce que les conciliateurs avaient rompu temporairement avec la bourgeoisie : ils y ont été poussés par peur de Kornilov. Les conciliateurs ont compris qu'avec la victoire de Kornilov la bourgeoisie n'aura plus besoin d'eux et permettra à Kornilov de les écraser. Dans ces limites, comme on le voit, l'analogie dans les rapports entre la social-démocratie et le fascisme est complète.

La différence ne commence nullement là où la voient les théoriciens du *Roter Kämpfer*. En Russie, les masses de la petite bourgeoisie, avant tout la paysannerie, inclinaient à gauche et non à droite. Kornilov ne s'appuyait pas sur la petite bourgeoisie. C'est précisément pour cela que son mouvement ne fut pas fasciste. Ce fut une contre-révolution bourgeoise — et nullement « féodale » — de général complet. En cela résidait sa faiblesse. Kornilov s'appuyait sur la sympathie de toute la bourgeoisie et sur l'aide militaire des officiers, des junkers, c'est-à-dire de la jeune génération de la même bourgeoisie. Tout cela s'est avéré insuffisant. Mais avec une fausse politique des bolcheviks, la victoire de Kornilov n'eût été nullement exclue.

Comme nous le voyons, les objections du *Roter Kämpfer* contre le front unique en Allemagne sont basées sur le fait que ses théoriciens ne comprennent ni la situation russe, ni la situation allemande (1).

Se sentant peu sûre sur la glace de l'histoire russe, la *Rote Fahne* essaie d'aborder la question d'un autre côté. Pour Trotsky, seuls les nationaux-socialistes seraient des fascistes. « L'état d'exception, la baisse dictatoriale des salaires, l'interdiction effective des grèves... tout cela, d'après Trotsky, n'est pas du fascisme. Tout cela, notre parti doit le souffrir ». Ces gens vous désarment par l'impuissance de leur méchanceté. Où et quand ai-je proposé de « souffrir » le gouvernement Brüning ? Que signifie ce « souffrir » ? S'il s'agit de l'appui parlementaire ou extra-parlementaire au gouvernement Brüning, alors il est en général honteux d'en parler entre communistes. Mais dans un autre sens, historiquement beaucoup

(1) Toutes les autres conceptions de ce groupe sont au même niveau et ne forment qu'une répétition des erreurs les plus grossières de la bureaucratie stalinienne, accompagnées de grimaces encore plus ultra-gauchistes. Le fascisme règne déjà, le danger hitlérien proprement dit n'existe pas, quant aux ouvriers ils ne veulent pas lutter. Si la situation est vraiment telle que nous ayons encore assez de temps devant nous, on devrait conseiller aux théoriciens du *Roter Kämpfer* d'utiliser les loisirs à lire de bons livres, au lieu d'écrire de mauvais articles. Il y a longtemps que Marx expliqua à Weitling que l'ignorance ne mène jamais à rien de bon.

2
plus large, vous, messieurs les criards, vous êtes tout de même forcés de « souffrir » le gouvernement Brüning, parce qu'il vous manque les forces pour le renverser.

Tous les arguments que la *Rote Fahne* dirige contre moi concernant les affaires allemandes auraient pu, à juste titre, être dirigés contre les bolcheviks en 1917. On aurait pu dire : « Pour les bolcheviks, la kornilovade commence avec Kornilov. Mais Kerensky, n'est-il pas korniloviste ? Sa politique n'est-elle pas dirigée vers l'étouffement de la Révolution ? Ne réprime-t-il pas les paysans à l'aide d'expéditions punitives ? N'organise-t-il pas les lock-outs ? Lénine n'est-il pas dans l'illégalité ? Et tout cela, devons-nous le souffrir ? »

A ma souvenance, il ne s'est pas trouvé un seul bolchevik qui eut osé apporter une telle argumentation. Mais s'il s'en était trouvé un, on lui aurait répondu à peu près ceci : « Nous accusons Kerensky parce qu'il prépare et fa-

cilite l'arrivée de Kornilov au pouvoir. Mais est-ce que cela nous libère de l'obligation de nous jeter dans l'attaque contre Kornilov ? Nous accusons le portier d'avoir entrebaillé la porte devant le brigand. Mais est-ce que cela signifie que nous devons nous détourner de cette porte ? » Puisque, grâce à la tolérance de la social-démocratie, le gouvernement Brüning a déjà poussé le prolétariat jusqu'aux genoux dans la capitulation devant le fascisme, vous concluez : jusqu'aux genoux, jusqu'à la ceinture ou par-dessus la tête, n'est-ce pas la même chose ? Non, ce n'est pas la même chose. Celui qui est pris jusqu'aux genoux dans un marécage peut encore s'en tirer. Celui qui y est jusqu'à la tête n'en sortira jamais.

Lénine écrivait des ultra-gauchistes : « Ils disent trop de bien de nous, bolcheviks. Des fois, on a envie de dire : louangez-nous un peu moins, mais pénétrez un peu plus la tactique des bolcheviks, étudiez-la davantage ! »



L'expérience italienne

Le fascisme italien est né d'une façon immédiate de l'insurrection du prolétariat italien trahie par les réformistes. Depuis la fin de la guerre, le mouvement révolutionnaire en Italie allait toujours croissant et avait abouti, en septembre 1920, à l'occupation des usines et des fabriques par les ouvriers. La dictature du prolétariat devenait un fait et il ne restait qu'à l'organiser et à en tirer toutes les conséquences. La social-démocratie prit peur et recula. Après de hardis efforts héroïques, le prolétariat se trouva devant un vide. L'écroulement du mouvement révolutionnaire fut la prémisse la plus importante de la croissance du fascisme. En septembre, l'offensive révolutionnaire du prolétariat fut interrompue ; en novembre, eut déjà lieu la première manifestation importante des fascistes (la prise de Bologne).

Le prolétariat fut capable, il est vrai, de luttes défensives même après la catastrophe de septembre. Mais la social-démocratie ne se préoccupait que d'une chose : retirer les ouvriers du front au prix de concessions ininterrompues. Les social-démocrates espéraient que l'attitude docile des ouvriers dresserait « l'opinion publique » de la bourgeoisie contre les fascistes. Bien plus, les réformistes comptaient même sur l'aide de Victor-Emmanuel. Jusqu'à la dernière minute ils ont retenu, de toutes leurs forces, les ouvriers de la lutte contre les bandes de Mussolini. Mais en vain. Après les sommets de la bourgeoisie, la couronne s'est rangée du côté du fascisme. Convaincus au dernier moment qu'on ne peut pas arrêter le fascisme par la docilité, les social-démocrates appelèrent les ouvriers à la grève générale. Mais leur appel fit fiasco. Les réformistes avaient si longtemps mouillé la poudre, de crainte qu'elle n'explose, que lorsqu'enfin ils approchèrent l'allumette d'une main tremblante la poudre ne s'enflamma point.

Deux ans après sa naissance, le fascisme arriva au pouvoir. Il consolida ses positions grâce au fait que la première période de sa domination coïncida avec la conjoncture économique favorable qui succéda à la dépression des années 1921-1922. Les fascistes écrasèrent le prolétariat en retraite au moyen de la force offensive de la petite bourgeoisie. Mais cela ne s'est pas produit d'un seul coup. Déjà au pouvoir, Mussolini avançait sur son chemin avec une certaine prudence : il n'avait pas encore de modèle tout fait. Pendant les deux premières années, la Constitution ne fut même pas modifiée. Le gouvernement fasciste avait un caractère de coalition. Les bandes fascistes travaillaient, entre temps, avec les cannes, les couteaux et les revolvers. C'est peu à peu que fut créé

l'Etat fasciste, ce qui signifia l'étouffement complet de toutes les organisations de masses indépendantes.

Mussolini y arriva au prix de la bureaucratisation du parti fasciste lui-même. Après avoir utilisé la force offensive de la petite bourgeoisie, le fascisme étrangla celle-ci dans les tenailles de l'Etat bourgeois. Il ne pouvait pas agir autrement parce que la désillusion des masses rassemblées par lui se transformait en un danger des plus immédiats pour lui-même. Le fascisme bureaucratisé se rapprocha énormément des autres formes de dictature militaire-policière. Il n'a plus son appui social précédent. La réserve principale du fascisme — la petite bourgeoisie — s'est épuisée. Seule l'inertie historique permet à l'Etat fasciste de maintenir le prolétariat dans un état d'éparpillement et d'impuissance. Le rapport des forces change automatiquement en faveur du prolétariat. Ce changement doit amener à la révolution. L'écroulement du fascisme sera un des événements les plus catastrophiques dans l'histoire européenne. Mais tous ces processus, comme les faits nous le montrent, demandent du temps. L'Etat fasciste existe déjà depuis une dizaine d'années. Combien de temps durera-t-il encore ? Sans se risquer dans la prévision des délais, on peut dire avec assurance : la victoire de Hitler en Allemagne signifiera une nouvelle et longue échéance pour Mussolini. La défaite de Hitler sera le commencement de la fin pour Mussolini.

Dans sa politique envers Hitler, la social-démocratie allemande n'a pas inventé un seul mot : elle ne fait que répéter d'une façon plus lourde ce qu'ont accompli, en leur temps avec beaucoup plus de tempérament, les réformistes italiens. Ces derniers expliquaient le fascisme comme une psychose d'après-guerre ; la social-démocratie allemande voit dans le fascisme la psychose « de Versailles », ou la psychose de la crise. Dans les deux cas, les réformistes ferment les yeux sur le caractère organique du fascisme comme mouvement de masse, né de la décadence du capitalisme.

Craignant la mobilisation révolutionnaire des ouvriers, les réformistes italiens plaçaient tous leurs espoirs dans « l'Etat ». Leur mot d'ordre était : « Victor-Emmanuel, agis ! » La social-démocratie allemande ne possède pas une ressource aussi démocratique qu'un monarque fidèle à la Constitution. Eh bien, ils se contentent d'un président. « Hindenbourg, agis ! »

Dans la lutte contre Mussolini, c'est-à-dire dans la reculade devant lui, Turati lança sa formule géniale : « Il faut avoir le courage d'être un lâche ». Les réformistes allemands sont moins frivoles dans leurs mots d'ordre. Ils exigent « du courage pour supporter l'impopularité ». (Mut zur Unpopularität). C'est la même chose. Il ne faut pas craindre l'impopularité due à l'adaptation poltronne à l'ennemi.

Les mêmes causes provoquent les mêmes conséquences. Si la marche des choses ne dépendait que de la direction du parti social-démocrate, la carrière de Hitler serait assurée.

Il faut reconnaître, cependant, que le Parti communiste allemand, lui non plus, n'a pas appris grand' chose dans l'expérience italienne.

Le Parti communiste d'Italie est né presque en même temps que le fascisme. Mais les mêmes conditions de reflux révolutionnaire qui faisaient monter le fascisme au pouvoir freinaient le développement du Parti communiste. Le Parti communiste ne se rendait pas compte de l'étendue du danger fasciste, il se leurrant d'illusions révolutionnaires, il fut irrémédiablement hostile à la politique de front unique, en un mot il fut atteint de toutes les maladies infantiles. Il n'y a rien d'étonnant : il n'avait que deux ans. Il ne se figurait le fascisme que comme « réaction capitaliste ». Les traits particuliers du fascisme, que lui donnait la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat, le Parti communiste ne les discernait pas. D'après les informations des amis italiens, à part Gramsci, le Parti communiste n'admettait pas même la possibilité de la prise du pouvoir par les fascistes. Puisque la révolution prolétarienne subit un échec, puisque le capitalisme a su résister et la contre-révolution triompher, quel coup d'état contre-révolutionnaire pouvait-il y avoir encore ? Il est tout de même impossible que la bourgeoisie s'insurge contre elle-même ! Telle fut l'essence de l'orientation politique du Parti communiste italien. Il ne faut pas oublier cependant que le fascisme italien ne fut alors qu'un phénomène nouveau qui se trouvait seulement en voie de formation : il aurait été difficile, même à un parti plus expérimenté, d'en définir les traits spécifiques.

La direction du Parti communiste allemand répète aujourd'hui presque littéralement la position initiale du communisme italien : le fascisme n'est qu'une réaction capitaliste ; la distinction entre les diverses formes de réaction capitaliste n'a pas d'importance au point de vue prolétarien. Ce radicalisme vulgaire est d'autant moins excusable que le Parti allemand est beaucoup plus vieux que ne le fut le Parti italien à l'époque correspondante et, au surplus, le marxisme est maintenant enrichi de l'expérience tragique de l'Italie. Affirmer que le fascisme est déjà là ou nier la possibilité même de son arrivée au pouvoir, politiquement, c'est la même chose. L'ignorance de la nature spécifique du fascisme paralyse inévitablement la volonté de lutte contre lui.

La faute principale incombe, bien entendu, à la direction de l'Internationale Communiste. Les communistes italiens, plus que tous les autres, devraient élever leur voix pour mettre en garde contre ces fautes. Mais Staline et Manouïlsky les obligèrent à renier les leçons les

plus importantes de leur propre écrasement. Nous avons vu avec quel empressement servile Ercoli passa aux positions du social-fascisme, c'est-à-dire aux positions de l'attente passive de la victoire fasciste en Allemagne.

La social-démocratie internationale se consola pendant longtemps en disant que le bolchevisme n'est concevable que dans les pays arriérés. La même affirmation fut ensuite appliquée par elle au fascisme. La social-démocratie allemande est obligée maintenant de se convaincre sur son propre dos de la fausseté de cette consolation : ses compagnons de route petits-bourgeois passèrent et passent dans le camp du fascisme, tandis que les ouvriers la quittent pour s'approcher du Parti communiste. Seuls ces deux groupements croissent en Allemagne : le fascisme et le bolchevisme. Quoique la Russie d'une part, et l'Italie d'autre part, sont des pays beaucoup plus arriérés que l'Allemagne, l'une et l'autre ont, néanmoins, servi d'arène au développement des mouvements politiques, propres au capitalisme impérialiste comme tel. L'Allemagne avancée est obligée de reproduire les processus qui atteignirent leur état achevé en Russie et en Italie. Le problème fondamental du développement allemand peut être formulé à présent ainsi : ou bien la voie de la Russie, ou bien celle de l'Italie.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que la haute structure sociale de l'Allemagne n'a pas d'importance du point de vue du développement des destinées du bolchevisme et du fascisme. L'Italie est, à un degré beaucoup plus élevé que l'Allemagne, un pays petit-bourgeois et paysan. Il suffit de rappeler que pour 9,8 millions d'hommes employés dans l'économie agricole et forestière, il y a en Allemagne 18,5 millions d'hommes employés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire presque le double. En Italie, pour 10,3 millions employés dans l'économie agricole et forestière, il y a 6,4 millions employés dans l'industrie et le commerce. Ces chiffres abstraits sont encore loin de donner une idée du poids spécifique considérable du prolétariat dans la vie de la nation allemande. Même le chiffre gigantesque des chômeurs est une preuve par l'inverse de la puissance sociale du prolétariat allemand. Le tout est de traduire cette puissance dans le langage de la politique révolutionnaire.

La dernière défaite importante du prolétariat allemand, qui peut être placée à la même échelle historique que les journées de septembre en Italie, se rapporte à l'année 1923. Pendant cette période de huit années écoulées, beaucoup de plaies se sont cicatrisées, une nouvelle génération s'est levée. Le Parti communiste d'Allemagne représente une force incomparablement plus grande que celle des communistes italiens en 1922. Le poids spécifique du prolétariat ; l'intervalle considérable

qui le sépare de la dernière défaite ; la force considérable du Parti communiste — tels sont les trois avantages qui ont une importance énorme dans l'appréciation générale de la situation et de la perspective.

Mais pour utiliser ces avantages, il faut les comprendre. Ce n'est pas le cas. La position de Thaelmann de 1932 reproduit celle de Bordiga en 1922. Sur ce point, le danger acquiert un caractère particulièrement aigu. Mais ici aussi, il y a un avantage complémentaire qui n'existait pas il y a dix ans. Dans les rangs révolu-

tionnaires d'Allemagne se trouve une opposition marxiste qui s'appuie sur l'expérience de la décade écoulée. Cette opposition est faible numériquement, mais les événements prêtent à sa voix une force exceptionnelle. Dans certaines conditions, une légère secousse peut produire une avalanche. La secousse critique de l'opposition de gauche peut aider à temps le changement de la politique de l'avant-garde prolétarienne. C'est en cela que consiste aujourd'hui la tâche !



Par le front unique aux soviets comme organe suprême de front unique

L'admiration verbale pour les Soviets est répandue dans les cercles de « gauche » en même temps que l'incompréhension de leur fonction historique. On définit les Soviets le plus souvent comme des organes de lutte pour le pouvoir, comme des organes d'insurrection et, enfin, comme des organes de la dictature. Ces définitions sont formellement justes. Mais elles n'épuisent nullement la fonction historique des Soviets. Elles n'expliquent pas, avant tout, pourquoi ce sont précisément les Soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir. La réponse à cette question est la suivante : comme le syndicat est la forme élémentaire de front unique dans la lutte économique, de même *le Soviet est la forme la plus élevée du front unique dans les conditions où le prolétariat entre dans l'époque de la lutte pour le pouvoir.*

Le Soviet par lui-même ne recèle aucune force miraculeuse. Il n'est que la représentation de classe du prolétariat, avec tous les côtés forts et tous les côtés faibles de ce dernier. Mais c'est précisément par cela et uniquement par cela que le Soviet crée une possibilité organisationnelle pour les ouvriers des différentes tendances politiques, d'un niveau de développement différent, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Dans la situation pré-révolutionnaire d'aujourd'hui, les ouvriers allemands doivent se pénétrer avec une clarté particulière de la fonction historique des Soviets comme organe de front unique.

Si le Parti communiste avait réussi pendant la période préparatoire à éliminer complètement des rangs ouvriers tous les autres partis après avoir réuni sous son drapeau, politiquement aussi bien qu'organisationnellement, la majorité écrasante des ouvriers, il n'y aurait aucune nécessité d'avoir des Soviets. Mais, comme le montre l'expérience historique, il n'y a aucune raison de croire que dans un pays quelconque — dans les pays de vieille culture capitaliste encore moins que dans les pays arriérés — le Parti communiste arrive, surtout avant l'insurrection prolétarienne, à occuper une situation aussi indiscutablement et inconditionnellement dominante dans les rangs ouvriers.

C'est précisément l'Allemagne d'aujourd'hui qui nous montre que la tâche de la lutte directe et immédiate pour le pouvoir se pose devant le prolétariat bien avant qu'il soit réuni entièrement sous le drapeau du Parti communiste. Une situation révolutionnaire prise sur le plan politique consiste précisément en ceci

que tous les groupements et toutes les couches du prolétariat, tout au moins leur majorité écrasante, sont saisis d'un élan pour unifier leurs efforts en vue du changement du régime existant. Cela ne veut pas dire, cependant, qu'ils comprennent tous comment le faire et, encore moins, qu'ils sont tous prêts, aujourd'hui même, à rompre avec leurs partis et à passer dans les rangs du communisme. Non, la conscience politique de classe ne mûrit pas selon un plan aussi rigoureux et d'une façon aussi méthodique ; des divergences internes profondes restent, même pendant l'époque révolutionnaire quand tous les processus se font par soubresauts. Mais, en même temps, la nécessité d'une organisation au-dessus des partis, embrassant toute la classe, acquiert une acuité particulière. Donner à cette nécessité une forme — telle est la destinée historique des Soviets. Telle est leur fonction immense. Dans les conditions de la situation révolutionnaire, ils sont une expression d'organisation suprême d'unité prolétarienne. Quiconque ne l'a pas compris n'a rien compris au problème des Soviets. Thaelmann, Neumann, Rémelé peuvent prononcer à leur guise des discours et écrire des articles sur « l'Allemagne soviétique » future. Par leur politique actuelle, ils sabotent la création des Soviets en Allemagne.

Etant loin des événements, sans avoir des impressions immédiates venant des masses, n'ayant pas la possibilité de poser la main sur le pouls de la classe ouvrière, il est très difficile de prévoir les formes transitoires qui amèneront en Allemagne à la création de Soviets. Par ailleurs, j'ai émis la supposition que les Soviets allemands peuvent devenir une forme élargie des comités d'usine : je m'appuyais alors surtout sur l'expérience de 1923. Mais ce n'est pas là, bien entendu, la voie unique. Sous la pression du chômage et de la misère, d'une part, et devant l'offensive fasciste, d'autre part, la nécessité de l'unité révolutionnaire peut surgir d'un coup à la surface, sous forme de Soviets, en évitant les comités d'usine. Mais indépendamment de la voie par laquelle surgiront les Soviets, ils ne peuvent pas devenir autre chose que l'expression organisationnelle des côtés forts et des côtés faibles du prolétariat, de ses divergences internes et de son élan général pour les surmonter, bref des organes de front unique de classe.

La social-démocratie et le Parti communiste se partagent, en Allemagne, l'influence sur la majorité de la classe ouvrière. La direction social-démocrate fait ce qu'elle peut pour repousser d'elle les ouvriers. La direction du Parti communiste entrave de toutes ses forces l'afflux des ouvriers. En conséquence a surgi un troisième parti accompagné d'un changement relativement lent des rapports de forces en faveur des communistes. Mais même avec

la politique la plus juste du Parti communiste, le besoin des ouvriers de l'unification révolutionnaire de la classe augmenterait beaucoup plus vite que la prépondérance du Parti communiste au sein de la classe. La nécessité de la création des Soviets garderait ainsi toute son importance.

La création des Soviets pré-suppose un accord des divers partis et organisations dans la classe ouvrière, à commencer par l'usine, tant en ce qui concerne la nécessité elle-même des Soviets que l'heure et les moyens de leur création. Cela signifie que, si les Soviets représentent la forme suprême du front unique dans une période révolutionnaire, leur création doit être précédée d'une politique de front unique dans la période préparatoire.

Faut-il rappeler encore une fois que durant les six mois de 1917, les Soviets en Russie avaient une majorité conciliatrice ? Le Parti bolchevik, sans renoncer un seul instant à son indépendance révolutionnaire, en tant que Parti, suivait en même temps, dans les limites de l'activité des Soviets, une discipline d'organisation par rapport à la majorité. On peut affirmer sans crainte qu'en Allemagne, le Parti communiste, le jour même de la création des Soviets, y occuperait une place beaucoup plus importante que n'occupaient les bolcheviks dans les Soviets de mars 1917. Il n'est nullement exclu que les communistes acquièrent très vite une majorité dans les Soviets. Cela ne retirera aucunement aux Soviets la signification d'instruments de front unique parce que la minorité — les social-démocrates, les sans-parti, les ouvriers catholiques, etc. — comptera au début, malgré tout, des millions et, dans la tentative de sauter par-dessus une telle minorité, on peut bien, dans la situation la plus révolutionnaire, se rompre le cou. Mais tout cela n'est que la musique de l'avenir. Aujourd'hui, c'est le Parti communiste qui est la minorité. C'est de là qu'il faut partir.

Tout ce qui est dit plus haut ne signifie pas, bien entendu, que la création des Soviets n'est possible autrement que par un accord avec Wels, Hilferding, Breitscheid, etc. Si en 1918, Hilferding se demandait comment inclure les Soviets dans la Constitution de Weimar sans préjudice pour cette dernière, aujourd'hui sa pensée travaille, sans doute, sur le problème de savoir comment inclure dans la Constitution de Weimar les casernes fascistes sans préjudice pour la social-démocratie... Il faut aborder la création des Soviets au moment où l'état général du prolétariat permet de réaliser les Soviets même contre la volonté des chefs de la social-démocratie. Mais pour cela, il faut arracher la base social-démocrate de son sommet, et cela ne peut pas être atteint si on se donne l'air que c'est déjà réalisé. C'est précisément pour séparer les millions d'ouvriers social-démocrates de leurs chefs réactionnaires qu'il

faut montrer à ces ouvriers que nous sommes prêts à aller aux Soviets même avec ces « chefs ».

Il ne faut pas cependant croire qu'il est exclu d'avance que la couche supérieure de la social-démocratie, elle aussi, soit obligée de se placer sur la plaque rouge des Soviets pour essayer de répéter la manœuvre d'Ebert, de Scheidemann, de Haase et autres, en 1918-19 : tout dépendra non pas tant de la mauvaise volonté de ces messieurs que de la mesure et des conditions dans lesquelles l'histoire les serrera dans ses étau.

La naissance du premier Soviet local important où seraient représentés les ouvriers communistes et social-démocrates, non comme personnes privées mais comme organisations, produira un effet énorme sur toute la classe ouvrière allemande. Non seulement les ouvriers social-démocrates et sans-parti, mais aussi les ouvriers catholiques et libéraux, ne pourront pas résister à cette force centripète. Toutes les parties du prolétariat allemand, le plus enclin et le plus apte à l'organisation, seront attirées vers les Soviets comme la limaille vers l'aimant. Dans les Soviets, le Parti communiste trouvera une arène nouvelle et particulièrement favorable à la lutte pour le rôle dirigeant dans la révolution prolétarienne. On peut affirmer sans crainte que la majorité écrasante des ouvriers social-démocrates et même une partie considérable de l'appareil social-démocrate seraient déjà maintenant entraînées dans les cadres des Soviets si la direction du Parti communiste n'avait pas aidé, avec tant de zèle, les chefs social-démocrates à paralyser la pression des masses.

Si le Parti communiste trouve inadmissible l'accord avec les comités d'usine, avec les organisations social-démocrates, avec les organismes syndicaux, etc. sur la base d'un programme de tâches pratiques déterminées, cela signifie bien qu'il trouve inadmissible la création des Soviets en commun avec les social-démocrates. Et puisque des Soviets purement communistes sont impossibles et, du reste, de tels Soviets ne serviraient à rien, *la renonciation du Parti communiste aux accords et aux actions communes avec les autres partis dans la classe ouvrière signifie non moins que la renonciation à la création des Soviets.*

La *Rote Fahne* répondra certainement à cette réflexion par une salve d'injures et démontrera comme deux fois deux font quatre que je suis un agent électoral de Brüning, un conseiller secret de Wels, etc. Je suis prêt à porter la responsabilité sur tous ces chapitres, mais à une condition : que la *Rote Fahne*, de son côté, explique aux ouvriers allemands comment, quand et sous quelle forme peuvent être créés en Allemagne des Soviets, sans politique de front unique envers les autres organisations ouvrières ?

Pour éclaircir le problème des Soviets comme organe de front unique, il est bon de citer les considérations très instructives énoncées à ce sujet par un journal communiste de province, le *Klassenkampf* (Halle-Mersenburg). « Toutes les organisations ouvrières — ironise le journal — telles qu'elles sont aujourd'hui, avec toutes leurs fautes et toutes leurs faiblesses, doivent être embrassées par de grandes unions de défense antifasciste. Qu'est-ce à dire ? Nous pouvions nous passer de longues explications théoriques, l'histoire elle-même fut, dans cette question, la rude maîtresse de la classe ouvrière allemande : le front unique amorphe, la bouillie de toutes les organisations ouvrières ont été payés par la classe ouvrière allemande au prix de l'écrasement de la Révolution des années 1918-1919 ». C'est là vraiment un modèle incomparable de bavardage superficiel !

Le front unique en 1918-19 fut réalisé surtout à travers les Soviets. Les Spartakistes devaient-ils faire partie des Soviets ou non ? D'après l'esprit exact du passage cité plus haut, ils devaient rester en dehors des Soviets. Or, puisque les Spartakistes représentaient une petite minorité de la classe ouvrière et ne pouvaient en aucune façon remplacer les Soviets social-démocrates par leurs Soviets à eux, s'isoler des Soviets aurait signifié pour eux tout simplement s'isoler de la Révolution. Si le front unique était « amorphe » et avait un aspect de « bouillie de toutes les organisations », la faute en est non aux Soviets comme organes de front unique, mais à l'état politique de la classe ouvrière elle-même : dans la faiblesse du Spartakusbund et dans la force extraordinaire de la social-démocratie. Le front unique en général ne peut pas remplacer le Parti révolutionnaire fort : il ne peut que l'aider à se fortifier. Cela se rapporte entièrement aux Soviets. La crainte du faible Spartakusbund de laisser passer une situation exceptionnelle le poussait à faire des pas ultra-gauchistes et des actions prématurées. Si les Spartakistes s'étaient placés en dehors du front unique, c'est-à-dire en dehors des Soviets, ces traits négatifs se seraient certainement manifestés d'une façon encore beaucoup plus aiguë.

Est-ce possible que ces gens n'aient rien appris de l'expérience de la Révolution allemande de 1918-1919 ? Ont-ils lu seulement la *Maladie infantile du Communisme* ? Le régime stalinien a fait vraiment des dévastations effroyables dans les têtes ! Après avoir bureaucratisé les Soviets en U. R. S. S., les épigones les traitent maintenant comme des instruments techniques entre les mains de l'appareil du

Parti. On a oublié que les Soviets se formaient comme des parlements ouvriers et qu'ils attireraient les masses parce qu'ils ouvraient la possibilité de rassembler côte à côte toutes les parties de la classe ouvrière, indépendamment des divergences de parti ; on a oublié que c'est en cela précisément que consistait la force éducatrice et révolutionnaire des Soviets. Tout est oublié, tout est embrouillé, tout est défiguré. O, époque d'épigones mille fois maudite !

La question des rapports entre le Parti et les Soviets a, pour la politique révolutionnaire, une importance décisive. Si le cours actuel du Parti communiste est effectivement dirigé dans le sens du remplacement des Soviets par le Parti, Hugo Urbahns, qui ne rate pas une occasion pour apporter de la confusion s'apprête à remplacer le Parti par les Soviets. D'après le compte rendu du S. A. Z. (1), Urbahns, s'opposant aux prétentions du Parti communiste de diriger la classe ouvrière, disait à la réunion de Berlin, en janvier : « La direction se trouvera entre les mains des Soviets élus par la masse elle-même, non pas par la volonté et le bon plaisir d'un seul et unique parti (Approbations enthousiastes) ». Que par son ultimatum, le Parti communiste irrite les ouvriers qui sont disposés à applaudir à chaque protestation contre la fanfaronnade bureaucratique, c'est facile à comprendre. Mais cela n'empêche pas que la position d'Urbahns, dans cette question également, n'ait rien de commun avec le marxisme. Que les ouvriers élisent « eux-mêmes » leurs délégués aux Soviets, cela est indiscutable. Mais toute la question est de savoir qui éliront-ils. Nous devons aller aux Soviets avec toutes les autres organisations quel'elles soient, « avec toutes leurs erreurs et toutes leurs faiblesses ». Mais croire que les Soviets peuvent « d'eux-mêmes » diriger la lutte du prolétariat pour le pouvoir, c'est semer le fétichisme soviétiste le plus grossier. Tout dépend du Parti qui dirige les Soviets. C'est pourquoi les bolcheviks-léninistes, contrairement à Urbahns, ne refusent nullement au Parti communiste le droit de diriger les Soviets ; ils disent, au contraire : c'est seulement sur la base du front unique, c'est seulement à travers les organisations de masses que le Parti communiste peut conquérir le rôle dirigeant dans les futurs Soviets et entraîner le prolétariat à la conquête du pouvoir.

(1) Journal du S. A. P. (Parti socialiste ouvrier, voir chapitre IX). (n. du t.).



Le S. A. P.

(Parti socialiste ouvrier) (1).

Qualifier le S. A. P. de « parti social-fasciste » ou « contre-révolutionnaire », cela est seulement possible à des fonctionnaires enragés qui estiment que tout leur est permis, ou bien à des perroquets stupides qui répètent les injures sans en comprendre le sens. Mais ce serait d'une impardonnable légèreté et d'un optimisme bon marché que d'accorder par avance sa confiance à une organisation qui, ayant rompu avec la social-démocratie, se trouve pourtant encore dans la voie entre le réformisme et le communisme, et sous une direction qui est plus proche du réformisme que du communisme. Même dans cette question, l'opposition de gauche ne prend aucune responsabilité pour la politique d'Urbahns.

Le S. A. P. n'a pas de programme. Il ne s'agit pas de document formel : un programme est fort seulement dans le cas où son texte est lié à l'expérience d'un parti, aux enseignements des luttes, imprégnant ses cadres jusque dans la chair et le sang. Rien de tout cela dans le S. A. P. La Révolution russe ; certaines de ses étapes ; la lutte des fractions ; la crise allemande de 1923 ; la guerre civile en Bulgarie ; les événements de la Révolution chinoise ; la lutte du prolétariat anglais (1926) ; la crise révolutionnaire espagnole ; — tous ces événements qui doivent vivre dans la conscience du révolutionnaire comme les jalons lumineux sur la voie politique ne sont pour les cadres du S. A. P. que de confus souvenirs de journaux, non une expérience révolutionnaire vécue.

Que le parti ouvrier soit forcé de mener une politique de front unique, c'est indiscutable. Mais la politique du front unique a ses propres dangers. Seul un parti révolutionnaire trempé dans la lutte peut mener une telle politique. En tout cas, la politique du front unique ne peut pas servir de programme à un parti révolutionnaire. Cependant, c'est sur cela que le S. A. P. construit à présent toute son activité. En conséquence, la politique du front unique est transférée à l'intérieur du parti, c'est-à-dire qu'elle sert à effacer les contradictions entre les diverses tendances. Et cela, c'est bien la fonction fondamentale du centrisme.

Le journal quotidien du S. A. P. est imbu d'un esprit d'hésitation. Malgré la sortie de Strœbel, le journal reste semi-pacifiste et non marxiste. Certains articles révolutionnaires n'en chan-

gent pas la physionomie, au contraire, ils ne font que la rendre plus saillante. Le journal s'échauffe d'enthousiasme pour la lettre de Küster à Brüning au sujet du militarisme, lettre fade d'un esprit profondément petit bourgeois. Il applaudit le « socialiste » danois, ancien ministre de son roi, à propos de son refus de faire partie de la délégation gouvernementale à des conditions trop humiliantes. Le centrisme se contente de peu. Mais la Révolution exige beaucoup. La Révolution exige tout, intégralement.

Le S. A. P. critique la politique syndicale du P. C. A. : scission des syndicats et création de la R. G. O. (Opposition syndicale révolutionnaire). Sans doute, aussi dans le domaine syndical, la politique du P. C. A. est profondément erronée ; la direction de Lozovsky coûte trop cher à l'avant-garde prolétarienne internationale. Mais la critique du S. A. P. n'est pas moins erronée. Il ne s'agit nullement que le P. C. « scinde » les rangs du prolétariat et « affaiblit » les syndicats social-démocrates. Ceci n'est pas un critérium révolutionnaire, parce que, sous la direction actuelle, les syndicats ne servent pas les ouvriers, mais les capitalistes. Le crime du P. C. n'est pas dans le fait qu'il « affaiblit » l'organisation de Leipart, mais dans le fait qu'il s'affaiblit lui-même. La participation des communistes dans les syndicats réactionnaires n'est pas dictée par un principe abstrait d'unité, mais par la nécessité de la lutte pour l'élimination de l'organisation des agents du capital. Chez le S. A. P. cet élément actif, révolutionnaire, agressif de la politique recule devant le principe abstrait de l'unité des organisations dirigées par les agents du capital.

Le S. A. P. accuse le Parti communiste de tendances « putschistes ». Cette accusation, elle aussi, trouve son appui dans certains faits et certaines méthodes ; mais, avant de se donner le droit d'avancer cette accusation, le S. A. P. doit formuler avec précision et indiquer par les faits la façon dont il se comporte vis-à-vis des problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne. Les mencheviks accusèrent toujours les bolcheviks de blanquisme et d'aventurisme, c'est-à-dire de putschisme. La stratégie léniniste au contraire se trouva aussi loin du putschisme que le ciel de la terre. Mais Lénine comprit et sut faire comprendre aux autres l'importance de « l'art de l'insurrection » dans la lutte prolétarienne.

La critique du S. A. P. à ce sujet acquiert un caractère d'autant plus suspect qu'elle s'appuie sur Paul Lévy qui s'épouvanta de la maladie infantile du Parti communiste et lui préféra le marasme sénile de la social-démocratie. Dans des délibérations intimes au sujet des événements de Mars en Allemagne (1921), Lénine dit à propos de Lévy : « Cet homme a décidément perdu la tête ». Il est vrai que Lénine ajouta

(1) Parti constitué par l'aile gauche du parti social-démocrate allemand qui s'en est séparée à la fin de l'année 1931. (n. du t.).

alors avec malice : « Il avait au moins quelque chose à perdre, on ne peut pas en dire autant des autres ». Sous l'expression « des autres », il faisait allusion à Béla Kun, Thalheimer, etc. Que Paul Lévy ait eu une tête sur les épaules, on ne peut pas le nier. Mais un homme qui a perdu la tête et qui, dans ces conditions, fait un saut des rangs du communisme aux rangs du réformisme, ne vaut rien comme maître pour un parti prolétarien. La fin tragique de Lévy, le saut d'une fenêtre dans un état de délire, est comme le symbole de son orbite politique.

Si, pour la masse, le centrisme n'est que la transition d'une étape à l'autre, pour certains politiciens le centrisme peut devenir une seconde nature. A la tête du S. A. P. se trouve un groupe de fonctionnaires, d'avocats, de journalistes, social-démocrates effrayés, de gens arrivés à l'âge où l'éducation politique doit être considérée comme terminée. Un social-démocrate effrayé, ce n'est pas encore un révolutionnaire.

Un représentant de ce type — le meilleur des représentants — est George Ledebour. Il n'y a justement pas longtemps, il m'arriva de lire le procès-verbal de son procès de 1919. Et plus d'une fois en le lisant, j'applaudissais en moi-même le vieux combattant, sa sincérité, son tempérament, la noblesse de sa nature. Mais Ledebour toutefois n'a pas franchi les limites du centrisme. Lorsqu'il s'agit d'actions de masses, des formes supérieures de la lutte de classes, de leur préparation, de la responsabilité du parti assumant ouvertement la direction des combats de masses — là, Ledebour n'est que le meilleur représentant du centrisme. Cela l'éloigna de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. C'est cela qui l'éloigne aujourd'hui de nous.

Indigné de l'accusation formulée par Staline contre l'aile radicale de la vieille social-démocratie allemande au sujet de son attitude passive dans la lutte des nations opprimées, Ledebour se réfère au fait que, précisément dans la question nationale, il fit toujours preuve d'une grande initiative. C'est absolument incontestable. Ledebour personnellement s'éleva avec beaucoup de passion contre les notes de chauvinisme au sein de la vieille social-démocratie allemande, tout en ne cachant aucunement le sentiment national allemand fortement développé en lui-même. Ledebour fut toujours le meilleur ami des Russes, des Polonais et d'autres émigrés révolutionnaires, et beaucoup d'entre ces derniers gardèrent toujours un chaud souvenir du vieux révolutionnaire, qu'on appelait parmi les bureaucrates de la social-démocratie, avec un air de condescendance ironique, tantôt « Ledebourof », tantôt « Ledebour-sky ».

Néanmoins, Staline qui ne sait rien ni des faits ni de la littérature de ce temps-là, a raison dans cette question, dans la mesure toutefois

où il répète l'appréciation générale de Lénine. Essayant de répliquer, Ledebour ne fait que confirmer cette appréciation. Il se réfère au fait que, dans ses articles, il exprima plus d'une fois son indignation des partis de la deuxième Internationale qui, avec une parfaite tranquillité, observaient le travail de leur collègue Ramsay Macdonald, qui résolvait le problème national indien à l'aide de bombardements aériens. Dans cette indignation et dans cette protestation se trouve incontestablement une différence honorable entre la personne de Ledebour et un Otto Bauer quelconque, sans parler d'Hilferding et de Wels : pour que ces messieurs puissent faire des bombardements démocratiques, il ne leur manque que l'Inde.

Néanmoins la position de Ledebour aussi dans cette question ne sort pas des limites du centrisme. Ledebour exige la lutte contre l'oppression coloniale ; il se prononcera au Parlement contre les crédits coloniaux ; il prendra sur lui la défense hardie des victimes de l'insurrection coloniale écrasée. Mais Ledebour ne participera pas à la préparation de l'insurrection coloniale. Il considère cela comme du putschisme, de l'aventurisme, du bolchevisme. Et là est tout le fond.

Ce qui caractérise le bolchevisme dans la question nationale, c'est qu'il considère les nationalités opprimées, même les plus arriérées, non seulement comme un élément objectif, mais comme un élément subjectif de la politique. Le bolchevisme ne se borne pas à leur accorder les « droits » à disposer d'elles-mêmes et aux protestations parlementaires contre le piétinement de ces droits. Le bolchevisme pénètre au milieu des nationalités opprimées, les soulève contre l'oppresseur, lie leur lutte à celle du prolétariat des pays capitalistes, enseigne aux Chinois opprimés, aux Hindous ou aux Arabes l'art de l'insurrection et assume la complète responsabilité de ce travail vis-à-vis des bourreaux civilisés. C'est là seulement que commence le bolchevisme, c'est-à-dire le marxisme révolutionnaire dans l'action. Tout ce qui n'atteint pas ces limites demeure du centrisme.

★ ★

On ne peut jamais juger exactement la politique d'un parti prolétarien sur la seule base de critères nationaux. Pour le marxiste, c'est un axiome. Quels sont donc les liens internationaux et les sympathies du S. A. P. ? Les centristes norvégiens, suédois, hollandais, les organisations, les groupes et les personnalités isolées auxquelles leur caractère passif et provincial permet de se tenir entre le réformisme et le communisme, tels sont leurs amis les plus proches. Angélica Balabanova est la figure symbolique des liens internationaux du S. A. P. : elle s'efforce même aujourd'hui de lier le nou-

veau parti avec les débris de l'Internationale 2 1/2 !

Léon Blum, le défenseur des réparations, le compère socialiste du banquier Oustric, est traité de « camarade » dans les pages des journaux de Seidewyzt. Est-ce de la politesse ? Non, c'est un manque de principes, de caractère, de fermeté. « Des chicanes », dira un quelconque savant de cabinet. Non, dans ces chicanes, le fond politique se manifeste avec beaucoup plus de vérité et de clarté, que dans la reconnaissance abstraita des Soviets, non étayée par l'expérience révolutionnaire. Il est inutile d'appeler Blum « fasciste », en se rendant ridicule. Mais celui qui ne ressent pas du mépris et de la haine pour cette espèce de politiciens, celui-là n'est pas un révolutionnaire.

Le S. A. P. se délimite du « camarade » Otto Bauer dans les mêmes limites que Max Adler. Pour Rosenfeld et Seidewyzt, Bauer n'est qu'un adversaire idéologique, peut-être seulement temporaire tandis que, pour nous, c'est un ennemi irréconciliable qui a amené le prolétariat autrichien dans un marais effrayant.

Max Adler est un baromètre assez sensible du centrisme. On ne peut pas nier l'utilité d'un tel appareil, mais il faut bien savoir que, tout en enregistrant les changements du temps, il est incapable de l'influencer. Sous la pression de la situation sans issue du capitalisme, Max Adler est maintenant à nouveau disposé à accepter — non sans regret philosophique — l'inévitabilité de la révolution. Mais quelle sorte d'acceptation ! Que de réserves et que de soupçons ! Le mieux serait que la II^e et la III^e Internationales s'unissent. Le plus avantageux serait d'instaurer le socialisme par la voie démocratique. Mais, hélas, ce moyen est de toute évidence irréalisable. Il s'avère que, non seulement dans les pays barbares, mais aussi dans les pays civilisés, la classe ouvrière sera obligée, deux fois hélas, à accomplir sa révolution. Mais même cette acceptation mélancolique de la révolution n'est qu'un fait littéraire. Des conditions telles que Max Adler puisse dire : « L'heure a sonné ! » il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais dans l'histoire. Des gens de l'espèce de Adler sont capables de justifier la révolution dans le passé, d'en admettre l'inévitabilité dans l'avenir, mais ils ne peuvent jamais y faire appel dans le présent. Tout ce groupe d'anciens social-démocrates de gauche, que ni la guerre impérialiste ni la Révolution russe n'ont modifiée, il n'y a rien à espérer d'eux. Comme des appareils barométriques, passé encre. Comme des guides révolutionnaires, non !

★ ★

A la fin de décembre, le S. A. P. s'adressa à toutes les organisations ouvrières, les appelant à organiser dans tout le pays des réunions où les orateurs de toute tendance disposeraient

d'un temps égal de parole. C'est évident : sur cette voie, on ne peut rien atteindre. En effet, quel sens y aurait-il pour le Parti communiste ou pour le parti social-démocrate de partager à égalité la tribune avec Brandler, Urbahns et autres représentants d'organisations et groupes par trop insignifiants pour prétendre avoir une place particulière dans le mouvement. Front unique veut dire unité des masses travailleuses communistes et social-démocrates, et non pas une transaction de groupes politiques dépourvus de masse.

On nous dira : le bloc de Rosenfeld-Brandler-Urbahns n'est que le bloc de la *propagande* pour le front unique. Mais précisément, dans le domaine de la propagande, le front unique est inadmissible. La propagande doit s'appuyer sur des principes clairs, sur un programme défini. Marcher séparément, battre ensemble. Le bloc, c'est seulement pour des actions pratiques de masse. Les compromis par en haut, sans base principielle, n'aboutissent à rien d'autre qu'à la confusion.

L'idée de faire proposer le candidat à la présidence par le front unique ouvrier, est une idée radicalement erronée. On peut proposer un candidat seulement sur la base d'un programme défini. Le parti n'a pas le droit de se refuser, au cours de l'élection, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses propres forces. La candidature du Parti, opposée à toutes les autres candidatures, ne saurait empêcher en aucun cas l'accord avec les autres organisations pour les buts immédiats de la lutte. Les communistes, qu'ils fassent partie ou non du parti officiel, soutiendront de toutes leurs forces la candidature Thaelmann. Il ne s'agit pas de Thaelmann mais du drapeau du communisme. Nous le défendrons contre tous les autres partis. En détruisant les préventions inoculées par la bureaucratie stalinienne dans les rangs communistes, l'opposition de gauche se fraye le chemin vers leur conscience (1).

★ ★

Quelle fut la politique des bolcheviks à l'égard des organisations ouvrières et des partis qui se développèrent à gauche, du réformisme ou du centrisme vers le communisme ?

A Pétrograd en 1917, existait une organisation interrayon groupant près de 4.000 ouvriers. L'organisation bolchévique comprenait à Pétrograd des dizaines de milliers d'ouvriers. Néanmoins, le Comité bolchévique de Pétrograd passait des accords dans toutes les questions avec l'organisation interrayon ; il les préve-

(1) Malheureusement, dans la *Permanente Révolution* a paru un article, non de la rédaction il est vrai, en faveur d'un candidat ouvrier unique. Il ne peut pas y avoir de doutes que les bolcheviks-léninistes allemands rejettent une telle position.

nait de tous ses plans et ainsi facilita la fusion complète.

On peut objecter que les interrayers étaient politiquement proches des bolcheviks. Mais l'affaire ne s'arrêta aux seuls interrayers. Lorsque les menchéviks internationalistes (groupe Martov) s'opposèrent aux social-patriotes, les bolcheviks firent tout ce qu'ils purent pour arriver à l'action commune avec les martovistes, et si, dans la majorité des cas, cela ne réussit pas, ce ne fut nullement la faute des bolcheviks. Il faut ajouter que les menchéviks internationalistes demeuraient formellement dans les cadres du même parti que Tzeretelli et Dan.

Cette même tactique, mais sur une échelle incomparablement plus large, fut renouvelée envers les socialistes révolutionnaires de gauche. Les bolcheviks entraînèrent une partie des S. R. de gauche même dans le Comité militaire révolutionnaire, c'est-à-dire dans l'organe de l'insurrection quoique, en ce temps-là, les S. R. de gauche appartenaient encore au même parti que Kérénsky, contre lequel était dirigée d'une façon directe l'insurrection. Certainement cela n'était pas très logique de la part des S. R. de gauche et montrait que tout n'était pas en ordre dans leur tête. Mais si l'on devait attendre l'heure où dans la tête tout soit mis en ordre, on n'aurait jamais une révolution victorieuse. Les bolcheviks firent ensuite, un bloc gouvernemental avec le parti des S. R. de gauche (« kornilovistes » ou « fascistes » de gauche, selon la terminologie actuelle), bloc qui se maintint quelques mois et finit seulement lors du soulèvement des S. R. de gauche.

Voilà comment Lénine résuma l'expérience des bolcheviks avec les centristes orientés à gauche : « La juste tactique des communistes doit consister à *utiliser* ces oscillations, et nullement à les ignorer ; cette utilisation exige des *concessions* aux éléments, qui s'orientent vers le prolétariat dans le cas seulement et dans la mesure précise où ils se tournent vers le prolétariat, la lutte contre ceux qui s'orientent vers la bourgeoisie... Avec la trop fougueuse décision : « Aucun compromis, aucun louvoiement », on ne peut qu'entraver l'accroissement du prolétariat révolutionnaire et l'augmentation de ses forces... » La tactique des bolcheviks, dans cette question aussi, n'avait rien de commun avec l'ultimatum bureaucratique !

Thaelmann et Remmelé même étaient, il n'y a pas si longtemps, dans le Parti indépendant. S'ils veulent bien accomplir un effort de mémoire, ils réussiront peut-être à rétablir leur état d'esprit politique dans les années où, ayant rompu avec la social-démocratie, ils entrèrent dans le parti indépendant et le poussèrent à gauche. Qu'auraient-ils fait si quelqu'un leur eût dit, à cette époque-là, qu'ils ne représentaient que « l'aile gauche de la contre-révolution monarchiste » ? Probablement ils auraient estimé que leur accusateur était ivre ou

foi. Cependant, telle est la définition qu'à présent eux-mêmes donnent du S. A. P. !

Souvenons-nous quelles conclusions Lénine tira de la naissance du parti indépendant : « Pourquoi, en Allemagne, un même mouvement des ouvriers à gauche, absolument identique à celui en Russie en 1917, a-t-il conduit en Allemagne non à l'affermissement immédiat des communistes mais d'abord à celui du parti intermédiaire des « indépendants » ?... L'une des causes fut de toute évidence la tactique erronée des communistes allemands, qui doivent loyalement et sans crainte reconnaître leur erreur et apprendre à la corriger... L'erreur consista dans les manifestations nombreuses de cette maladie infantile de « gauche », qui a enfin fait irruption et ne sera que mieux et plus vite guérie avec plus de profit pour l'organisme ». Cela ne semble-t-il pas écrit pour aujourd'hui !

Le Parti communiste allemand d'aujourd'hui est beaucoup plus fort que la Ligue Spartacus d'alors. Mais si, à présent, apparaît une seconde édition du parti indépendant, en partie sous la même direction, la faute du Parti communiste est d'autant plus grave.

La naissance du S. A. P. est un fait contradictoire. Certainement il vaudrait mieux que les travailleurs entrent directement dans le Parti communiste. Mais pour cela, le Parti communiste aurait dû avoir une autre politique et une autre direction. Pour évaluer le S. A. P., il ne faut pas partir d'un Parti communiste idéal, mais du Parti tel qu'il est dans la réalité.

Dans la mesure où le Parti communiste, demeurant sur des positions d'ultimatum bureaucratique s'oppose aux forces centrifuges au sein de la social-démocratie, la naissance du S. A. P. devenait un fait inévitable et progressif.

La progressivité de ce fait, toutefois, est affaiblie extraordinairement par la direction centriste. Si elle se renforce, elle causera la perte du S. A. P. Tolérer le centrisme du S. A. P. à cause de son rôle progressif général, signifierait liquider de ce fait ce rôle progressif.

Les éléments conciliateurs qui se trouvent à la tête du parti et qui sont des manœuvriers expérimentés tâcheront d'effacer par tous les moyens les contradictions et de retarder la crise. Mais ces moyens peuvent suffire seulement jusqu'à la première pression sérieuse des événements. La crise au sein du parti peut se développer en pleine crise révolutionnaire et paralyser ses éléments prolétaires.

La tâche des communistes est d'aider à temps les ouvriers du S. A. P. à épurer leurs rangs du centrisme et à se libérer de la direction des chefs centristes. Pour cela, il ne faut rien taire, ne pas prendre les bonnes intentions pour des actes et appeler toutes les choses par leur nom. Mais bien par leurs noms et non par des noms inventés. Critiquer, non calomnier. Chercher

des rapprochements, non repousser brutalement.

Au sujet de l'aile gauche du parti indépendant, Lénine écrivit : « Craindre le « compromis » avec cette aile du Parti, c'est simplement ridicule ». Au contraire, les communistes sont obligés de chercher et de trouver une forme convenable de compromis avec elle, un compromis tel que, d'une part, il puisse alléger et hâter l'indispensable fusion complète avec cette aile, et qui, d'autre part, ne gêne en rien les communistes dans leur lutte idéologique politique contre les opportunistes de l'aile droite des « indépendants ». Même aujourd'hui, on ne saurait presque rien ajouter à cette directive tactique.

Nous disons aux éléments de gauche du S. A. P. : « Les révolutionnaires se trempent non seulement dans les grèves et dans les combats de rue, mais avant tout dans la lutte pour la politique juste de leur propre parti. Prenez les « 21 conditions » élaborées dans son temps pour accueillir les nouveaux partis dans l'I. C. Prenez les travaux de l'opposition de gauche, où les « 21 conditions » sont appliquées au développement politique de ces huit dernières années. A la lumière de ces « conditions », développez une offensive méthodique contre le centrisme dans vos propres rangs et poussez les choses jusqu'au bout. Autrement, il ne vous restera rien d'autre que le rôle peu honorable de couverture de gauche du centrisme. »

Et ensuite ? Ensuite il faut tourner le visage vers le P. C. A. Les révolutionnaires ne restent nullement entre la social-démocratie et le Parti communiste, comme le voudraient Rosenfeld et Seydewitz. Non, les chefs social-démocrates représentent l'agence de l'ennemi de classe dans le prolétariat. Les chefs communistes sont des révolutionnaires confus, mauvais, maladroits, fourvoyés. Ce n'est pas la même chose. La social-démocratie est à détruire. Le Parti communiste est à corriger. Vous dites que c'est impossible ? Mais avez-vous essayé d'aborder la chose sérieusement ?

C'est précisément maintenant où les événements font pression sur le Parti communiste, qu'il faut aider les événements par la pression de notre critique. Les ouvriers communistes nous écouteront d'autant plus attentivement, qu'ils seront plus vite convaincus réellement que nous ne voulons pas un « troisième Parti », mais que nous tendons sincèrement à les aider à transformer le Parti communiste existant en un guide authentique de la classe ouvrière.

— Et si cela ne réussissait pas ?

— Si cela ne réussissait pas, cela voudrait dire presque sûrement, dans la situation historique donnée, la victoire du fascisme. Mais à la veille des grands combats, le révolutionnaire ne se demande pas qu'arrivera-t-il si on ne réussit pas ; il se demande que faire pour réussir. C'est possible, c'est réalisable, donc cela doit être fait.



Le centrisme "en général" et le centrisme de la bureaucratie stalinienne

Les erreurs de la direction de l'I. C. et, par là même, du Parti communiste allemand se rapportent, suivant la terminologie familière de Lénine à une série de « sottises ultra-gauchistes ». Même les personnes intelligentes peuvent faire des sottises, surtout dans leur jeunesse. Mais de ce droit, comme le conseillait encore Heine, il ne faut pas abuser. Si les sottises politiques d'un type déterminé se répètent systématiquement, au cours d'une période prolongée et cela dans le domaine des problèmes les plus importants, alors elles cessent d'être simplement des sottises et deviennent une *tendance*. Quelle est cette tendance ? A quelles exigences historiques répond-elle ? Quelles sont ses racines sociales ?

L'ultra-gauchisme possède, dans des pays différents et à des époques différentes, une base sociale différente. Les expressions les plus déterminées de l'ultra-gauchisme furent l'anarchisme, le blanquisme et leurs diverses combinaisons, y compris la plus récente : l'anarcho-syndicalisme.

La base sociale de ces courants, qui se sont développés principalement dans les pays latins, fut la vieille et classique petite industrie parisienne. Sa stabilité donna une incontestable signification aux divers aspects de l'ultra-radicalisme français et leur permit, jusqu'à un certain degré, d'influencer idéologiquement le mouvement ouvrier des autres pays. Le développement en France d'une grande industrie, la guerre et la Révolution russe brisèrent l'épine dorsale de l'anarcho-syndicalisme. Rejeté en arrière, il se transforma en un opportunisme de mauvais aloi. Dans tous ses deux stades, le syndicalisme français fut dirigé par ce même Jouhaux : les temps changent, et nous avec eux.

L'anarcho-syndicalisme espagnol garda son révolutionnarisme apparent seulement dans une ambiance de stagnation politique. En posant carrément tous les problèmes, la Révolution força les chefs anarcho-syndicalistes à se débarrasser de l'ultra-radicalisme et à révéler leur nature opportuniste. On peut fermement compter que la Révolution espagnole chassera de leurs derniers abris latins les préjugés syndicalistes.

Des éléments anarchistes et blanquistes font également partie d'autres sortes de courants et de groupements ultra-gauchistes. A la périphérie d'un grand mouvement révolutionnaire, on observe toujours des phénomènes de putschisme et d'aventurisme, dont les protagonistes

sont tantôt des couches d'ouvriers arriérés, souvent des semi-artisans, tantôt des compagnons de route intellectuels. Mais ce genre d'ultra-gauchisme ne s'élève pas d'habitude jusqu'à une importance historique indépendante ; il garde le plus souvent un caractère épisodique.

Dans les pays historiquement retardataires qui doivent accomplir leur révolution bourgeoise, dans l'ambiance d'un mouvement ouvrier mondial développé, les intellectuels de gauche apportent souvent dans le mouvement semi spontané des masses, spécialement des masses petites bourgeoises, les formules et les méthodes les plus extrêmes. Telle est la nature des partis petits bourgeois, du type des « socialistes révolutionnaires » russes, avec leur tendance au putschisme, à la terreur individuelle, etc. Grâce à la présence des Partis communistes en Orient, il est peu probable que, là les groupements aventuristes indépendants arrivent à acquérir l'importance des socialistes révolutionnaires russes. Mais, en revanche, les jeunes Partis communistes de l'Orient peuvent enfermer dans leur propre sein les éléments de l'aventurisme. Pour ce qui concerne les socialistes révolutionnaires russes, ceux-ci, sous l'influence de l'évolution de la société bourgeoise, se transformèrent en un parti impérialiste de la petite bourgeoisie et prirent envers la Révolution d'Octobre une position contre-révolutionnaire.

Il est parfaitement évident que l'ultra-gauchisme de l'actuelle I. C. ne correspond à aucun des types historiques caractérisés plus haut. Le parti le plus important de l'I. C., le P. C. russe, s'appuie notoirement sur le prolétariat industriel et, bien ou mal, part des traditions révolutionnaires du bolchévisme. La majorité des autres sections de l'I. C. sont des organisations prolétariennes. La seule différence même des conditions des divers pays dans lesquels sévit de la même façon et simultanément la politique ultra-gauchiste du communisme officiel ne démontre-t-elle pas que ce courant ne peut avoir des racines sociales communes ? Ne voyons-nous pas le cours ultra-gauchiste, du seul et même caractère « principal » appliqué en Chine et en Angleterre. Mais s'il en est ainsi, où faut-il chercher alors l'origine du nouvel ultra-gauchisme ?

Le problème se complique, mais en même temps il s'éclaire, encore par une circonstance d'une importance extrême : l'ultra-gauchisme n'est nullement le trait invariable et fondamental de l'actuelle direction de l'I. C. Le même appareil, renouvelé dans sa composition, mena jusqu'en 1928 une politique ouvertement opportuniste, passant entièrement, dans beaucoup de questions de la plus haute importance, sur les rails du menchevisme. Au cours de 1924-27, non seulement les accords avec les réformistes furent estimés obligatoires, mais on admettait en même temps la renonciation à l'indépen-

dance du Parti, à sa liberté de critique et même à sa base prolétarienne de classe (1).

Il ne s'agit donc nullement d'un courant ultra-gauchiste particulier, mais des zigzags ultra-gauchistes prolongés d'un courant qui, dans le passé, démontra qu'il était également capable de zigzags ultra-droitières accusés. Rien que ces signes extérieurs suggèrent qu'il s'agit du *centrisme*.

Pour parler d'une manière formelle et descriptive, le centrisme est formé de tous ces courants, dans le prolétariat et à sa périphérie, qui se placent entre le réformisme et le marxisme, représentant le plus souvent des étapes différentes de l'évolution du réformisme au marxisme et vice-versa. Le marxisme aussi bien que le réformisme ont au-dessous d'eux un solide appui social. Le marxisme exprime les intérêts historiques du prolétariat. Le réformisme correspond à la position privilégiée de la bureaucratie et de l'aristocratie prolétariennes dans l'état capitaliste. Le centrisme, tel que nous le connaissons dans le passé, n'avait et ne pouvait avoir de bases sociales indépendantes. Les différentes couches du prolétariat se développent dans la direction révolutionnaire par des voies différentes et à des échéances différentes. Dans les périodes d'essor industriel prolongé, ou dans les périodes de reflux politique, après la défaite, les différentes couches du prolétariat se déplacent politiquement de gauche à droite, rencontrant d'autres couches qui commencent seulement à évoluer vers la gauche. Les groupes différents s'arrêtent à certaines étapes de leur évolution, trouvent leurs chefs temporaires, créent leurs programmes et leurs organisations. Il n'est pas difficile de comprendre quelle variété de courants embrasse la notion de « centrisme ». Suivant leur origine, leur composition sociale et la tendance de leur évolution, les divers groupements peuvent se trouver en état de lutte acharnée, sans cesser par là d'être des espèces différentes du centrisme.

Si le centrisme en général accomplit habituellement la fonction d'une couverture de gauche pour le réformisme, la question de savoir auquel des camps fondamentaux, du réformisme ou du marxisme, appartient une tendance centriste *donnée*, ne possède pas de solution déterminée une fois pour toutes. Ici plus que jamais, il faut analyser chaque fois le contenu concret du processus et les tendances intérieures de son développement. Ainsi, certaines erreurs politiques de Rosa Luxembourgeois peuvent, à juste titre du point de vue théorique, être caractérisées, comme des erreurs centristes de gauche. On peut aller plus

loin et dire que la plupart des divergences entre Rosa Luxembourgeois et Lénine représentaient une inclinaison plus ou moins grande du côté du centrisme. Mais ce sont seulement les gens sans vergogne, les ignorants et les charlatans de la bureaucratie de l'I. C. qui peuvent classer le luxembourgeoisisme, comme courant historique, dans le centrisme. Que les « chefs » actuels de l'I. C., à commencer par Staline, n'atteignent pas, politiquement et moralement, les chevilles de la grande révolutionnaire, il est inutile de le mentionner.

Les critiques qui ne réfléchissent pas au fond du problème accusèrent plus d'une fois dans ces derniers temps l'auteur de ces lignes d'avoir abusé du mot « centrisme », en groupant sous ce nom des courants et des groupes trop différents au sein du mouvement ouvrier. En réalité, la diversité des types du centrisme découle, comme l'on a déjà dit, de l'essence même du phénomène, et nullement de l'abus des terminologies. Souvenons-nous combien de fois on accusa les marxistes d'attribuer les mêmes phénomènes multiformes et contradictoires au compte de la petite bourgeoisie. Et effectivement, sous la catégorie « petite bourgeoisie », il faut inscrire des faits, des idées et des tendances qui, à première vue, sont incompatibles. Possèdent un caractère petit bourgeois, le mouvement paysan et le mouvement radical dans la réformation communale ; les jacobins petits-bourgeois français et les populistes (narodniki) russes ; les proudhoniens petits-bourgeois, mais aussi les blanquistes ; l'actuelle social-démocratie, mais le fascisme aussi sont petits-bourgeois ; les anarcho-synicalistes français, l'« Armée du salut », le mouvement de Gandhi aux Indes, etc., etc... Un tableau encore plus bigarré se présente si nous passons dans le domaine de la philosophie et de l'art. Cela veut-il dire que le marxisme joue avec la terminologie ? Non, cela veut dire seulement que la petite bourgeoisie est caractérisée par une extraordinaire hétérogénéité de sa nature sociale. En bas, elle se confond avec le prolétariat et passe dans le lumpen-prolétariat ; en haut, elle s'étend à la bourgeoisie capitaliste. Elle peut s'appuyer sur les anciennes formes productives, mais elle peut vite se développer aussi sur la base de l'industrie la plus moderne (nouvel « état moyen »). Rien d'étonnant qu'idéologiquement elle se pare de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

Le centrisme au sein du mouvement ouvrier joue, en un certain sens, le même rôle que l'idéologie petite bourgeoise de toute sorte par rapport à la société bourgeoise dans son ensemble. Le centrisme reflète les processus de l'évolution du prolétariat, son développement politique, de même que sa décadence révolutionnaire, en liaison avec l'oppression exercée sur le prolétariat par toutes les autres classes de la société. Rien d'étonnant que la

(1) Voir une analyse détaillée de ce chapitre opportuniste de l'I. C., qui dura quelques années, dans nos travaux : « L'Internationale Communiste après Lénine », « La Révolution permanente », etc...

palette du centrisme se distingue par une telle variété de couleurs ! Toutefois de cela découle non pas qu'il faille renoncer à la notion du centrisme, mais seulement que, dans chaque cas déterminé, il est indispensable de découvrir, au moyen d'une analyse sociale et historique concrète, la nature réelle du centrisme de l'espèce en question.

— La fraction dominante de l'Internationale Communiste ne représente pas un centrisme « en général », mais une formation historique parfaitement déterminée, ayant de puissantes racines sociales, quoique encore très récentes. Il s'agit avant tout de la *bureaucratie soviétique*. Dans les écrits théoriques de Staline, cette couche sociale n'existe pas du tout. On nous parle seulement de « léninisme », de direction immatérielle, de tradition idéologique, d'esprit du bolchévisme, de « ligne générale » impondérable ; mais le fait que le bureaucrate, en chair et os, manie cette ligne générale comme un pompier sa lance, vous n'en entendez pas dire un mot.

Cependant, ce bureaucrate ressemble le moins du monde à un esprit immatériel. Il mange, il boit, il se reproduit et il grossit son ventre. Il commande d'une voix autoritaire, il choisit en bas ses fidèles, il conserve sa fidélité envers ses supérieurs, il ne permet pas qu'on le critique et voit en cela l'essence même de la ligne générale. Ces bureaucrates, il y en a plusieurs millions — plusieurs millions ! — plus qu'il y eut d'ouvriers industriels dans la période de la Révolution d'Octobre. La plupart de ces bureaucrates n'ont jamais participé à la lutte des classes, qui exige des sacrifices et comporte des dangers. Dans leur masse prédominante, ces gens sont nés politiquement déjà en qualité de couche dirigeante. Derrière eux se trouve le pouvoir d'Etat. Celui-ci assure leur existence, les élevant considérablement au-dessus du reste de la masse. Ils ne connaissent pas le danger du chômage, pourvu qu'ils tiennent leur main sur la couture du pantalon. Les erreurs les plus grossières leur sont pardonnées s'ils consentent à jouer au moment nécessaire le rôle de boucs émissaires et à sauver la responsabilité de leurs supérieurs immédiats. Et bien, une telle couche dirigeante de plusieurs millions a-t-elle un poids social quelconque et une influence politique dans la vie du pays ? Qui ou non ?

Que la bureaucratie ouvrière et l'aristocratie ouvrière constituent la base sociale de l'opportunisme, cela est connu dans les vieux livres. En Russie, le phénomène a pris de nouvelles formes. Sur la base de la dictature du prolétariat — dans un pays arriéré — dans un entourage capitaliste — se créa pour la première fois dans les couches supérieures des travailleurs un puissant appareil bureaucratique, s'élevant au-dessus de la masse, lui donnant des ordres, profitant d'énormes privi-

lèges, lié par une solidarité collective interne et apportant dans la politique de l'état ouvrier ses intérêts particuliers, ses méthodes et ses procédés.

Nous ne sommes pas des anarchistes. Nous comprenons la nécessité de l'état ouvrier et, par conséquent, l'inévitabilité historique de la bureaucratie dans la période transitoire. Mais nous comprenons aussi les dangers que comporte ce fait, surtout pour un pays arriéré et isolé. L'idéalisation de la bureaucratie soviétique est l'erreur la plus honteuse que peut faire un marxiste. Lénine chercha de toutes ses forces à faire en sorte que le Parti, comme avant-garde autonome de la classe ouvrière, s'élève au-dessus de l'appareil étatique, le contrôle, le surveille, le dirige et l'épure, en plaçant les intérêts historiques du prolétariat — international, non seulement national — au-dessus des intérêts de la bureaucratie dirigeante. Comme première condition pour le contrôle du Parti sur l'Etat, Lénine indiqua le contrôle de la masse du Parti sur l'appareil du Parti. Relisez avec attention ses articles, ses discours et ses lettres de la période soviétique, spécialement celles des deux dernières années de sa vie, et vous verrez avec quelle angoisse son esprit revenait chaque fois sur cette question brûlante.

Or que se passe-t-il dans la période post-léninienne ? Toute la couche dirigeante du Parti et de l'Etat, qui avait fait la Révolution et la guerre civile, fut destituée, éloignée, détruite. Ce fut le bureaucrate sans personnalité qui prit sa place. En même temps, la lutte contre le bureaucratisme qui eut un caractère aussi aigu du vivant de Lénine, quand la bureaucratie était encore dans ses langes, a complètement cessé maintenant que l'appareil a grandi monstrueusement.

Et qui pourrait donc mener cette lutte ? A présent, le Parti, comme avant-garde autonome du prolétariat, n'existe plus. L'appareil du Parti se confond avec celui de l'Etat. La G. P. U. se montre l'instrument le plus important de la ligne générale à l'intérieur du Parti. La bureaucratie non seulement ne permet pas la critique de bas en haut, elle empêche même à ses théoriciens d'en parler, d'y faire attention. La haine acharnée contre l'opposition de gauche est provoquée avant tout par le fait que l'opposition parle ouvertement de la bureaucratie, de son rôle particulier, de ses intérêts, dévoilant le secret que la ligne générale est inséparable de la chair et du sang de la nouvelle couche dirigeante nationale, qui ne s'identifie aucunement avec le prolétariat. La bureaucratie étatique fait déduire sa virginité du caractère ouvrier de l'Etat : comment la bureaucratie d'un état ouvrier peut-elle dégénérer ! L'Etat et la bureaucratie sont pris ainsi non comme des processus historiques, mais comme des catégories éternelles : comment la

Sainte-Eglise et ses prêtres inspirés de Dieu peuvent-ils pécher ! Mais si la bureaucratie ouvrière, élevée au-dessus du prolétariat luttant dans la société capitaliste, a pu dégénérer dans le parti de Noske, Scheidemann, Ebert et Wels, pourquoi ne peut-elle dégénérer en s'élevant au-dessus du prolétariat victorieux ?

La situation dominante et sans contrôle de la bureaucratie soviétique cultive une psychologie qui contredit beaucoup la psychologie du prolétaire révolutionnaire. La bureaucratie place ses calculs et ses combinaisons de politique intérieure aussi bien qu'extérieure au-dessus des tâches d'éducation révolutionnaire des masses et en dehors de tout lien avec les tâches de la révolution internationale. Au cours de toute une série d'années la fraction stalinienne démontra que les intérêts et la psychologie du « paysan fort », de l'ingénieur, de l'administrateur, de l'intellectuel bourgeois chinois, du fonctionnaire des Trade-Union anglais, lui étaient plus proches et plus compréhensibles que la psychologie et les besoins de l'ouvrier de la base, du paysan pauvre, des masses populaires chinoises insurgées, des grévistes anglais, etc.

Mais alors pourquoi la fraction stalinienne ne poussa-t-elle jusqu'au bout sa ligne d'opportunisme national ? Parce qu'elle est la bureaucratie de l'état ouvrier. Si la social-démocratie internationale défend les fondements de la domination bourgeoise, la bureaucratie soviétique, sans procéder au bouleversement de l'Etat, est contrainte à s'adapter aux bases sociales jetées par la Révolution d'Octobre. De là, le caractère double de la psychologie et de la politique de la bureaucratie stalinienne. Le *centrisme*, mais le centrisme qui s'appuie sur les fondements de l'Etat ouvrier, est la seule expression possible de cette duplicité.

Si les groupements centristes dans les pays capitalistes ont le plus souvent un caractère temporaire, transitoire, reflétant l'évolution de certaines couches ouvrières, à droite ou à gauche, le centrisme, dans les conditions de la République soviétique reçut une base bien plus solide et bien plus organisée dans la personne de l'innombrable bureaucratie. Représentant le milieu naturel des tendances opportunistes et nationalistes, elle est forcée, toutefois, de défendre les bases de sa domination dans la lutte contre le « koulak » et de se préoccuper en même temps de son prestige « bolchevique » dans le mouvement ouvrier international. Après avoir recherché l'amitié du Kuomintang et de la bureaucratie d'Amsterdam, dont l'esprit lui est très proche, la bureaucratie soviétique entraînait chaque fois en conflit aigu avec la social-démocratie qui, elle, reflète l'hostilité de la bourgeoisie mondiale envers l'Etat soviétique. Telles sont les sources de l'actuel zigzag de gauche.

La particularité de la situation consiste non en ce que la bureaucratie soviétique serait munie d'une immunité particulière contre l'opportunisme et le nationalisme, mais dans le fait que n'ayant pas la possibilité de prendre une position nationale-réformiste achevée, elle est forcée de décrire des zigzags entre le marxisme et le national-réformisme. Les oscillations de ce *centrisme bureaucratique*, suivant sa puissance, ses ressources et les contradictions de sa situation, eurent une envergure tout à fait inouïe ; de l'aventure ultra-gauchiste en Bulgarie et en Esthonie... à l'alliance avec Tchang-Kaï-Chek, Raditch et Purcell ; de la honteuse fraternisation avec les briseurs de grèves britanniques, jusqu'à la renonciation complète de la politique de front unique avec les syndicats de masse.

La bureaucratie stalinienne transporte ses méthodes et ses zigzags dans les autres pays dans la mesure où, à travers l'appareil du Parti, non seulement elle dirige l'Internationale Communiste, mais elle la commande. Thaelmann fut pour le Kuomintang quand Staline était pour le Kuomintang. Au VII^e Congrès du Comité exécutif de l'I. C., automne 1926, le délégué du Kuomintang, ambassadeur de Tchang-Kaï-Chek, s'appelant Shao-Ly-Dsy, manifesta un plein accord avec Thaelmann, Sémard et autres Rémoulé contre le « trotskysme ».

Le « camarade » Shao-Ly-Dsy disait : « Nous sommes tous convaincus que, sous la direction de l'I. C., le Kuomintang accomplira sa tâche historique ». (Procès-verbaux russes, 1^{er} vol., page 459). Tel est le fait historique !

Prenez la *Rote Fahne* de l'année 1926 et vous y trouverez une quantité d'articles sur le thème que Trotsky, en exigeant la rupture avec le Conseil général britannique des briseurs de grèves, démontre par cela même son... menchévisme ! Et aujourd'hui le « menchévisme » consiste déjà dans la revendication du front unique avec les organisations de masse, c'est-à-dire dans la poursuite de la politique que formulèrent, sous la direction de Lénine, les III^e et IV^e Congrès de l'I. C. contre tous les Thaelmann, Thalheimer, Bela Kun, Frossard, etc...

Tous ces zigzags douloureux n'auraient pas été possibles si, dans toutes les sections communistes, ne se serait pas formée une couche autonome de la bureaucratie, c'est-à-dire indépendante du Parti. Là réside la racine du mal !

La force d'un parti révolutionnaire consiste dans l'indépendance de l'avant-garde qui vérifie et sélectionne ses cadres et, ayant éduqué ses chefs, les élève graduellement par sa confiance. Cela crée un lien indissoluble des cadres avec les masses, des chefs avec les cadres et communique à toute la direction la confiance en elle-même. Rien de tout cela dans les Partis communistes actuels ! Les chefs sont dé-

signés. Ils choisissent eux-mêmes leurs auxiliaires. La base est obligée d'accepter les chefs désignés autour desquels on crée une atmosphère artificielle de publicité. Les cadres dépendent du sommet, non de la base. Ils cherchent pour la plupart les sources de leur influence ainsi que celles de leur existence en dehors des masses. Ils ne puisent pas leurs mots d'ordre politiques de l'expérience de la lutte, mais ils les reçoivent par télégraphe. Pendant ce temps, dans les dossiers de Staline s'accumulent, en cas de besoin, des documents accusateurs. Chacun des chefs sait qu'on peut, à tout instant, le faire envoler comme du duvet.

Ainsi se forme dans toute l'Internationale Communiste une couche bureaucratique renfermée représentant un bouillon de culture dont se nourrit le bacille du centrisme. Très stable et résistant organiquement parce que s'appuyant sur la bureaucratie de l'Etat soviétique, le centrisme de Thaelmann, Remmelé et Cie se distingue par des titubements extraordinaires dans le domaine politique. Privés de

la certitude qui ne s'acquiert que par la liaison organique avec les masses, le C. C. infaillible est capable des plus monstrueux zigzags. Moins il est préparé à la lutte idéologique sérieuse et plus il est prodigue dans les injures, les insinuations, les calomnies. L'image de Staline « brutal et déloyal » selon la définition de Lénine, est la personnification même de cette couche.

La caractéristique donnée ici du centrisme bureaucratique détermine les rapports de l'opposition de gauche envers la bureaucratie stalinienne : soutien total et illimité, dans la mesure où la bureaucratie défend les frontières de la République soviétique et les bases de la Révolution d'Octobre ; critique ouverte dans la mesure où la bureaucratie rend difficile, par ses zigzags administratifs, la défense de la Révolution et de la construction socialiste ; opposition irréconciliable dans la mesure où, par son commandement bureaucratique, elle désorganise la lutte du prolétariat mondial.



La contradiction entre les succès économiques de l'U. R. S. S. et la bureaucratisation du régime

On ne peut pas élaborer les bases d'une politique révolutionnaire « dans un seul pays ». Le problème de la Révolution allemande est à présent indissolublement lié au problème de la direction politique en U. R. S. S. Cette liaison doit être comprise à fond.

La dictature du prolétariat est la réponse à la résistance des classes privilégiées. La limitation de la liberté dérive du régime de guerre de la Révolution, c'est-à-dire des conditions de la guerre de classe. A ce point de vue, il est parfaitement évident que la consolidation intérieure de la République des Soviets, son développement économique, l'affaiblissement de la résistance de la bourgeoisie, surtout, les succès de la « liquidation » de la dernière classe capitaliste, des koulaks, devraient amener la floraison de la démocratie dans le Parti, dans les syndicats et dans les Soviets.

Les stalinistes ne se lassent pas de répéter que « nous sommes déjà entrés dans le socialisme », que l'actuelle collectivisation signifie par elle-même la liquidation des koulaks comme classe et que déjà le prochain plan quinquennal doit achever ces processus. S'il en est ainsi, pourquoi donc ce même procès amène-t-il le complet étouffement du Parti, des organisations syndicales et des Soviets par l'appareil bureaucratique qui, à son tour, a pris le caractère du bonapartisme plébiscitaire ? Pourquoi pendant la famine et la guerre civile la vie débordait-elle dans le Parti et il ne venait à l'idée de personne de se demander : peut-on ou non critiquer Lénine ou le C. C. tout entier ? tandis que maintenant la moindre divergence avec Staline entraîne l'exclusion du Parti et les représailles administratives ?

La menace de guerre de la part des états capitalistes ne peut en aucune façon expliquer et encore moins justifier l'accroissement de l'autocratie des bureaucrates. Si dans la société socialiste-nationale les classes sont plus ou moins liquidées, cela voudrait dire le commencement de l'atrophie de l'Etat. La société socialiste peut opposer une résistance victorieuse à l'ennemi extérieur précisément en tant que société socialiste, non comme état de dictature prolétarienne, encore moins comme état bureaucratisé.

Nous ne parlons pas de l'atrophie de la dictature : trop tôt, nous ne sommes pas encore « entrés dans le socialisme ». Nous parlons d'autre chose. Nous demandons : comment s'explique la dégénérescence bureaucratique de la dictature ? Où est la source de l'inique, mons-

trueuse, terrifiante contradiction entre les succès de la construction socialiste et le régime de la dictature personnelle s'appuyant sur un appareil impersonnel, qui saisit à la gorge la classe dominante du pays ? Comment expliquer que l'économie et la politique se développent dans des directions directement opposées ?

Les succès économiques sont très grands. Du point de vue économique, la Révolution d'Octobre s'est complètement justifiée dès maintenant. Les coefficients élevés de la croissance économique expriment irréfutablement que les méthodes socialistes possèdent des avantages énormes même pour la solution des problèmes de la production qui, en Occident, furent résolus au moyen des méthodes capitalistes. Combien grandioses seront les avantages de l'économie socialiste dans les pays avancés ?

Cependant le problème posé par l'insurrection d'Octobre n'est pas encore résolu même dans sa forme ébauchée.

La bureaucratie stalinienne qualifie l'économie de « socialiste » d'après ses prémisses et ses tendances. Cela ne suffit pas. Les succès économiques de l'Union Soviétique se développent toujours sur la base d'un niveau économique peu élevé. L'industrie nationalisée passe par les stades que passeront il y a déjà longtemps les nations capitalistes avancées. L'ouvrière qui fait la queue possède son propre critérium du socialisme et ce critérium « consommateur », selon l'expression méprisante du bureaucrate, est dans cette question, décisif. Dans le conflit entre les points de vue de l'ouvrière et ceux du bureaucrate, nous, opposition de gauche, sommes du côté de l'ouvrière contre le bureaucrate qui exagère les succès, masque les contradictions accumulées et saisit l'ouvrière à la gorge pour qu'elle ne puisse pas critiquer.

L'an dernier, un brusque tournant a été fait du salaire égal au salaire différenciel (travail aux pièces). Il est absolument incontestable qu'en présence d'un bas niveau des forces productives et, par conséquent, de la culture générale, l'égalité des salaires est irréalisable. Mais cela signifie aussi que le problème du socialisme ne se résout pas seulement au moyen des formes sociales de la propriété, mais pré suppose une certaine puissance technique de la société. Cependant, la croissance de la puissance technique fait déborder automatiquement les forces productives des frontières nationales.

En rétablissant le salaire différenciel qui avait été prématurément aboli, la bureaucratie qualifie le salaire égal de principe « koulakiste ». C'est un non-sens évident qui démontre à quel degré d'hypocrisie et de fausseté se sont fourrés les staliniens. En effet, il aurait fallu dire : « Nous étions trop loin avec les méthodes égalitaires de salaire ; nous sommes encore loin du socialisme ; puisque nous

sommes encore très pauvres, il nous faut revenir en arrière, à des méthodes de salaires mi-capitalistes ou koulakistes ». Nous le répétons : il n'y a pas ici de contradiction avec les buts socialistes. Il y a ici seulement une contradiction irréconciliable avec les falsifications bureaucratiques de la réalité.

Le recul au salaire aux pièces fut le résultat de la résistance d'une économie arriérée. De tels pas en arrière, il y en aura encore beaucoup, surtout dans le domaine de l'économie agraire où a été effectué un bond administratif en avant trop grand.

L'industrialisation et la collectivisation s'effectuent avec les méthodes de commandement bureaucratique unilatéral et sans contrôle sur les masses travailleuses. Les syndicats sont complètement privés de la possibilité d'agir sur les rapports entre la consommation et l'accumulation. La différenciation de la paysannerie est pour le moment liquidée non pas tant économiquement qu'administrativement. Les mesures sociales de la bureaucratie pour la liquidation des classes devancent extraordinairement le processus fondamental, le développement des forces productives. Cela amène la hausse du prix de revient dans l'industrie, la baisse de la qualité de la production, la hausse des prix, le manque d'objets de consommation et offre comme perspective la menace d'un nouveau de chômage.

La tension extrême de l'atmosphère politique dans le pays est le résultat des contradictions entre la croissance de l'économie soviétique et la politique économique de la bureaucratie qui, ou bien retarde monstrueusement sur les nécessités de l'économie (1923-1928) ou bien, effrayée de son propre retard, se lance en avant pour rattraper le temps perdu par des mesures purement administratives (1928-1932). Là aussi le zigzag de droite est suivi par le zigzag de gauche. Dans les deux zigzags, la bureaucratie entre en contradiction avec les réalités de l'économie et, par conséquent, avec l'état d'esprit des travailleurs. Elle ne peut leur permettre de la critiquer — ni quand elle retarde, ni quand elle se lance trop en avant.

Sa pression sur les ouvriers et les paysans, la bureaucratie ne peut l'exercer autrement qu'en privant les travailleurs de la participation à la solution des problèmes de leur propre travail et de tout leur avenir. Là réside le plus grand danger ! En politique, la peur continuelle de la résistance des masses mène à « un court-circuit » de la dictature bureaucratique et personnelle.

Cela signifie-t-il qu'il faille réduire les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation ? Pour une certaine période — sans aucun doute. — Mais il se peut que cette période soit de très courte durée. La participation des travailleurs eux-mêmes à la direction du pays,

de sa politique et de son économie, le contrôle effectif sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants envers les dirigés, tout cela produira un effet incontestablement favorable sur la production même, diminuera les frottements intérieurs, réduira au minimum les zigzags économiques si coûteux, assurera une plus saine distribution des forces et des moyens et, en dernier ressort, augmentera le coefficient général du développement. La démocratie soviétique est avant tout une nécessité vitale de l'économie elle-même. Au contraire, le bureaucratisme recèle en lui de tragiques surprises économiques.

Observant dans son ensemble l'histoire de la période des épigones dans le développement de l'U. R. S. S., il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que la prémisse politique fondamentale de la bureaucratisation du régime fut la fatigue des masses après les secousses de la Révolution et la guerre civile. Dans le pays régnaient la famine et les épidémies. Les questions de la politique furent reléguées au dernier plan. Toutes les pensées se dirigeaient vers le morceau de pain. A l'époque du communisme de guerre, tout le monde avait une ration de famine égale. Le passage à la N. E. P. apporta les premiers avantages économiques. La ration devint plus abondante, mais tout le monde n'en bénéficiait pas. L'instauration de l'économie des marchandises amena le calcul du prix de revient, la rationalisation élémentaire, le licenciement des usines des ouvriers en surnombre. Les succès économiques marchèrent longtemps au même pas que la croissance du chômage.

Il ne faut pas l'oublier un seul instant : le renforcement de la puissance de l'appareil s'appuya sur le chômage. Après les années de famine l'armée de réserve faisait peur à chaque prolétaire à l'état. L'éloignement des usines des ouvriers indépendants et d'esprit critique, les listes noires des oppositionnels devinrent un des instruments les plus importants et les plus efficaces entre les mains de la bureaucratie stalinienne. Sans cette condition, elle n'aurait jamais réussi à étouffer le Parti léniniste.

Les succès économiques ultérieurs amenèrent graduellement la liquidation de l'armée de réserve des ouvriers industriels (le surpeuplement agraire masqué par la collectivisation conserve encore toute son étendue). Aujourd'hui l'ouvrier industriel ne craint déjà plus d'être jeté à la rue. D'après son expérience quotidienne il sait que le manque de prévoyance et l'arbitraire de la bureaucratie lui rendent difficile la solution des problèmes. La presse soviétique dénonce les différents ateliers et usines qui ne donnent pas un champ suffisant à l'initiative ouvrière, à l'esprit d'initiative, etc. : comme si l'on pouvait enfermer l'initiative du prolétariat dans les ateliers, comme si les ateliers étaient des oasis de démo-

cratie dans la production entourées d'un étouffement complet du prolétariat dans le Parti, dans les Soviets et dans les syndicats !

La conscience générale du prolétariat n'est pas du tout la même qu'en 1922-1923. Le prolétariat a crû numériquement et culturellement. Ayant accompli le gigantesque travail de la renaissance et du relèvement de l'économie, les ouvriers ressentent la renaissance et le relèvement de la confiance en eux-mêmes. Cette confiance intérieure grandissante commence à se transformer en mécontentement contre le régime bureaucratique.

L'étouffement du Parti, le triomphe du régime et de l'arbitraire personnels peuvent à première vue donner l'impression de l'affaiblissement du système soviétique. Mais il n'en est pas ainsi. Le système soviétique est extrêmement consolidé ; mais en même temps la contradiction entre ce système et ses étaux bureaucratiques s'est extrêmement aiguë. L'appareil stalinien voit avec stupéfaction que *les succès économiques ne renforcent ses positions, mais les sapent*. Dans la lutte pour ses positions, il est forcé de serrer encore davantage les vis, en interdisant toute autre forme d'« autocritique » que les flatteries byzantines envers les chefs.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que le développement économique entre en contradiction avec les conditions économiques dans le cadre duquel il s'accomplit. Mais il faut comprendre clairement quelles sont précisément les conditions provoquant le mécontentement. La vague oppositionnelle montante n'est nullement dirigée contre les tâches socialistes, les formes soviétiques ou le Parti communiste. Le mécontentement est dirigé contre l'appareil et sa personification, Staline. De là, la nouvelle étape de la lutte forcenée contre la soi-disant « contrebande trotskyste ».

L'adversaire menace de devenir insaisissable ; il est partout et nulle part. Il surgit dans les ateliers, dans les écoles, il pénètre dans les journaux historiques et dans tous les manuels. Cela veut dire : les faits et les documents accusent la bureaucratie, découvrent ses titubements et ses erreurs. On ne peut pas se souvenir du passé tranquillement et objectivement, il faut refaire le passé, il faut boucher toutes les fentes à travers lesquelles peut pénétrer le doute dans l'infailibilité de l'appareil et de son chef. Nous sommes en présence de tous les traits d'une couche dirigeante qui a perdu la tête. Yaroslavsky, Yaroslavsky lui-même, est devenu douteux ! Ce ne sont pas des épisodes occasionnels, des chicanes, des heurts personnels ; le fond du problème se trouve dans le fait que les succès économiques qui, au début, renforcèrent la bureaucratie se sont révélés aujourd'hui par la dialectique de leur développement, opposés à la bureaucratie. Voilà pour-

quoi lors de la dernière conférence du Parti, c'est-à-dire au Congrès de l'appareil stalinien, le « trotskysme » trois et quatre fois anéanti et enseveli, fut déclaré « l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise ».

Cette décision naïve et politiquement inoffensive ouvre le rideau sur quelques plans assez « pratiques » de Staline dans le domaine des vengeances personnelles. Ce ne fut pas en vain que Lénine mit en garde contre la désignation de Staline comme secrétaire général : « Ce cuisinier ne fera que des plats épicés »... Le cuisinier n'a pas encore épuisé sa science culinaire jusqu'au bout.

Malgré tous les serrages des vis théoriques et administratives, la dictature personnelle de Staline s'approche manifestement de la fin. L'appareil est plein de crevasses. La fente nommée Yaroslavsky, n'est qu'une des centaines de fentes qui aujourd'hui n'ont pas encore de nom. Le fait que la nouvelle crise politique se prépare sur la base des succès évidents et incontestables de l'économie soviétique, de l'accroissement numérique du prolétariat et du développement des premiers succès de la collectivisation agricole, sert à garantir suffisamment que la liquidation de l'autocratie bureaucratique coïncide non avec l'ébranlement du système soviétique — comme on aurait pu le craindre il y a trois ou quatre ans, — au contraire avec sa libération, son essor et son plein développement.

Mais c'est précisément dans cette dernière période de sa vie que la bureaucratie stalinienne est capable de causer beaucoup de mal. La question du prestige est devenue maintenant pour elle le problème central de la politique. Si l'on exclut du Parti des historiens apolitiques pour la seule raison qu'ils n'ont pas su célébrer les exploits de Staline en 1917, le régime plébiscitaire pourra-t-il admettre la reconnaissance de ses erreurs accomplies en 1931-1932 ? Peut-il renoncer à la théorie du social-fascisme ? Peut-il désavouer Staline qui formula le fond du problème allemand de la manière suivante : que les fascistes arrivent les premiers ; ensuite viendra notre tour ?

Les conditions objectives en Allemagne sont en soi si impérieuses que, si la direction du Parti communiste allemand disposait de la liberté d'action nécessaire, elle se serait certainement orientée dès maintenant de notre côté. Mais elle n'est pas libre. Tandis que l'opposition de gauche avance les idées et les mots d'ordre du bolchevisme, vérifiés par la victoire de 1917, la clique stalinienne, dans un but de diversion, ordonne télégraphiquement de déclancher une campagne internationale contre le « trotskysme ». La campagne est menée non sur la base des problèmes de la Révolution allemande, c'est-à-dire de la vie ou de la mort du prolétariat mondial, mais sur la base de l'article misérable et mensonger de Staline sur les

questions de l'histoire du bolchévisme. Il est difficile de se représenter une disproportion plus grande entre les tâches de l'époque, d'une part, et les misérables ressources idéologiques de la direction officielle, d'autre part. Telle est la situation humiliante, indigne et en même temps profondément tragique de l'I. C.

Le problème du régime stalinien et celui de la Révolution allemande sont liés d'un nœud indissoluble. Les événements prochains délieront ou trancheront ce nœud, tant dans l'intérêt de la Révolution russe que de la Révolution allemande.



Les brandlériens (K. P. D. O.) et la bureaucratie stalinienne

Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de contradiction entre les intérêts de l'Etat soviétique et ceux du prolétariat international. Mais il est foncièrement erroné de reporter cette règle sur la bureaucratie stalinienne. Son régime entre de plus en plus en contradiction, aussi bien avec les intérêts de l'Union soviétique qu'avec les intérêts de la révolution mondiale.

A cause de la bureaucratie soviétique, Hugo Urbahns ne voit pas les bases sociales de l'Etat prolétarien. Ainsi qu'Otto Bauer, Urbahns construit la notion d'un Etat en dehors des classes ; mais à la différence d'Otto Bauer, il trouve ce spécimen dans l'actuelle République des Soviets, au lieu de l'Autriche.

D'autre part, Thalheimer affirme que « la position trotskyste envers l'Union soviétique, position qui met en doute (?) le caractère prolétarien (?) de l'Etat soviétique et le caractère socialiste de la construction économique » (10 janvier) a un caractère « centriste ». Ainsi Thalheimer ne fait que démontrer combien il a poussé loin l'identification de l'Etat ouvrier et de la bureaucratie soviétique. Il demande qu'on regarde l'Union soviétique non pas avec les yeux du prolétariat international, mais uniquement à travers les lunettes de la fraction stalinienne. En d'autres termes, il raisonne non comme le théoricien de la révolution prolétarienne, mais comme un laquais de la bureaucratie stalinienne. Un laquais mécontent, disgracié, mais un laquais tout de même, qui attend sa grâce. C'est pourquoi, même étant dans « l'opposition », il n'ose pas nommer la bureaucratie à haute voix : comme Jehovah, la bureaucratie ne le pardonnerait pas : « N'invoque pas mon nom en vain ».

Tels sont les deux pôles des groupements communistes : l'un ne voit pas la forêt derrière les arbres, tandis qu'à l'autre la forêt empêche de distinguer les arbres. Il n'y a, néanmoins, absolument rien d'inattendu dans le fait que Thalheimer et Urbahns se soient trouvés une parenté touchante et qu'ils aient fait bloc — contre l'appréciation marxiste de l'Etat soviétique.

« Le soutien » vague, et qui n'oblige à rien, de « l'expérience russe » est devenu pendant ces dernières années une marchandise assez répandue et très bon marché. Il y a, dans toutes les parties du monde, pas mal de journalistes, de touristes, de gens de lettres, radicaux, semi-radicaux, humanitaires, pacifistes et « socialistes » qui manifestent, envers l'U.R.S.S.

et envers Staline, la même approbation sans réserves que les brandlériens. Bernard Shaw qui, autrefois, critiqua féroceement Lénine et l'auteur de ces lignes, approuve entièrement la politique de Staline. Maxime Gorki qui se trouvait en opposition envers le Parti communiste pendant la période de Lénine est maintenant entièrement pour Staline. Barbusse qui marche la main dans la main avec les social-démocrates français soutient Staline. L'hebdomadaire américain *The New Masses*, édition des petits-bourgeois radicaux de second ordre, défend Staline contre Rakovsky. En Allemagne, Ossietzky qui cita avec sympathie mon article sur le fascisme a cru nécessaire de remarquer que je suis injuste dans ma critique envers Staline. Le vieux Ledebour dit : « En ce qui concerne la question litigieuse principale entre Staline et Trotsky de savoir si l'on peut entreprendre la socialisation dans un seul pays et la mener avec succès jusqu'au bout, je suis entièrement du côté de Staline ». Le nombre de ces exemples peut-être multiplié jusqu'à l'infini. Tous ces « amis » de l'U. R. S. S. abordent les problèmes de l'Etat soviétique de l'extérieur, comme observateur, comme sympathisants ; parfois en flâneurs. Bien entendu, il est plus digne d'être l'ami du Plan quinquennal soviétique que celui de la Bourse de New-York. Mais, néanmoins, la sympathie passive, petite-bourgeoise de gauche est loin d'être du bolchevisme. Il suffira du premier échec important de Moscou pour disperser la plupart de ce monde comme de la poussière au vent.

En quoi la position des brandlériens envers l'Etat soviétique diffère-t-elle de la position de tous ces « amis » ? Peut-être par seulement moins de sincérité. Un tel soutien ne fait ni chaud ni froid à la République des Soviets. Et quand Thalheimer nous apprend, à nous, opposition de gauche, bolcheviks-léninistes russes, comment il faut se comporter envers l'Union Soviétique, il ne peut que provoquer un sentiment de dégoût.

Rakovsky dirigea en personne la défense des frontières de la Révolution soviétique, il aida à faire faire les premiers pas à l'économie soviétique, il participa à l'élaboration de la politique envers la paysannerie, il fut l'initiateur des comités de paysans pauvres en Ukraine, il dirigea l'application de la N. E. P. dans les conditions particulières de l'Ukraine, il connaît tous les détours de cette politique, il la suit encore maintenant, à Barnaoul, chaque jour avec une tension passionnée, il met en garde contre les erreurs, il suggère des voies justes. Kote Zinzadzé, le vieux combattant mort dans la déportation, Mouralov, Karl Grünstein, les Eltzine, père et fils, Kasparova, Choumskaja, Dingelstedt, Solntzev, Stopalov, Posnansky, Sermux, Blumkine, fusillé par Staline, Boutov que Staline fit périr dans la prison, les dizaines, les centaines, les milliers d'autres disper-

sés dans les prisons et les lieux de déportation, ce sont tous des combattants de l'insurrection d'Octobre, de la guerre civile, qui ont participé à la construction socialiste, que n'effraiera aucune difficulté et qui, au premier signal de détresse, sont prêts à occuper les postes de combat. Est-ce à eux d'apprendre chez Thalheimer la fidélité envers l'Etat ouvrier ?

Tout ce qui est progressif dans la politique de Staline fut formulé par l'opposition de gauche et honni par la bureaucratie. Pour avoir pris l'initiative de l'économie planifiée, des rythmes élevés, de la lutte contre les koulaks, d'une collectivisation plus large, l'opposition de gauche paya et paye encore par des années de prison et de déportation. Qu'ont-ils donc apporté à la politique économique de l'U. R. S. S., tous ces partisans sans réserves, tous ces sympathisants et amis, y compris les brandlériens ? Rien ! Derrière leur soutien vague et sans critique de tout ce qui se fait en U. R. S. S. se cache nul enthousiasme internationaliste mais seulement une sympathie tiède : c'est qu'il s'agit de choses qui se passent en dehors des frontières de leur propre patrie. Brandler et Thalheimer croient et le disent parfois : « Le régime de Staline ne nous conviendrait pas, bien entendu, à nous, Allemands ; mais pour les Russes, il est encore assez bon ! »

Le réformiste voit dans la situation internationale la somme des situations nationales ; le marxiste considère la politique nationale comme fonction de la politique internationale. Dans cette question fondamentale, le groupe du P. C. A. O. (brandlériens) occupe une position nationale-réformiste, c'est-à-dire qu'il nie, en fait, sinon en paroles, les principes internationalistes et les critères de la politique nationale.

Le partisan et le collaborateur le plus proche de Thalheimer fut Roy, dont le programme politique pour l'Inde, de même que pour la Chine, prend entièrement sa source dans l'idée stalinienne des partis « ouvriers et paysans » pour l'Orient. Pendant une série d'années, Roy fit la propagande pour un parti national-démocratique aux Indes. En d'autres termes, il agissait en démocrate national petit-bourgeois et non en révolutionnaire prolétarien. Cela n'empêcha nullement sa participation active dans l'état-major des brandlériens (1).

Cependant, l'opportunisme national des brandlériens se manifeste de la façon la plus grossière envers l'Union Soviétique. A en croire les brandlériens, la bureaucratie stalinienne agit chez elle infailliblement. Mais la direction

de cette même fraction stalinienne s'avère, on ne sait pas pourquoi, néfaste en Allemagne. Pourquoi donc ? Il ne s'agit pas d'erreurs isolées de Staline causées par sa méconnaissance des autres pays, mais bien d'un *cours* déterminé d'erreurs, de toute une tendance. Thaelmann et Remmelé connaissent l'Allemagne, comme Staline la Russie, comme Cachin, Sémard ou Thorez la France. Tous ensemble, ils forment une fraction internationale et élaboreront sa politique pour les divers pays. Mais il s'avère que cette politique, irréprochable pour la Russie, cause la perte de la révolution dans les autres pays.

La position de Brandler devient malheureuse surtout quand on la transporte à l'intérieur de l'U. R. S. S. où un brandlérien est obligé de soutenir Staline, sans réserve. Radek qui, en fait, fut toujours plus près de Brandler que de l'opposition de gauche, capitula devant Staline. Brandler n'a pu qu'approuver cet acte. Mais le capitulaire Radek fut aussitôt contraint par Staline de traiter Brandler et Thalheimer de « social-fascistes ». Les soupirants platoniques berlinois du régime stalinien n'essaient même pas de sortir de ces contradictions humiliantes. Leur but pratique est cependant clair, même sans commentaires : « Si tu me mets à la tête du Parti en Allemagne, dit Brandler à Staline, — je m'engage à reconnaître ton infaillibilité dans les affaires russes, à condition que tu me permettes d'appliquer ma politique dans les affaires allemandes ». Peut-on avoir de l'estime pour de tels « révolutionnaires » ?

Mais même la politique internationale de la bureaucratie est critiquée par les brandlériens d'une façon excessivement unilatérale, et du point de vue de la théorie, avec mauvaise foi. Le seul vice de cette politique est, paraît-il, l'« ultra-gauchisme ». Or, peut-on accuser le bloc de Staline avec Tchan-Kaï-Chek, bloc qui dura quatre années, d'« ultra-gauchisme » ? La création de l'Internationale paysanne fut-elle de l'« ultra-gauchisme » ? Peut-on qualifier de putschisme le bloc avec le Conseil général de briseurs de grèves ? Ou la création de partis ouvriers et paysans en Asie et du parti d'ouvriers et de fermiers aux Etats-Unis ?

Et, en outre, quelle est la nature sociale de l'« ultra-gauchisme stalinien » ? Qu'est-ce ? — un état d'âme provisoire, un état maladif ? — Vous chercherez en vain la réponse à cette question chez le théoricien Thalheimer.

Cependant, l'énigme fut résolue il y a longtemps par l'opposition de gauche : il s'agit d'un zigzag ultra-gauchiste du centrisme. Mais c'est précisément cette définition, confirmée par le développement des neuf dernières années, que les brandlériens ne peuvent pas admettre parce qu'elle les tue. Ils ont participé, avec la fraction stalinienne, à tous ses zigzags de droite, mais ils se sont insurgés contre les zigzags de gauche ; par cela, ils ont démontré

(1) Roy est maintenant condamné pour de longues années par le gouvernement Macdonald. La presse de l'Internationale Communiste ne se croit pas obligée de protester contre cela : on peut faire un bloc intime avec Tchan-Kaï-Chek, mais on ne doit pas défendre le brandlérien hindou Roy contre les bourreaux impérialistes.

qu'ils forment l'aile droite du centrisme. Le fait qu'ils se soient détachés comme une branche morte du tronc est parfaitement dans l'ordre des choses : dans ses tournants brusques, le centrisme perd inévitablement des groupements et des courants de droite et de gauche.

Ce qui est dit plus haut ne signifie pas que les brandlériens se sont trompés *en tout*. Non, contre Thaelmann-Remmelé, ils ont eu, et ils ont, souvent raison. Il n'y a là rien d'extraordinaire, les opportunistes peuvent se trouver sur une position juste dans la lutte contre l'aventurisme. Par contre, le courant ultra-gauchiste peut saisir, de façon juste, le moment du passage de la lutte pour les masses à la lutte pour le pouvoir. Dans leur critique contre Brandler, les ultra-gauchistes ont, à la fin 1923, avancé bien des idées justes, ce qui ne les a pas empêchés en 1924-25 de faire les erreurs les plus grossières. Le fait que, dans la critique des contorsions de la « troisième période », les brandlériens aient répété une série de considérations peu neuves, mais justes, ne témoigne nullement de la justesse de leur position générale. La politique de chaque groupement doit être analysée dans ses diverses étapes : dans des combats défensifs et offensifs, dans les périodes de flux et de reflux, dans les conditions de lutte pour les masses et dans la situation de lutte directe pour le pouvoir.

Il n'existe pas de direction marxiste spécialisée dans les questions de défensive ou d'offensive, de front unique ou de grève générale. L'application juste de toutes ces méthodes n'est possible que si l'on est capable d'apprécier synthétiquement la situation dans son ensemble, que si l'on sait analyser ses forces motrices, déterminer les étapes et les tournants et baser, sur cette analyse, le système d'action qui correspond à la situation présente et qui prépare l'étape suivante.

Brandler et Thalheimer se croient presque les spécialistes brevetés de « la lutte pour les masses ». Avec le plus grand sérieux du monde, ces gens affirment que les arguments de l'opposition de gauche en faveur de la politique du front unique représentent... un plagiat des positions brandlériennes. On ne peut refuser à personne le droit à l'ambition ! Figurez-vous qu'au même moment où vous expliquez à Heinz Neumann une erreur de multiplication, un quelconque brave professeur d'arithmétique vous déclare que vous le plagiez parce qu'il explique exactement de la même façon, depuis des années, les mystères du calcul.

Les prétentions des brandlériens m'ont procuré toutefois une minute de gaieté dans cette situation triste. La sagesse stratégique de ces messieurs daté du troisième Congrès de l'Internationale Communiste. J'y ai défendu l'A. B. C. de la lutte pour les masses contre l'aile « gauche » d'alors. Dans mon livre *Nou-*

velle Etape, destiné à populariser la politique du front unique et édité en son temps par l'Internationale Communiste en diverses langues, il est souligné, à plusieurs reprises, le caractère élémentaire des idées qui y sont défendues. « Tout ceci — lisons-nous, par exemple, à la page 70 de l'édition allemande — représente une *vérité élémentaire* du point de vue de l'expérience révolutionnaire sérieuse. Mais certains éléments de « gauche » du Congrès ont vu, dans cette tactique, un glissement à droite... » Parmi ces certains, à côté de Zinoviev, de Boukharine, de Radek, de Maslow, de Thaelmann se trouvait aussi Thalheimer.

L'accusation de plagiat n'est pas la seule. En ravissant la propriété spirituelle de Thalheimer, l'opposition de gauche lui donne, paraît-il, une interprétation opportuniste. Cette bizzarrie mérite notre attention dans la mesure où elle nous permet, chemin faisant, de mieux éclairer la question de la politique du fascisme.

J'ai avancé dans un de mes travaux précédent l'idée que Hitler n'a pas la possibilité d'arriver au pouvoir par la voie parlementaire : si l'on admet même qu'il puisse gagner ses 51 % de voix, l'accroissement des contradictions économiques et politiques devrait provoquer l'explosion ouverte bien avant la venue de ce moment. A ce propos, les brandlériens m'attribuent cette pensée que les nationaux-socialistes seraient liquidés « sans qu'il y ait besoin de l'action de masse extra-parlementaire des ouvriers ». En quoi cela vaut-il mieux que les inventions de la *Rote Fahne* ?

De l'impossibilité pour les nationaux-socialistes d'arriver « pacifiquement » au pouvoir, je conclusais à l'inévitabilité d'autres voies pour arriver au pouvoir : ou bien par la voie d'un coup d'état ouvert, ou bien par la voie d'une étape de coalition suivie d'un coup d'état inévitable. La liquidation sans douleur du fascisme ne serait possible que dans un seul et unique cas : si Hitler appliquait en 1932 la même politique qu'appliqua Brandler en 1923. Sans surestimer le moins du monde les stratèges nationaux-socialistes, je crois néanmoins qu'ils voient plus loin et qu'ils sont plus solides que Brandler et Cie.

Encore plus profonde est la seconde objection de Thalheimer : la question de savoir si Hitler peut arriver au pouvoir par la voie parlementaire ou par une autre voie n'aurait aucune importance parce qu'elle ne change pas « l'essence » du fascisme qui, de toutes façons, ne peut consolider sa domination que sur les débris des organisations ouvrières. « Les ouvriers peuvent tranquillement laisser aux rédacteurs du *Vorwärts* les investigations concernant la différence entre l'arrivée constitutionnelle ou anti-constitutionnelle de Hitler au pouvoir ». (*Arbeiter Politik*, 10 janvier). Si les ouvriers avancés écoutaient Thalheimer, Hitler les égorgerait à coup sûr. Ce qui impor-

te à notre sage maître d'école c'est « l'essence » du fascisme ; quant à savoir comment cette essence se réaliserait, il laisse aux rédacteurs du *Vorwaerts* le soin de résoudre. Mais « l'essence » pogromiste du fascisme ne peut se réaliser entièrement qu'après son arrivée au pouvoir. Or, la tâche consiste précisément à ne pas le laisser arriver au pouvoir. Pour cela, il faut soi-même comprendre la stratégie de l'ennemi et savoir l'expliquer aux ouvriers. Hitler fait des efforts extraordinaires pour introduire, en apparence, le mouvement dans le lit de la Constitution. Seul un pédant qui se prétend « matérialiste » peut croire que de tels procédés restent sans influencer la conscience politique des masses. Le constitutionnalisme de Hitler sert non seulement à se garder une porte ouverte vers le bloc avec le centre, mais encore à tromper la social-démocratie ou, plutôt, à faciliter aux chefs social-démocrates la trahison des masses. Si Hitler jure qu'il n'arrivera au pouvoir que par la voie constitutionnelle, il en résulte que le danger du fascisme aujourd'hui n'est pas tellement grand. Dans tous les cas, on aura encore le temps de vérifier plusieurs fois le rapport de force dans des élections de toutes sortes. Sous la couverture de la perspective constitutionnaliste qui endort les adversaires, Hitler veut conserver la possibilité de porter le coup au moment propice. Cette ruse militaire, si simple soit-elle, renferme cependant en elle une force énorme parce qu'elle s'appuie non seulement sur la psychologie des partis intermédiaires qui voudraient résoudre la question pacifiquement et légalement, mais, ce qui est beaucoup plus dangereux, sur la crédulité des masses populaires.

Il faut encore ajouter que la manœuvre de Hitler est une manœuvre à double tranchant : elle trompe non seulement les adversaires, mais aussi les partisans. Or, pour la lutte, surtout pour la lutte offensive, il faut un esprit combatif. On ne peut le maintenir qu'en éduquant son armée dans la compréhension de l'inévitabilité de la lutte ouverte. Cette considération fait, elle aussi, supposer qu'Hitler ne pourra pas, pour ne pas démoraliser ses rangs, prolonger trop longtemps son doux roman avec la constitution de Weimar. Il doit sortir à temps son couteau.

Il ne suffit pas de comprendre seulement « l'essence » du fascisme. Il faut savoir l'apprécier en tant que phénomène politique vivant, en tant qu'adversaire conscient et perfide. Notre maître d'école est trop « sociologue » pour être révolutionnaire. N'est-il pas clair, en effet, que les exercices profonds de Thalheimer entrent aussi comme des éléments positifs dans les calculs de Hitler parce que mettre dans le même sac la diffusion par le *Vorwaerts* des illusions constitutionnelles et la dénonciation de la ruse militaire de l'ennemi,

ruse basée sur ces illusions, signifie rendre service à l'ennemi.

★ ★

L'organisation peut être importante soit par les masses qu'elle embrasse, soit par le contenu des idées qu'elle est capable d'apporter au mouvement ouvrier. Les uns et les autres font défaut aux brandlériens. Cependant, avec quel mépris splendide, Brandler et Thalheimer parlent du marais centriste du S. A. P. ! En réalité, si l'on compare ces deux organisations — le S. A. P. et le K. P. D. O. — tous les avantages sont du côté du premier. Le S. A. P. n'est pas un marais, mais un courant vivant. Sa tendance est orientée de droite à gauche, dans la direction du communisme. Le courant ne s'est pas purifié, il contient beaucoup de détritiques et de vase, mais ce n'est pas un marais. L'appellation de marais s'adapte beaucoup mieux à l'organisation de Brandler-Thalheimer caractérisée par la stagnation idéologique complète.

A l'intérieur du groupe K. P. D. O. existait depuis longtemps une opposition mécontente surtout du fait que les dirigeants essayaient d'adapter leur politique plutôt aux sentiments de l'état-major de Moscou qu'aux circonstances objectives.

Que l'opposition de Walcher-Frœlich et autres ait toléré durant des années la politique de Brandler-Thalheimer qui, surtout envers l'U. R. S. S., avait non seulement un caractère erroné, mais consciemment hypocrite et politiquement malhonnête, personne, bien entendu, ne mettra cela à l'actif du groupe qui s'est détaché. Mais le fait est que le groupe Walcher-Frœlich a reconnu, enfin, l'inutilité totale d'une organisation dont les chefs s'orientent à la merci des supérieurs. La minorité trouve qu'il est nécessaire d'avoir une politique indépendante et active dirigée, non pas contre le malheureux Rémelé, mais contre le cours et le régime de la bureaucratie stalinienne en U. R. S. S. et dans l'Internationale communiste. Si nous interprétons justement, sur la base de matériaux encore très insuffisants, la position de Walcher-Frœlich, elle représente dans cette question un pas en avant. Mais, après avoir rompu avec un groupe manifestement mort, devant la minorité se pose maintenant la tâche de trouver une orientation *nouvelle*, nationale et surtout internationale.

Comme je puis en juger, la minorité qui s'est détachée voit comme tâche principale dans la période la plus proche le rapprochement avec l'aile gauche du S. A. P. pour, après avoir conquis le nouveau parti au communisme, écraser ensuite avec son aide le conservatisme bureaucratique du Parti communiste allemand. Il est impossible de se prononcer sur ce plan sous cette forme générale et vague, parce que les

bases principiellles sur lesquelles se place la minorité elle-même, et les méthodes qu'elle entend appliquer dans la lutte pour ses principes restent obscures. Il faut une plateforme ! Nous entendons non pas un document qui reproduise les lieux communs du catéchisme communiste, mais des réponses claires et concrètes aux problèmes des luttes de la révolution prolétarienne qui ont déchiré les rangs communistes pendant les neuf dernières années et qui gardent encore maintenant toute leur importance brûlante. Sans cela on ne peut que se

dissoudre dans le S. A. P. et retarder son développement vers le communisme au lieu de l'accélérer.

L'opposition de gauche suivra attentivement et sans aucun parti pris l'évolution de la minorité. La scission d'une organisation non viable a, plus d'une fois dans l'histoire, donné une impulsion au développement progressif de sa partie viable. Nous serons très heureux si cette règle se confirme cette fois-ci encore sur le sort de la minorité. Mais l'avenir seul y répondra.



La stratégie des grèves

Dans le domaine syndical, la direction communiste a embrouillé définitivement le Parti. Le cours général de la « troisième période » s'orientait sur les syndicats parallèles. On supposait que le mouvement de masse déborderait les vieilles organisations et que les organisations de la R. G. O. (Opposition syndicale rouge) deviendraient des comités d'initiative de la lutte économique. Pour réaliser ce plan, il ne manquait qu'une petite chose : le mouvement des masses. Pendant les crues printanières, l'eau entraîne les clôtures sur son passage. Essayons d'enlever ces clôtures, — décida Lozovsky, — peut-être les eaux printanières monteront-elles !

Les syndicats réformistes résistèrent. Le Parti communiste se fit mettre hors des usines. On commença alors à apporter des rectifications partielles dans la politique syndicale. Le Parti communiste se refuse à appeler les ouvriers inorganisés à entrer dans les syndicats réformistes. Mais il se prononce également contre l'abandon des syndicats. Tout en créant des organisations parallèles, il ressuscite le mot d'ordre de la lutte pour l'influence à l'intérieur de syndicats réformistes. Toute cette mécanique représente dans son ensemble un auto-sabotage idéal.

La *Rote Fahne* se plaint que beaucoup de communistes considèrent inutile la participation dans les syndicats réformistes. « A quoi bon ranimer cette boutique ? », disent-ils. En effet, à quoi bon ? Si on lutte sérieusement pour la conquête des vieux syndicats, il faut appeler les inorganisés à y entrer : ce sont précisément les couches nouvelles qui sont susceptibles de former l'appui de l'aile gauche. Mais alors, il ne faut pas créer des syndicats parallèles, c'est-à-dire créer des agences concurrentes de recrutement des ouvriers.

La politique à mener à l'intérieur des syndicats réformistes, préconisée d'en haut, se trouve parfaitement à la hauteur de la confusion qui règne dans les autres questions. Le 28 janvier, la *Rote Fahne* faisait des remontrances aux communistes membres du syndicat des métallurgistes de Dusseldorf pour avoir mis en avant le mot d'ordre « lutte impitoyable contre la participation des chefs syndicaux » dans l'appui prêté au gouvernement Brüning. De telles revendications « opportunistes » sont inadmissibles parce qu'elles présupposent (!) que les réformistes, sont capables de renoncer à appuyer Brüning et ses lois d'exception. Cela ressemble vraiment à une mauvaise plaisanterie ! La *Rote Fahne* considère qu'il suffit d'injurier les chefs, mais qu'il est inadmissible de les soumettre à l'épreuve politique des masses.

Et cependant, c'est bien dans les syndicats réformistes que s'ouvre maintenant un terrain particulièrement favorable à l'action. Si le parti social-démocrate a encore une possibilité de tromper les ouvriers par la politiciannerie, pour les syndicats l'impasse du capitalisme équivalait à un mur infranchissable. Les 200 à 300.000 ouvriers organisés aujourd'hui dans les syndicats indépendants peuvent devenir un levain inappréciable au sein des unions réformistes.

Fin janvier siégea à Berlin la conférence communiste des comités d'usines de tout le pays. La *Rote Fahne* rend compte : « Les comités d'usines forment le front rouge prolétarien » (2 février). Mais vous cherchiez en vain des renseignements concernant la composition de la Conférence, le nombre d'entreprises et d'ouvriers représentés. Contrairement au bolchevisme qui, lui, marquait minutieusement et ouvertement tous les changements des rapports de force au sein de la classe ouvrière, les staliniens d'Allemagne, après ceux de Russie, jouent à cache-cache. Ils ne veulent pas avouer que les comités d'usines communistes forment moins de 4 % contre 84 % de comités d'usines social-démocrates ! C'est dans cette proportion que se traduit le bilan de la politique de la « troisième période ». Mais avancera-t-on les choses d'un pouce si on appelle l'isolement des communistes dans les entreprises « front unique rouge » ?

La crise persistante du capitalisme trace au sein du prolétariat la ligne de démarcation la plus douloureuse et la plus dangereuse : celle entre les ouvriers occupés et les chômeurs. Le fait que ce soient les réformistes qui dominent dans les entreprises et les communistes parmi les chômeurs paralyse les deux parties du prolétariat. Les ouvriers occupés peuvent attendre plus longtemps, tandis que les chômeurs sont plus impatients. Aujourd'hui, leur impatience a un caractère révolutionnaire. Mais si le Parti communiste ne sait pas trouver des formes et des mots d'ordre de lutte qui puissent unir les ouvriers occupés aux chômeurs et ouvrir la perspective de l'issue révolutionnaire, l'impatience des chômeurs se dirigera inévitablement contre le Parti communiste.

En 1917, malgré la politique juste du Parti bolchevik et le développement rapide de la Révolution, les couches du prolétariat les moins favorisées et les plus impatientes, même à Petrograd, commencèrent déjà en septembre-octobre à se détourner des bolcheviks pour se rapprocher des syndicalistes et des anarchistes. Si l'insurrection d'Octobre n'eût pas éclaté à temps, la démoralisation du prolétariat aurait pris un caractère aigu et aurait amené la décomposition de la Révolution. En Allemagne, il n'est point besoin d'anarchistes : ils peuvent être remplacés par les nationaux-socialistes qui lient la démagogie anarchiste aux buts consciemment réactionnaires.

Les ouvriers ne sont nullement garantis une fois pour toutes contre l'influence des fascistes. Le prolétariat et la petite bourgeoisie représentent des vases communicants, surtout dans les conditions actuelles où l'armée de réserve des ouvriers ne peut pas ne pas fournir des petits commerçants, des colporteurs, etc., et la petite bourgeoisie des prolétaires et des lumpen prolétaires.

Les employés, le personnel technique et administratif, certaines couches de fonctionnaires formaient dans le passé un des appuis importants de la social-démocratie. Aujourd'hui, ces éléments sont passés ou passent aux nationaux-socialistes. Ils peuvent entraîner derrière eux, si ce n'est déjà fait, la couche de l'aristocratie ouvrière. Sur cette ligne, le national-socialisme envahit le prolétariat *par en-haut*.

Beaucoup plus dangereuse est cependant son invasion possible *par en bas*, à travers les chômeurs. Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspectives et sans espoirs. Les chômeurs ne sont pas une classe, mais c'est une couche sociale par trop compacte et ferme qui tend vainement à sortir de sa situation insupportable. D'une façon générale, il est vrai que seule la révolution prolétarienne peut sauver l'Allemagne de la décomposition et de la ruine, cela est avant tout vrai en ce qui concerne les millions de chômeurs.

Avec la faiblesse du Parti communiste dans les usines et dans les syndicats, sa croissance numérique ne résoud rien. Dans une nation dévorée par la crise et les contradictions, le parti d'extrême-gauche peut trouver des dizaines de milliers de nouveaux partisans, surtout quand son appareil est orienté vers le racolage individuel des membres par la voie de « l'émulation ». Tout réside dans les rapports entre le Parti et la classe. Un seul ouvrier communiste élu au comité d'usine ou à la direction d'un syndicat a une importance beaucoup plus grande que mille nouveaux membres racolés par ci, par là, entrés aujourd'hui dans le Parti pour le quitter demain.

Mais l'afflux individuel des membres au Parti ne durera pas non plus indéfiniment. Si le Parti communiste continue à retarder la lutte jusqu'au moment où il aura éliminé définitivement les réformistes, il s'apercevra qu'à partir d'un certain moment la social-démocratie cessera de perdre son influence au profit des communistes et que les fascistes commenceront à démoraliser les chômeurs qui sont la base principale du Parti communiste. Le fait de ne pas utiliser ses forces pour les tâches qui découlent de toute la situation ne se produit jamais impunément pour un parti politique.

Pour frayer le chemin à la lutte de masse, le Parti communiste essaie de faire aboutir les grèves partielles. Les succès dans ce domaine ne sont pas grands. Comme toujours, les staliniens font de l'autocritique : « nous ne savons

pas encore organiser... » « nous ne savons pas encore entraîner... » « nous ne savons pas encore animer... » et quand on dit « nous », cela signifie toujours « vous ». On ressuscite la fameuse théorie des journées de Mars 1921 : « électriser » le prolétariat par des actions offensives de la minorité. Mais les ouvriers n'ont pas besoin d'être « électrisés ». Ils veulent qu'on leur donne une perspective claire et qu'on les aide à créer les prémisses d'un mouvement de masse.

Dans sa stratégie des grèves, le Parti communiste se dirige visiblement d'après des citations fragmentaires de Lénine, interprétées par Manouïlsky ou Lozovsky. En effet, il fut un temps où les mencheviks luttèrent contre la « gréviculture » et les bolcheviks, au contraire, se placèrent à la tête de chaque nouvelle grève, entraînant des masses de plus en plus grandes dans le mouvement. Cela correspondait à la période d'éveil de nouvelles couches de la classe. Telle fut la tactique des bolcheviks en 1905, pendant l'essor industriel des années d'avant-guerre et pendant les premiers mois de la Révolution de Février.

Mais dans la période d'avant Octobre, à partir des journées de juillet 1917, la tactique des bolcheviks eut un caractère différent : ils ne poussaient pas aux grèves, ils les freinaient parce que chaque grève importante avait tendance à se transformer en combat décisif, alors que les prémisses politiques n'en étaient pas encore mûres.

Toutefois, les bolcheviks continuaient, même dans ces mois, à se mettre à la tête de toutes les grèves qui éclataient, malgré leurs avertissements, surtout dans les branches arriérées de l'industrie (textile, cuirs et peaux, etc.).

Si dans certaines conditions, les bolcheviks dirigeaient hardiment les grèves dans l'intérêt de la révolution, dans d'autres, ils retenaient les ouvriers d'entrer en grève, pour les mêmes intérêts de la révolution. Dans ce domaine, comme dans les autres, il n'existe pas de recette préparée par avance. Mais la stratégie des grèves des bolcheviks faisait toujours partie à chaque période donnée de la stratégie générale, et les ouvriers avancés voyaient clairement le lien qui unissait la partie au tout.

Où en sont les choses actuellement en Allemagne ? Les ouvriers au travail ne s'opposent pas à la réduction des salaires parce qu'ils craignent les chômeurs. Il n'y a rien d'étonnant : avec la présence de quelques millions de chômeurs la lutte gréviste syndicalement organisée de toujours est manifestement désespérée. Elle est doublement désespérée avec l'antagonisme entre les ouvriers au travail et les chômeurs. Cela n'exclut pas la possibilité de grèves partielles, surtout dans les branches d'industrie les plus arriérées et les moins centralisées. Mais ce sont précisément les ouvriers des branches d'industrie les plus importantes

qui, dans une telle situation, sont enclins à écouter les chefs réformistes. Les tentatives du Parti communiste de résoudre la lutte gréviste sans changer la situation générale au sein du prolétariat, n'amènent qu'à de petites opérations de partisans qui, même en cas de réussite, restent sans lendemain.

D'après les rapports des ouvriers communistes (il n'y a qu'à lire « Der Rote Aufbau ») on dit souvent dans les entreprises que les grèves partielles n'ont aucun sens, que seule la grève générale pourrait sortir les ouvriers de leur misère. « La grève générale » veut dire ici perspective de lutte. Les ouvriers sont d'autant moins enthousiastes des grèves isolées qu'ils ont à faire directement au pouvoir d'état : le capital monopolisateur parle aux ouvriers dans le langage des lois d'exception de Brüning (1).

Au début du mouvement ouvrier, pour entraîner les ouvriers dans la grève, les agitateurs évitaient souvent de développer les perspectives révolutionnaires et socialistes pour ne pas repousser les ouvriers. Aujourd'hui, la situation a un caractère diamétralement opposé. Les couches dirigeantes des ouvriers allemands ne peuvent se décider à entrer dans la lutte économique défensive qu'au cas où elles verront clairement les perspectives générales des luttes ultérieures. Ces perspectives, les couches dirigeantes des ouvriers allemands ne les trouvent pas dans la direction communiste.

Au sujet de la tactique des journées de Mars 1921 en Allemagne (« électriser » la minorité du prolétariat au lieu de conquérir sa majorité), l'auteur de ces lignes disait au III^e Congrès : « Quand la majorité écrasante de la classe ouvrière ne comprend pas le mouvement, ne sympathise pas avec lui ou doute de son succès, et quand la minorité, en même temps, se lance en avant et essaie par des procédés mécaniques de jeter les ouvriers dans la grève, — alors cette minorité impatiente personnifiée par le Parti, peut se heurter à la classe ouvrière et se rompre le cou ! »

Faut-il donc renoncer à la lutte gréviste ? Non, ne pas renoncer, mais créer pour cette lutte des prémisses politiques et organisation-

nelles indispensables. L'une de ces prémisses est le rétablissement de l'unité des *organisations syndicales*. La bureaucratie syndicale, bien entendu, n'en veut pas. La scission jusqu'à présent assurait, on ne peut mieux, sa situation. Mais la menace directe du fascisme change la situation dans les syndicats au détriment de la bureaucratie. L'aspiration à l'unité croît. Que la clique de Leipart essaie dans les conditions actuelles de refuser le rétablissement de l'unité, cela doublera ou triplera d'un seul coup l'influence communiste au sein des syndicats. Si l'unité se fait, tant mieux : devant les communistes s'ouvre un large terrain d'activité. Ce ne sont pas des demi-mesures qu'il faut, mais un tournant hardi !

Sans une large campagne contre la vie chère, pour la réduction de la semaine de travail, contre les diminutions des salaires ; sans avoir entraîné dans cette lutte les chômeurs la main dans la main avec les ouvriers au travail ; sans l'application couronnée de succès de la politique de front unique, les petites grèves improvisées ne feront pas déboucher le mouvement dans la voie large.

★★

Les social-démocrates de gauche parlent de la nécessité, « au cas où les fascistes arriveraient au pouvoir », de recourir à la grève générale. Leipart lui-même doit parader, sans doute, avec de telles menaces dans son cabinet de travail. A ce sujet, la *Rote Fahne* parle de luxembourgeoisisme. C'est une calomnie contre la grande révolutionnaire. Si Rosa Luxembourg en effet surestima l'importance propre de la grève générale pour la question du pouvoir, elle comprit très bien qu'on ne peut pas provoquer arbitrairement la grève générale, que celle-ci doit être préparée par toute la marche antérieure du mouvement ouvrier, par la politique du Parti et des syndicats. Mais dans la bouche des social-démocrates de gauche, la grève des masses sert plutôt de mythe consolateur qui domine la triste réalité.

Les social-démocrates français promirent, pendant plusieurs années, de recourir à la grève générale en cas de guerre. Le Congrès de Bâle en 1912 promit même de recourir à l'insurrection révolutionnaire. Mais la menace de grève générale, de même que la menace d'insurrection, avait dans ce cas le caractère de foudres théâtrales. Il ne s'agit là nullement de l'opposition entre la grève et l'insurrection, mais de l'attitude abstraite, formelle, verbale envers la grève et envers l'insurrection. Le réformiste armé de l'abstraction de la révolution — tel fut en général le type du social-démocrate à la Bebel d'avant-guerre. Le réformiste d'après-guerre qui brandit la menace de la grève générale n'est qu'une caricature animée.

(1) Certains ultra-gauchistes (par exemple, le groupe italien des bordiguistes) considèrent que le front unique n'est admissible que dans la lutte économique. La tentative de séparer la lutte économique de la lutte politique est, à notre époque, moins réalisable que jamais. L'exemple de l'Allemagne où les contrats collectifs sont annulés et les salaires diminués par voie de décrets gouvernementaux, devrait faire comprendre cette vérité même aux petits enfants.

Rappelons, en passant, que dans leur stade actuel, les staliniens font renaitre certains préjugés originels du bordiguisme. Il n'est pas étonnant que le groupe « Promééo » qui n'apprend rien et qui n'avance pas d'un pas, se trouve aujourd'hui, dans la période de zigzag ultra-gauchiste de l'I. C., beaucoup plus près des staliniens que de nous.

La direction communiste se comporte envers la grève générale avec, bien entendu, beaucoup plus d'honnêteté. Mais la clarté lui manque dans cette question. Or, la clarté est nécessaire. La grève générale est un moyen de lutte très important, mais ce n'est pas un moyen universel. Il y a des cas où la grève générale peut affaiblir les ouvriers plus que leur ennemi direct. La grève doit être un élément important du calcul stratégique et non une poussée dans laquelle est noyée toute stratégie.

D'une façon générale, la grève générale est un instrument de lutte du plus faible contre le plus fort ou, pour mieux préciser, de celui qui, au début de la lutte, se croit plus faible contre celui qu'il croit plus fort : si je ne puis pas me servir moi-même d'un instrument important, j'essaierais d'empêcher mon adversaire de s'en servir ; je ne peux pas tirer le canon, j'en retirerais, tout au moins, le percuteur. Telle est « l'idée » de la grève générale.

La grève générale fut toujours un instrument de lutte contre le pouvoir d'état établi, qui dispose des chemins de fer, du télégraphe, des forces militaires et policières, etc. En paralysant l'appareil d'état, la grève générale « faisait peur » aux autorités, ou bien créait des prémisses pour la solution révolutionnaire de la question du pouvoir.

La grève générale s'avère être un moyen de lutte particulièrement efficace là où les masses travailleuses ne sont mues que par la colère révolutionnaire, mais sont privées d'organisations et d'état-major de combat, et ne peuvent ni estimer par avance le rapport des forces ni élaborer un plan d'opération. Ainsi, on peut se présenter que la révolution anti-fasciste en Italie, commencée par telles ou telles autres rencontres isolées, passe inévitablement par le stade de la grève générale. Ce n'est que par cette voie que le prolétariat dispersé de l'Italie actuelle se sentira de nouveau uni en classe et mesurera la force de résistance de l'ennemi qu'il aura à renverser.

On n'aurait à lutter contre le fascisme en Allemagne par la grève générale qu'au cas où le fascisme serait déjà arrivé au pouvoir et se serait emparé solidement de l'appareil d'état. Mais s'il s'agit de la tentative d'empêcher les fascistes de s'emparer du pouvoir, le mot d'ordre de grève générale devient par avance un lieu commun.

Pendant la marche de Kornilov sur Petrograd, ni les bolcheviks ni les Soviets dans leur ensemble ne songèrent à déclarer la grève générale. Sur les chemins de fer il s'agissait pour les ouvriers et les employés de transporter les armées révolutionnaires et de bloquer les troupes kornilovistes. Les usines ne s'arrêtaient que dans la mesure où les ouvriers devaient partir sur le front. Les entreprises qui desservaient le front révolutionnaire travaillaient avec une énergie redoublée.

Pendant l'insurrection d'Octobre, il ne fut pas non plus question de grève générale. Les usines et les régiments furent, dans leur majorité, déjà la veille de l'insurrection, soumis à la direction bolchevik du Soviet. Appeler les usines à la grève aurait signifié, dans ces conditions, s'affaiblir soi-même et non affaiblir l'adversaire. Sur les chemins de fer, les ouvriers s'efforçaient d'aider l'insurrection ; les employés, sous couvert de neutralité, aidaient la contre-révolution. La grève générale des chemins de fer n'aurait pas eu de sens : la question fut résolue par la prépondérance des ouvriers sur les employés.

Si, en Allemagne, la lutte surgit des rencontres partielles causées par la provocation fasciste, il est fort douteux que l'appel à la grève générale corresponde à la situation. La grève générale signifierait avant tout : couper une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre. Il est plus difficile de trouver et de réunir les ouvriers qui ne travaillent pas. Dans ces conditions, les fascistes qui ne manquent pas d'états-majors, peuvent avoir, grâce à la direction centralisée, un certain avantage. Il est vrai que leurs masses sont tellement éparpillées que, même dans ces conditions, le complot des fascistes peut être mis en déroute. Mais c'est là un autre côté du problème.

La question des voies de communication, par exemple, doit être envisagée non du point de vue du « prestige » de la grève générale qui exige que tous chôment, mais du point de vue de la nécessité du combat : à qui et contre qui les voies de communication serviront-elles pendant le conflit ?

Il faut se préparer, par conséquent, non pas à la grève générale, mais à repousser les fascistes. Cela signifie : créer partout des bases d'appui, des brigades de choc, des réserves, des états-majors locaux et des centres de direction, une bonne liaison entre eux, des plans élémentaires de mobilisation.

Ce qu'ont fait les organisations locales dans le coin provincial de Bruchsal ou de Klingental, où les communistes avec le S. A. P. et les syndicats, boycottés par le sommet réformiste, ont créé une organisation de défense est, malgré les dimensions modestes, un exemple pour tout le pays. O chefs vénérés, ô sages stratèges, a-t-on envie de leur crier d'ici : apprenez chez les ouvriers de Klingental, imitez-les, élargissez leur exemple, précisez ses formes, apprenez chez les ouvriers de Bruchsal et de Klingental !

La classe ouvrière allemande dispose d'organisations politiques, économiques et sportives puissantes. C'est bien en cela que consiste la différence entre le « régime Brüning » et le « régime Hitler ». Il n'y a là aucun mérite de Brüning : la faiblesse bureaucratique n'est pas un mérite. Mais il faut voir ce qui est. Le fait

principal, le fait fondamental, le fait capital consiste en ceci que la classe ouvrière d'Allemagne est encore armée de toutes ses organisations. Si elle est faible, c'est parce que sa force organisée est mal appliquée. Mais il suffit d'étendre à tout le pays l'expérience de Klingental et l'Allemagne aura un autre aspect. Envers les fascistes, la classe ouvrière pourra, dans ces conditions, employer des moyens de lutte beaucoup plus efficaces et plus directs que la grève générale. Mais si à la suite d'un concours de circonstances, il s'avérait que le recours à la grève générale soit indispensable (une telle nécessité pourrait être provoquée par des rapports déterminés entre les fascistes et les

organes de l'état), le système des comités de défense sur la base du front unique pourrait provoquer une grève générale avec un succès garanti par avance.

La lutte ne s'arrêterait pas à cette étape. Qu'est-ce, au fond, que l'organisation de défense de Bruchsal et de Klingental ? Il faut savoir discerner ce qui est grand dans les petits faits : c'est un Soviet local de députés ouvriers. Il ne se fait pas appeler ainsi et il ne se sent pas tel parce qu'il s'agit d'un petit coin de province. Ici aussi, la quantité détermine la qualité. Transportez cette expérience à Berlin et vous aurez le Soviet berlinois des députés ouvriers !



Le contrôle ouvrier et la collaboration avec l'U. R. S. S.

Quand nous parlons de mots d'ordre de la période révolutionnaire il ne faut pas comprendre cela trop étroitement. On ne peut créer les Soviets que dans une période révolutionnaire. Mais quand celle-ci commence-t-elle ? On ne peut pas le trouver dans un calendrier. On ne peut le saisir que par l'action. Les Soviets doivent être créés au moment où ils peuvent l'être (1).

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier de la production se rapporte dans son ensemble à la même période que la création des Soviets. Mais cela non plus ne doit pas être compris mécaniquement. Les conditions particulières peuvent amener les masses au contrôle de la production bien avant qu'elles ne soient prêtes à commencer à édifier des Soviets.

Brandler et son ombre gauche — Urbahns — mettaient en avant le mot d'ordre du contrôle de la production indépendamment de la situation politique. Il n'en est rien sorti, hormis le discrédit du mot d'ordre lui-même. Mais il serait faux de renoncer au mot d'ordre maintenant, dans les conditions de crise politique aiguë, pour la seule raison qu'il n'y a pas encore d'offensive des masses. Pour l'offensive elle-même, il faut des mots d'ordre qui déterminent la perspective du mouvement. La période de propagande doit inévitablement précéder la pénétration du mot d'ordre dans les masses.

La campagne en faveur du contrôle ouvrier peut commencer, suivant les circonstances, non pas sous l'angle de la production, mais sous celui de la consommation. La réduction du prix des marchandises promise par le gouvernement Brüning en même temps que la réduction des salaires n'a pas été réalisée. Cette question ne peut pas ne pas intéresser vivement les couches les plus arriérées du prolétariat qui, aujourd'hui, sont encore loin de penser à la prise du pouvoir. Le contrôle ouvrier sur les frais de la production et sur les bénéfices commerciaux est la seule forme réelle de lutte pour la réduction des primes. Dans les conditions de mécontentement général, les commissions ouvrières avec la participation des ouvrières-ménagères pour contrôler les causes de la hausse sur la margarine, peuvent devenir un commencement effectif du contrôle ouvrier de la pro-

duction. Bien entendu, ce n'est qu'une des voies possibles, donnée en exemple. Il ne s'agit pas encore de la direction de la production : l'ouvrière n'en voudra pas, cette pensée est loin d'elle. Mais du contrôle de la consommation, il lui sera plus facile de passer au contrôle de la production, et de là à la direction immédiate, suivant le développement général de la révolution.

Le contrôle de la production dans l'Allemagne contemporaine, dans les conditions de la crise actuelle, signifie non seulement le contrôle sur les entreprises qui fonctionnent, mais aussi sur les entreprises qui fonctionnent à moitié ou qui sont complètement arrêtées. Cela présuppose l'association au contrôle des ouvriers qui travaillaient dans les entreprises en question avant d'être renvoyés. La tâche doit être la suivante : faire marcher les entreprises mortes, sous la direction des comités d'usine et sur la base d'un plan économique. Cela fait surgir immédiatement la question de la gestion étatique de la production, c'est-à-dire de l'expropriation des capitalistes par l'état ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est donc pas un état durable, « normal », comme le sont les contrats collectifs ou les assurances sociales. Le contrôle est une mesure transitoire, dans les conditions de tension extrême de la lutte de classe et n'est concevable que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de la production.

Les brandlériens accusent l'opposition de gauche de leur avoir volé le mot d'ordre du contrôle de la production, après s'être moqué de ce mot d'ordre durant des années. Cette accusation vient d'une façon assez inattendue ! Le mot d'ordre du contrôle de la production fut lancé pour la première fois à une large échelle par le Parti bolchevik en 1917. A Petrograd, la direction de toute la campagne, dans ce domaine, comme dans tous les autres, se trouvait aux mains du Soviet. Ayant observé de près ce travail, y ayant participé, je déclare : nous n'avons pas besoin de solliciter l'initiative de Thalheimer-Brandler ou de se servir de leurs indications théoriques. L'accusation de « plagiat » est formulée avec une certaine imprudence.

Mais le malheur n'est pas là. La deuxième partie de l'accusation est beaucoup plus grave : jusqu'à présent, les « trotskystes » s'opposaient à la campagne pour le mot d'ordre du contrôle de la production, et maintenant ils sont pour ce mot d'ordre. Les brandlériens voient là notre inconséquence ! En réalité, ils ne font que révéler leur incompréhension complète de la dialectique révolutionnaire dont est imprégné le mot d'ordre du contrôle ouvrier que les brandlériens réduisent à la valeur d'une recette technique pour « la mobilisation des masses ». Ils ne font que se condamner eux-mêmes quand ils se targuent d'avoir répété

(1) Rappelons qu'en Chine les staliniens s'opposaient à la création des Soviets en période d'essor révolutionnaire, et quand on décida d'organiser à Canton l'insurrection pendant la vague de reflux, les masses furent appelées à la création des Soviets le jour même de l'insurrection !

depuis plusieurs années déjà un mot d'ordre qui n'est applicable que dans une période révolutionnaire. Le pic qui toute sa vie frappe avec son bec l'écorce du chêne, croit, lui aussi, sans doute, en son for intérieur que le bûcheron qui a abattu l'arbre à coups de hache n'a fait que le plagier criminellement.

Ainsi, pour nous le mot d'ordre de contrôle est lié à la période de la dualité de pouvoir dans la production qui correspond au passage du régime bourgeois au régime prolétarien. Non, objecte Thelheimer : la dualité de pouvoir devrait signifier « l'égalité de droit avec les patrons » ; mais les ouvriers luttent pour la direction totale dans les entreprises. Eux, les brandlériens, ne permettent pas de « châtrer » — c'est dit tel que ! — le mot d'ordre révolutionnaire. Pour eux « le contrôle de la production signifie la direction de la production par les ouvriers » (17 janvier). Mais pourquoi alors appeler *contrôle* la *direction* ? Dans la langue universelle, on appelle contrôle le travail de surveillance et de vérification par une institution du travail d'une autre institution. Le contrôle peut être très actif, autoritaire et général. Mais il reste toujours le contrôle. L'idée même de ce mot d'ordre est née du régime transitoire dans les entreprises où le capitaliste et son administrateur ne peuvent plus faire un pas sans le consentement des ouvriers ; mais où, d'autre part, les ouvriers n'ont pas encore créé de prémisses politiques pour la nationalisation, ils n'ont pas encore acquis la technique de la direction, n'ont pas encore créé des organes nécessaires pour cela. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de la direction des ateliers, mais aussi de l'écoulement de la production, de l'approvisionnement de l'usine en matières premières, en matériaux de construction, de crédits, etc.

Le rapport de forces à l'usine est déterminé par la puissance de la poussée générale exercée par le prolétariat sur la société bourgeoise. En général, le contrôle n'est concevable qu'avec une prépondérance inoubliable des forces politiques du prolétariat sur celles du capital. Mais il est faux de croire que, dans la révolution, toutes les questions se résolvent par la violence : on peut s'emparer des usines à l'aide des gardes rouges ; pour diriger ces usines, il faut des prémisses juridiques et administratives nouvelles ; il faut ensuite des connaissances, l'expérience et les organismes appropriés. Il faut une certaine période d'apprentissage. Le prolétariat est intéressé à ce que, pendant cette période, la direction reste entre les mains de l'administration expérimentée, mais il l'oblige à ouvrir tous les livres et établit une surveillance vigilante sur toutes ses liaisons et toute son activité.

Le contrôle ouvrier commence d'une entreprise isolée. L'organe du contrôle est le comité d'usine. Ces organes de contrôle des usines

établissent une liaison entre eux, suivant les liens économiques existant entre les entreprises. A ce stade, il n'y a pas encore de plan économique général. La pratique du contrôle ouvrier ne fait que préparer les éléments de ce plan.

Quant à la gestion ouvrière de la production, elle vient, au contraire, d'en haut même à ses débuts et d'une façon beaucoup plus nette parce qu'elle est directement liée au pouvoir et au plan économique général. Ce ne sont plus les *comités* d'usine qui assument le rôle d'organe de direction, mais les *Soviets* centralisés. Le rôle des comités d'usine reste bien entendu, très important. Mais dans le domaine de direction de la production, ce n'est plus un rôle dirigeant, mais un rôle auxiliaire.

En Russie, où le haut personnel technique fut persuadé comme la bourgeoisie, que les bolcheviks ne tiendront pas plus de quelques semaines et employa, par suite, toutes les formes de sabotage, refusant quelque accord que ce soit, l'étape du contrôle ouvrier ne s'est pas développée. Entre temps, la guerre civile ruina l'économie en transformant les ouvriers en soldats. C'est pourquoi l'expérience de la Russie est très peu instructive en ce qui concerne le contrôle ouvrier, comme régime particulier de la production. Mais cette expérience est d'autant plus précieuse d'un autre point de vue : elle démontre que, même dans un pays arriéré, malgré le sabotage général non seulement de la part des patrons mais aussi de la part du personnel administratif et technique, le jeune prolétariat inexpérimenté, entouré d'un cercle d'ennemis a su organiser tant bien que mal la direction de la production. Alors qu'est-ce que la classe ouvrière allemande ne pourrait réaliser !

Le prolétariat, comme nous l'avons dit, est intéressé que le passage de la production capitaliste-privée à la production capitaliste-étatique et socialiste se fasse avec le moins de secousses économiques possibles, avec le moins de gaspillage du bien public. Voilà pourquoi, tout en se rapprochant du pouvoir et même en s'en emparant par la lutte la plus hardie et la plus décisive le prolétariat montrera qu'il est entièrement prêt à créer le régime transitoire dans les usines, dans les fabriques et dans les banques.

Les rapports dans la production pendant la révolution seront-ils autres en Allemagne qu'ils ne le furent en Russie ? Il n'est pas facile de répondre à cette question, surtout de loin. La marche réelle de la lutte de classe peut ne pas laisser de place pour le contrôle ouvrier comme étape particulière. Avec la tension et le développement extrême de la lutte, avec la croissance de la poussée des ouvriers, d'une part, et le sabotage des patrons et de l'administration, d'autre part, il est possible qu'il ne reste plus de place pour les accords, même pro-

visoires. La classe ouvrière aura dans ce cas, à prendre, en même temps que le pouvoir, la gestion complète des entreprises entre ses mains. L'état actuel de l'industrie à moitié paralysée et la présence d'une armée énorme de chômeurs rendent un tel « raccourci » assez probable.

Mais, d'autre part, la présence des organisations puissantes dans la classe ouvrière, l'éducation des ouvriers allemands dans le sens d'actions systématiques et non d'improvisations, la lenteur dans l'ébranlement révolutionnaire des masses sont autant de conditions qui concourent en faveur de la première voie. C'est pourquoi il serait inadmissible de renoncer par avance au mot d'ordre du contrôle de la production.

Toutefois, il est évident que pour l'Allemagne encore plus que pour la Russie, le mot d'ordre du contrôle ouvrier a un sens différent de celui de la direction ouvrière. Comme plusieurs autres mots d'ordre transitoires, il garde une importance énorme indépendamment de la question de savoir dans quelle mesure il sera réalisé et s'il le sera en général.

Par la volonté de créer des formes transitoires de contrôle ouvrier, l'avant-garde prolétarienne gagne à ses côtés les couches les moins progressives du prolétariat, elle neutralise certains groupements de la petite bourgeoisie, surtout les employés des services techniques, de l'administration, du commerce, des banques. Si les capitalistes et toute la couche supérieure de l'administration développent une résistance, recourent aux méthodes de sabotage économique, la responsabilité des mesures de rigueur qui en découleraient tombera, aux yeux du peuple, sur les classes ennemies et non sur les ouvriers. Tel est le sens politique complémentaire du mot d'ordre de contrôle ouvrier, outre son sens économique et administratif indiqué plus haut.

Dans tous les cas, le fait que des gens qui lançaient le mot d'ordre du contrôle dans la situation non-révolutionnaire et lui imprimaient, ainsi, un caractère réformiste, nous accusent d'hésitation centriste parce que nous nous refusons à identifier le contrôle et la direction de la production — ce fait est par lui-même le comble du cynisme politique.

Les ouvriers qui s'élèveront jusqu'à la compréhension des problèmes de la direction de la production ne voudront pas et ne sauront pas s'enivrer de phrases. Ils sont habitués dans les usines à manier un matériel beaucoup moins souple que les phrases, et ils comprendront notre pensée beaucoup mieux que les bureaucrates : le véritable esprit révolutionnaire consiste non à employer la violence partout et toujours et encore moins à se gargariser avec des phrases sur la violence. Là où la violence est nécessaire, il faut l'employer hardiment, décidément et jusqu'au bout. Mais

il faut savoir les limites de la violence, il faut savoir où la violence doit se combiner avec la manœuvre, le coup avec l'accord. Aux journées anniversaires de Lénine, la bureaucratie stalinienne répète les phrases apprises sur le « réalisme révolutionnaire » pour le bafouer avec d'autant plus de liberté durant les 364 autres jours de l'année.

★ ★

Les théoriciens prostrués du réformisme essaient de découvrir l'aube du socialisme dans les décrets d'exception contre les ouvriers. Du « socialisme de guerre » des Hohenzollern au socialisme policier de Brüning !

Les idéologues bourgeois de gauche rêvent d'une économie capitaliste planifiée. Mais le capitalisme a réussi à démontrer que, d'après un plan établi d'avance, il n'est capable que d'épuiser les forces productives dans les intérêts de la guerre. Au surplus, comment voulez-vous régulariser l'indépendance de l'Allemagne avec ses chiffres énormes d'importation et d'exportation, du marché mondial.

De notre côté, nous proposons de commencer par le secteur des relations germano-soviétiques, c'est-à-dire par l'élaboration d'un large plan de coopération des économies soviétique et allemande en vue du second plan quinquennal et en vue de le compléter. Des dizaines et des centaines d'usines importantes pourraient être mises en marche totale. Le chômage en Allemagne pourrait être liquidé entièrement — sans qu'il soit nécessaire pour cela de plus de deux ou trois années — sur la base du plan économique qui embrasserait toutes les branches de ces deux pays seulement.

Les dirigeants de l'industrie capitaliste de l'Allemagne ne peuvent pas, bien entendu, élaborer un tel plan parce qu'il signifie leur auto-évincement social. Mais le gouvernement soviétique, avec la collaboration des organisations ouvrières allemandes et avant tout des syndicats et des représentants progressifs de la technique allemande, peut et doit élaborer un plan tout à fait réel, capable d'ouvrir vraiment des perspectives grandioses. Combien pitoyables paraîtront tous ces « problèmes » de réparations et de pfennigs additionnels de douane à côté des possibilités qu'ouvre la combinaison des ressources des matières premières, des ressources techniques et d'organisation des économies soviétique et allemande.

Les communistes allemands font une large propagande en faveur de la construction soviétique. C'est un travail indispensable. Ils tombent, en faisant cela, dans des exagérations et des enjolivements suaves. C'est parfaitement inutile. Mais le pis est qu'ils ne savent pas lier les succès et les difficultés de l'économie soviétique avec les intérêts immédiats du prolétariat allemand, avec le chômage, la réduction

tion des salaires et la situation économique générale sans issue de l'Allemagne. Ils ne savent pas et ils ne veulent pas poser la question de la collaboration germano-soviétique sur une base rigoureusement réaliste et en même temps profondément révolutionnaire.

Tout au début de la crise — voilà bientôt deux ans — nous avons soulevé cette question dans la presse. Les staliniens s'écrièrent immédiatement que nous croyons en la coexistence pacifique du socialisme et du capitalisme, que nous voulons sauver le capitalisme, etc. Ils n'ont pas prévu et n'ont pas compris une seule chose : quel facteur puissant de la révolution socialiste peut devenir le plan économique concret de collaboration, si on en fait l'objet de discussion dans les syndicats dans les réunions d'usines, parmi les ouvriers non seulement des entreprises en activité, mais aussi des entreprises fermées, si on le lie au mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production et, ensuite, au mot d'ordre de la prise du pouvoir. Parce que la réalisation d'une collaboration internationale effective suivant un plan n'est possible qu'avec le monopole du commerce extérieur en Allemagne, avec la nationalisation des moyens de production, en d'autres termes, avec la dictature du prolétariat. Sur cette voie on pourrait amener à la lutte pour le pouvoir de nouveaux millions d'ouvriers sans parti, social-démocrates et catholiques.

Les Tarnow font peur aux ouvriers en disant que la désorganisation de l'industrie, à la suite de la révolution, créerait le chaos effroyable, la famine, etc. N'oublions pas que ces mêmes gens soutenaient la guerre impérialiste qui ne pouvait rien apporter d'autre au prolétariat que des souffrances, des désastres, des humiliations. Jeter sur les épaules du prolétariat les souffrances de la guerre sous le drapeau des Hohenzollern ? Oui ; apporter des sacrifices à la révolution sous le drapeau du socialisme ? — cela, jamais !

Les phrases au sujet de « nos ouvriers alle-

mands » qui n'accepteront jamais de « tels sacrifices » sont, en même temps qu'une flatterie une calomnie contre les ouvriers allemands. Malheureusement, les ouvriers sont trop patients. La révolution socialiste ne demandera au prolétariat allemand pas même la centième partie des sacrifices qu'a engloutis la guerre des Hohenzollern-Leipart-Wels.

De quel chaos parlent les Tarnow ? La moitié du prolétariat allemand est jetée à la rue. Même si la crise était atténuée dans un an ou deux, elle reviendrait de nouveau dans cinq ans sous une forme encore beaucoup plus effroyable, sans parler du fait que les convulsions de l'agonie du capitalisme ne peuvent pas ne pas amener une nouvelle guerre. De quel chaos veulent faire peur les Hilferding ? Si la révolution socialiste surgissait d'une industrie capitaliste prospère — ce qui, d'une façon générale, est impossible — alors dans les premiers mois et les premières années, le changement des régimes économiques, avec la rupture des anciennes proportions et l'instabilité des proportions nouvelles, pourraient vraiment amener un abaissement *provisoire* de l'économie. Mais le socialisme dans l'Allemagne actuelle aurait à faire à une économie dont les forces productives ne travaillent qu'à moitié. La régularisation de l'économie aurait ainsi, dès le début 50 % de réserves. Cela suffit amplement pour compenser les pertes provenant des tâtonnements du début, pour amortir les chocs brusques du nouveau système et pour l'assurer même contre l'abaissement provisoire des forces productives. En langage conventionnel des chiffres, cela veut dire que, si d'une économie capitaliste à 100 %, la révolution socialiste devrait, au début, descendre peut-être à un niveau de 75 % et même de 50 %, la révolution du prolétariat qui part d'une économie capitaliste à 50 % ne peut que s'élever au niveau de 75 % et de 100 %. Pour donner, ensuite, un essor incomparable à tout ce qu'a connu le passé.



La situation est-elle désespérée ?

Mobiliser d'un coup la majorité de la classe ouvrière pour l'offensive est une tâche difficile. Après les défaites des années 1919, 1921 et 1923, après les aventures de la « troisième période », les ouvriers allemands qui sont déjà assez liés par leurs organisations conservatrices puissantes, ont vu se développer en eux des centres de rétention. Mais, d'autre part, la solidité organisationnelle des ouvriers allemands qui n'a presque pas permis jusqu'à maintenant au fascisme de pénétrer dans leurs rangs, ouvre les plus larges possibilités aux combats *défensifs*.

Il ne faut pas oublier que la politique de front unique est, en général beaucoup plus efficace dans la défensive que dans l'offensive. Les couches conservatrices ou arriérées du prolétariat sont plus facilement entraînées dans la lutte pour la défense de ce qu'elles possèdent déjà que pour la conquête d'acquisitions nouvelles.

Les décrets d'exception de Brüning et les menaces de Hitler sont, en ce sens, un signal d'alarme « idéal » pour la politique de front unique. Il s'agit de la défensive dans le sens le plus élémentaire et le plus évident du mot. Le front unique peut entraîner dans ces conditions les masses les plus larges de la classe ouvrière. Bien plus : les buts de la lutte ne peuvent pas ne pas déterminer la sympathie des couches inférieures de la petite bourgeoisie, y compris les boutiquiers des quartiers et des districts ouvriers.

Malgré toutes ses difficultés et tous ses dangers, la situation en Allemagne enferme en elle des avantages énormes pour le parti révolutionnaire : elle dicte impérieusement un plan stratégique clair : de la défensive à l'offensive. Sans renoncer un seul instant à son but principal : la conquête du pouvoir, le Parti communiste adopte, pour les actions immédiates, une position de défensive. « Classe contre classe » — il faut rendre à cette formule sa signification effective !

La résistance des ouvriers contre l'offensive du capital et de l'État provoquera inévitablement une offensive renforcée du fascisme. Si modestes que soient les premiers pas défensifs, la réaction de la part de l'adversaire resserrera immédiatement les rangs du front unique, elle élargira les tâches, elle forcera à employer des méthodes plus décisives, elle rejettera du front unique les couches réactionnaires de la bureaucratie, elle élargira l'influence du communisme, faisant tomber les cloisons qui divisent les ouvriers et préparent ainsi le passage de la défensive à l'offensive.

Si dans les combats défensifs le Parti communiste acquiert le rôle dirigeant — avec une politique juste, cela lui est assuré — alors, pendant le passage à l'offensive il n'aura pas du tout à demander l'avis des sommets réformistes et centristes. Ce sont les masses qui décident : à partir du moment où les masses se séparent de la direction réformiste, les accords avec cette dernière perdent tout leur sens. Perpétuer le front unique signifierait ne pas comprendre la dialectique de la lutte révolutionnaire et transformer le front unique de tremplin en barrière.

Les situations politiques les plus difficiles sont, dans un certain sens, les plus faciles à résoudre : elles ne permettent qu'une seule solution. Désigner clairement la tâche par son nom signifie déjà, en principe, trouver sa solution : du front unique au nom de la défensive, vers la conquête du pouvoir sous le drapeau du communisme.

Y réussira-t-on ? La situation est difficile. L'ultimatum ultra-gauchiste appuie le réformisme. Le réformisme soutient la dictature bureaucratique de la bourgeoisie. La dictature bureaucratique de Brüning prolonge l'agonie économique du pays et nourrit le fascisme.

La situation est très difficile, très dangereuse, mais nullement désespérée. Si fort qu'il soit, l'appareil stalinien même armé de l'autorité usurpée et des ressources matérielles de la Révolution d'Octobre, n'est pas tout-puissant. La dialectique de la lutte de classes est plus forte. Il n'y a qu'à l'aider à temps.

Aujourd'hui, beaucoup de gens de « gauche » affectent le pessimisme en ce qui concerne le sort de l'Allemagne. En 1923, disent-ils quand le fascisme fut encore très faible et que le Parti communiste avait une influence sérieuse dans les syndicats et les comités d'usine, le prolétariat n'a pas gagné la victoire — comment peut-on alors attendre une victoire maintenant où le Parti est devenu plus faible et le fascisme incomparablement plus fort ?

Si impressionnant qu'il soit à première vue, cet argument est faux. En 1923, les choses n'ont pas été poussées jusqu'à la lutte : le Parti a évité le combat devant le fantôme du fascisme. Sans lutte, il ne peut pas y avoir de victoire. C'est précisément la force du fascisme et sa poussée qui excluent cette fois-ci la possibilité de renoncer à la lutte. On n'évitera pas la lutte. Et si la classe ouvrière allemande s'engage dans la lutte, elle peut vaincre. Elle doit vaincre.

Hier encore, les grands chefs disaient : « Que les fascistes viennent au pouvoir, nous ne craignons rien, ils s'épuiseront vite etc. ». Cette pensée dominait les sommets du Parti pendant plusieurs mois. Si cette pensée s'était définitivement enracinée, cela aurait signifié que le Parti communiste allait endormir le prolétariat au chloroforme avant qu'Hitler lui coupe

la tête. Là résidait tout le danger. Aujourd'hui, personne ne le répète plus. Nous avons acquis une première position. La pensée selon laquelle on doit écraser le fascisme avant son arrivée au pouvoir est lancée parmi les masses ouvrières. C'est une acquisition très précieuse. Il faut s'y appuyer dans toute l'agitation ultérieure.

L'opinion des masses ouvrières est très tourmentée. Elles sont tourmentées par le chômage, par la misère. Mais ce qui les tourmente le plus, c'est la confusion de la direction, le gâchis. Les ouvriers comprennent qu'il ne faut pas laisser Hitler arriver au pouvoir. Mais comment ? On ne le voit pas. La direction générale, au lieu d'aider. Mais les ouvriers veulent la lutte.

Voici un fait frappant qui, à en juger de loin, est resté insuffisamment apprécié : les mineurs de Hirsch-Dunker ont déclaré que le régime capitaliste doit être remplacé par le régime socialiste ! Mais cela veut dire que demain ils accepteront de créer des Soviets comme organes de toute la classe. Il est bien possible qu'ils y consentent déjà aujourd'hui : il faut seulement savoir le leur demander ! Seul ce symptôme est mille fois plus important et plus convaincant que toutes les appréciations impressionnistes des littérateurs et des orateurs qui se plaignent dédaigneusement des masses.

On observe, en effet, dans les rangs du Parti communiste une passivité, malgré les hurlements de l'appareil. Mais pourquoi ? Les militants de la base viennent de plus en plus rarement aux réunions des cellules où on ne les nourrit que de paille sèche. Les idées qu'on leur apporte d'en haut ne sont applicables ni à l'usine, ni dans la rue. L'ouvrier ressent la contradiction irréconciliable qui existe entre ce qu'il lui faut quand il se trouve devant les masses et ce qu'on lui apporte dans les réunions officielles du Parti. L'atmosphère artificielle créée par l'appareil criard, fanfaron et ne souffrant pas d'objection, devient insupportable aux membres de la base du Parti. De là le vide et le froid qui règnent dans les réunions du Parti. Ce n'est pas l'absence du désir de lutter mais un trouble politique et en même temps une sourde protestation contre la direction toute-puissante mais sans cervelle.

Le trouble qui existe dans les rangs du prolétariat encourage les fascistes. Leur offensive continue. Le danger augmente. Mais c'est précisément l'approche du danger fasciste qui aiguëra considérablement l'ouïe et la vue des ouvriers avancés et créera une atmosphère favorable aux propositions claires et simples qui conduisent à l'action.

Se référant à l'exemple de Braunschweig, Münzenberg écrivit en novembre dernier : « Il ne peut plus y avoir de doutes aujourd'hui que ce front unique surgit d'un coup, spontanément,

sous la pression de la terreur et des attaques fascistes renforcées ». Münzenberg ne nous explique pas pourquoi le Comité Central dont il fait partie n'a pas fait de l'événement de Braunschweig le point de départ d'une politique hardie de front unique ? Peu importe : sans cesser d'étaler sa propre incohérence, Münzenberg fait néanmoins un pronostic juste.

L'approche du danger fasciste ne peut pas ne pas provoquer la radicalisation des ouvriers social-démocrates et même de couches considérables de l'appareil réformiste. L'aile révolutionnaire du S. A. P. fera certainement un pas en avant. D'autant plus inévitable est, dans ces conditions, le tournant de l'appareil communiste, fût-ce au prix de fissures internes et de scissions. Il faut s'orienter uniquement sur une telle tendance du développement.

Le tournant des stalinien est inévitable. Certains symptômes qui donnent la mesure de la pression venant d'en bas se manifestent déjà aujourd'hui : certains arguments sont remplacés par certains autres, la phraséologie devient plus embrouillée, les mots d'ordre plus ambigus ; en même temps on exclut du Parti tous ceux qui furent assez imprudents de comprendre les tâches avant le Comité Central. Tout cela, ce sont des symptômes sûrs de l'approche du tournant, et non seulement des symptômes.

Nous avons vu plus d'une fois dans le passé que la bureaucratie stalinienne, après avoir gâché des centaines de tonnes de papier à polémique contre le « trotskysme » contre-révolutionnaire, accomplissait ensuite un tournant brusque et essayait de réaliser le programme de l'opposition de gauche — parfois, il est vrai, avec un retard désespéré.

En Chine, le tournant fut accompli trop tard et sous une forme telle qu'il n'a fait qu'achever la Révolution (insurrection de Canton !). En Angleterre le « tournant » fut accompli par l'adversaire, c'est-à-dire par le Conseil Général qui rompit avec les stalinien quand il n'eut plus besoin d'eux. Mais en U. R. S. S. le tournant de 1928 arriva encore à temps pour sauver la dictature de la catastrophe qui approchait. Il n'est pas difficile de trouver les causes des différences entre ces trois grands exemples. En Chine le jeune Parti communiste inexpérimenté croyait aveuglément dans la direction moscovite ; la voix de l'opposition russe n'eut même pas le temps d'arriver en Chine. A peu près la même chose se produisit en Angleterre. En U. R. S. S., l'opposition de gauche se trouva sur place et mena sa campagne contre la politique du koulak sans interruption. En Chine et en Angleterre, Staline et Cie risquaient à distance ; en U. R. S. S., il s'agissait de leur propre tête.

L'avantage politique de la classe ouvrière allemande consiste déjà en ce que toutes les

questions sont posées publiquement et à temps ; l'autorité de la direction de l'I. C. est beaucoup affaiblie ; l'opposition marxiste agit sur place, en Allemagne même ; au sein de l'avant-garde prolétarienne, il se trouve des milliers d'éléments expérimentés, ayant un sens critique et capables d'élever leur voix. Ces voix commencent à se faire entendre.

Numériquement, l'opposition de gauche en Allemagne est faible. Mais son influence politique peut, dans ce tournant historique brusque, devenir décisive. Comme l'aiguilleur, en maniant à temps le levier, déplace un train lourdement chargé sur une autre voie, de même une petite opposition peut en maniant fermement et sûrement le levier idéologique obliger le train du Parti communiste allemand et celui, encore plus lourd, du prolétariat allemand, à prendre une autre direction.

La justesse de notre position se manifestera chaque jour davantage dans les faits. Quand le plafond commence à flamber au-dessus des têtes, les bureaucrates les plus obstinés oublient le prestige. Même les conseillers privés dans ces conditions sautent en caleçons par la fenêtre. La pédagogie des faits aidera notre critique.

Le Parti communiste allemand réussira-t-il, néanmoins, à faire le tournant à temps ? Aujourd'hui, la question du temps ne peut être envisagée que conditionnellement. Sans la frénésie de la « troisième période », le prolétariat allemand serait déjà aujourd'hui au pouvoir. Si, après les dernières élections au Reichstag, le Parti communiste avait adopté le programme d'action proposé par l'opposition de gauche, la victoire serait certaine. Parler aujourd'hui d'une victoire *certaine* est impossible. Un tournant accompli à temps serait aujourd'hui un tournant tel qu'il puisse permettre aux ouvriers allemands de s'engager dans la lutte avant que le fascisme s'empare de l'appareil d'Etat.

Pour arracher ce tournant, il faut une tension extrême des forces. Il faut que les éléments avancés du communisme, à l'intérieur et hors du Parti, ne craignent pas d'agir. Il faut lutter ouvertement contre l'ultimatum stupide de la bureaucratie, tant à l'intérieur du Parti que devant les masses ouvrières.

« Mais c'est une infraction à la discipline ? » dira le communiste hésitant. Bien sûr, c'est une infraction de la discipline stalinienne. Aucun révolutionnaire sérieux ne violerait la discipline même formelle, s'il n'y avait pas de raisons impérieuses pour cela. Mais qui tolère la politique dont la malfaisance lui est évidente, en s'abritant derrière la discipline, n'est pas un révolutionnaire, c'est une loque, un lâche dépourvu de volonté.

Il serait criminel de la part des communistes oppositionnels de se diriger, comme Urbahns et Cie, sur la voie de la création d'un

nouveau Parti communiste, avant que des efforts quelque peu sérieux aient été faits pour le changement de cours de l'ancien Parti. Créer une petite organisation indépendante n'est pas difficile. Créer un nouveau Parti communiste est une tâche gigantesque. Y a-t-il des cadres pour réaliser une telle tâche ? S'ils existent, pourquoi n'ont-ils rien fait pour agir sur les dizaines de milliers d'ouvriers qui se trouvent dans le Parti officiel ? Si ces cadres se croient capables d'expliquer aux ouvriers la nécessité d'un nouveau Parti, ils doivent avant tout vérifier leur force dans le travail de régénération du Parti existant.

Poser aujourd'hui la question d'un troisième Parti signifie s'opposer, la veille d'une importante décision historique, aux millions d'ouvriers communistes qui sont mécontents de la direction mais qui, par instinct d'auto-conservation révolutionnaire, se serrent autour du Parti. Il faut trouver un langage commun avec ces millions d'ouvriers communistes. Il faut, tout en ignorant les injures, les calomnies, les persécutions des bureaucrates, trouver un accès à la conscience de ces ouvriers ; il faut leur montrer que nous voulons la même chose qu'eux ; que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du communisme ; que la voie que nous indiquons est la seule voie juste.

Il faut dénoncer impitoyablement les capitulards ultra-radicaux ; il faut exiger des « chefs » une réponse claire à la question *que faire ?* et proposer sa réponse — pour tout le pays, pour chaque région, pour chaque ville, pour chaque quartier, pour chaque usine.

Il faut créer à l'intérieur du Parti des cellules de bolcheviks-léninistes. Elles doivent inscrire sur leur drapeau : changement de cours et réforme du régime du Parti. Là où elles s'assureront un appui sérieux, elles doivent commencer l'application de la politique du front unique dans les faits, ne fut-ce qu'à une échelle locale réduite. La bureaucratie du Parti procédera aux exclusions ? Bien sûr. Mais, dans les conditions actuelles, sa splendeur ne durera plus longtemps.

Il faut, dans les rangs du communisme, une discussion ouverte — sans sabotage des réunions, sans fausses citations, sans calomnies envenimées, — un échange de vues honnête, sur la base de la démocratie prolétarienne : c'est ainsi que nous avons discuté en Russie avec tous les partis et au sein même de notre Parti durant toute l'année 1917. Il faut préparer, à travers une discussion large, un Congrès extraordinaire du Parti avec l'unique point de l'ordre du jour : « Et maintenant ? ».

Les oppositionnels de gauche ne sont pas des intermédiaires entre le Parti communiste et la social-démocratie. Ils sont des soldats du communisme, ses agitateurs, ses propagandistes, ses organisateurs. Face au Parti ! Il faut lui expliquer, il faut le convaincre.

Si le Parti communiste sera contraint d'appliquer la politique de front unique, l'attaque du fascisme sera repoussée à coup sûr. D'autre part, une victoire sérieuse sur le fascisme frayera le chemin à la dictature du prolétariat.

Mais même après avoir pris la tête de la Révolution, le Parti communiste portera en lui beaucoup de contradictions. La mission de l'opposition de gauche ne sera nullement achevée. Dans un certain sens, cette mission ne fera que commencer. La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne signifierait, avant tout, la liquidation de la dépendance bureaucratique du Parti communiste de l'appareil stalinien.

Au lendemain même de la victoire du prolétariat allemand et bien avant encore dans le processus de sa lutte pour le pouvoir, les fers qui enchaînent l'Internationale Communiste sauteront.

La misère idéologique du centrisme bureaucratique, l'étroitesse nationale de son horizon, le caractère anti-prolétarien de son régime, tout cela se révélera d'un coup à la lumière de la Révolution allemande, lumière qui sera incomparablement plus éclatante que celle de la Révolution d'Octobre. Les idées de Marx et de Lénine triompheront inévitablement dans le prolétariat allemand.



CONCLUSIONS

Un marchand menait ses bœufs à l'abattoir. Vient le boucher avec son couteau. — « Serons les rangs et, de nos cornes, transperçons ce bourreau ! » proposa l'un des bœufs. — Mais en quoi le boucher est-il pire que le marchand qui nous amène ici à coups de trique ? répondirent les bœufs éduqués politiquement au pensionnat de Manouïlsky. — Mais ensuite nous pourrions aussi régler le compte du marchand ! — Non, répondirent les bœufs-à-principes. Les ennemis, tu couvres à gauche ; tu es toi-même un social-boucher ! — Et ils refusèrent de serrer les rangs.

(Des fables d'Esopé).

★★

« Placer au premier rang l'annulation du traité de Versailles, inconditionnellement, obligatoirement, immédiatement, avant le problème de la libération des autres pays du joug impérialiste est du nationalisme petit bourgeois (digne des Kautsky, des Hilferding, des Otto Bauer et Cie), mais non de l'Internationalisme révolutionnaire » (Lénine « la maladie infantile »).

Il faut : renonciation complète au national-communisme, liquidation ouverte et définitive des mots d'ordre « révolution populaire » et « libération nationale ». Pas de « A bas le traité de Versailles ! », mais : « Vivent les Etats-Unis Soviétiques d'Europe ! »

Le socialisme n'est réalisable que sur la base du niveau le plus élevé de la technique contemporaine et sur la base de la division internationale du travail.

La construction socialiste de l'U. R. S. S. n'est pas un processus national indépendant, mais elle fait partie intégrante de la révolution internationale.

La conquête du pouvoir par le prolétariat allemand et européen est une tâche incommensurablement plus réelle et plus immédiate que la construction d'une société socialiste fermée et indépendante, dans les limites de l'U.R.S.S.

Défense héroïque de l'U.R.S.S., du premier Etat ouvrier, contre les ennemis extérieurs et intérieurs de la dictature prolétarienne !

Mais la défense de l'U.R.S.S. ne doit pas être assurée, les yeux bandés. Contrôle prolétarien international sur la bureaucratie soviétique. Mise à nu impitoyable de ses tendances nationales-réformistes et thermidorienues qui trouvent leur expression dans la théorie du socialisme dans un seul pays.

★★

Qu'est nécessaire au Parti communiste ?

Retour à l'école stratégique des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

Renonciation à l'ultimatum envers les organisations ouvrières de masses : la direction communiste ne peut pas être imposée, on ne peut que la conquérir.

Renonciation à la théorie du socialisme qui aide la social-démocratie et le fascisme.

Utilisation persévérante de l'antagonisme entre la social-démocratie et le fascisme : a) dans le but d'une plus grande efficacité de la lutte contre le fascisme ; b) dans le but d'opposer les ouvriers social-démocrates à la direction réformiste.

Ce ne sont pas les principes de la démocratie formelle qui sont pour nous le critérium d'appréciation des changements des régimes de la domination bourgeoise, mais les intérêts vitaux de la démocratie prolétarienne.

Ni appui direct, ni appui indirect au régime Brüning !

Défense hardie et héroïque des organisations prolétariennes contre le fascisme.

« Classe contre classe ! » Cela signifie : toutes les organisations du prolétariat doivent prendre leur place dans le front unique contre la bourgeoisie.

Le programme pratique de front unique est déterminée entre organisations par des accords établis sous les yeux des masses. Chaque organisation reste sous son drapeau et sous sa direction. Chaque organisation observe dans l'action la discipline du front unique.

« Classe contre classe ! » il faut mener inlassablement une agitation pour que les organisations social-démocrates et les syndicats réformistes rompent avec leurs alliés bourgeois perfides du « front de fer » et pour qu'elles se mettent dans le rang commun des organisations communistes et de toutes les autres organisations du prolétariat.

« Classe contre classe ! » Propagande et préparation organisationnelle des Soviets ouvriers comme forme suprême de front unique prolétarien.

★★

Indépendance complète, organisationnelle et politique du Parti communiste, toujours et

dans toutes les conditions. Aucune combinaison de programmes ou de drapeaux. Aucune transaction sans principes. Entière liberté de critique des alliés provisoires.

La candidature de Thaelmann au poste présidentiel est, cela va de soi, celle de l'opposition de gauche. Dans la lutte pour la mobilisation des ouvriers sous le drapeau de la candidature communiste officielle, les bolcheviks-léninistes doivent être aux premiers rangs.

★¹
★★

Les communistes allemands doivent s'inspirer non du régime actuel du Parti communiste russe, régime qui reflète la domination de l'appareil sur la base de la révolution victorieuse, mais par le régime du Parti qui amena la victoire de la Révolution.

La liquidation du commandement de l'appareil dans le Parti communiste allemand est une question de vie ou de mort.

Le retour à la démocratie intérieure du Parti est indispensable.

Les ouvriers communistes doivent instaurer dans le Parti avant tout une discussion honnête et sérieuse sur toutes les questions de la stratégie et de la tactique. La voix de l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) doit être écoutée par le Parti.

Après cette discussion embrassant toutes les questions, les décisions doivent être prononcées par un Congrès extraordinaire librement élu.

★¹
★★

Politique juste du Parti communiste envers le S. A. P. : critique intransigeante (mais honnête, c'est-à-dire correspondant aux faits réels)

des hésitations de la direction, attitude attentive, amicale, prévenante envers l'aile gauche, tout en étant prêt à conclure des accords pratiques avec le S. A. P. et à nouer une liaison politique plus serrée avec l'aile révolutionnaire.

★¹
★★

Tournant brusque du volant dans la politique syndicale : lutte contre la direction réformiste sur la base de l'unité syndicale.

Politique de front unique menée systématiquement à l'intérieur des entreprises. Accords avec les Comités d'usines réformistes sur la base d'un programme de revendications définies.

Lutte pour la baisse des prix. Lutte contre la réduction des salaires. Aiguiller cette lutte sur la voie de la campagne pour le contrôle ouvrier de la production.

Campagne pour la collaboration avec l'U.R.S.S. sur la base d'un plan économique commun.

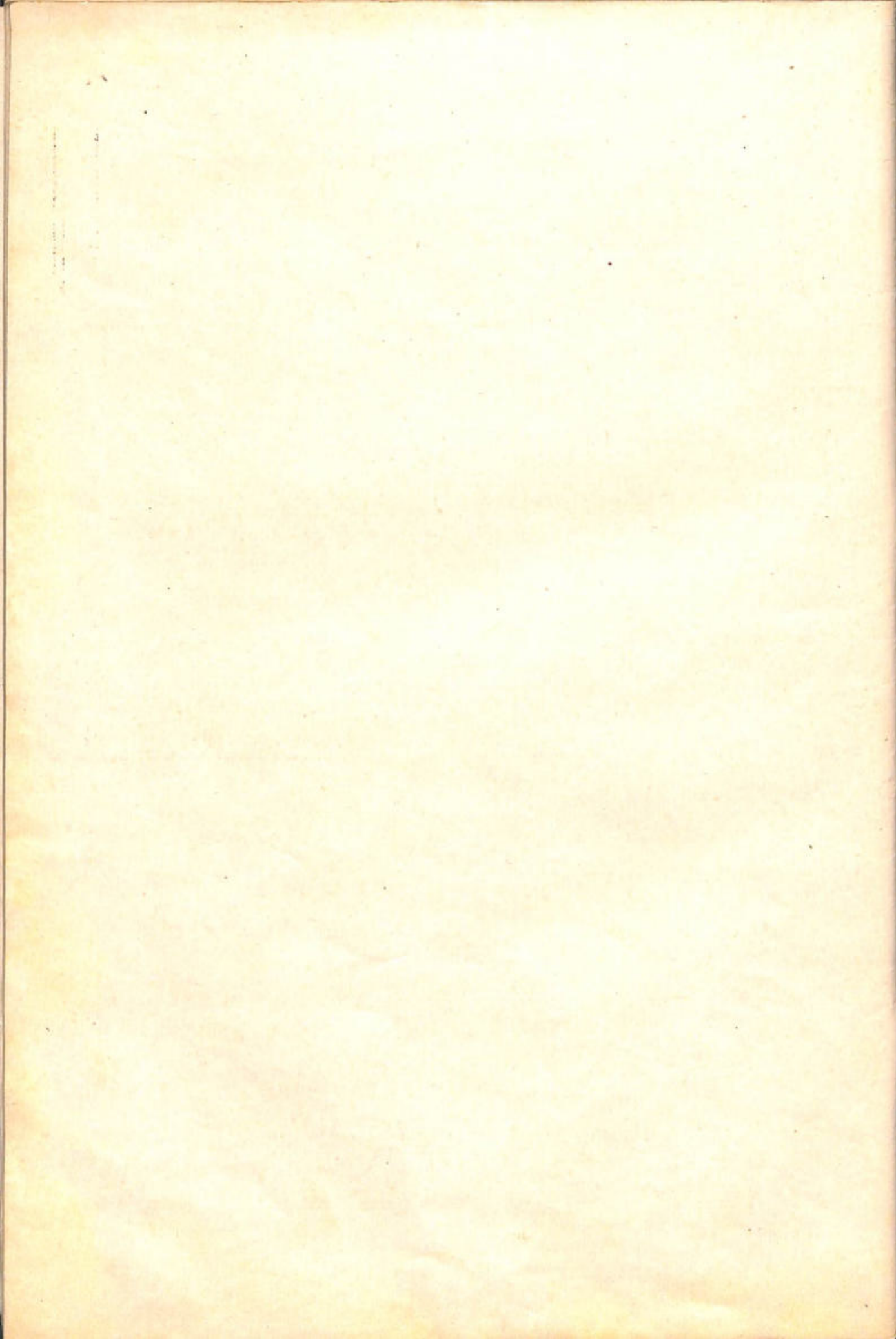
Elaboration d'un projet de plan par les organismes de l'U.R.S.S. avec la participation des organisations intéressées du prolétariat allemand.

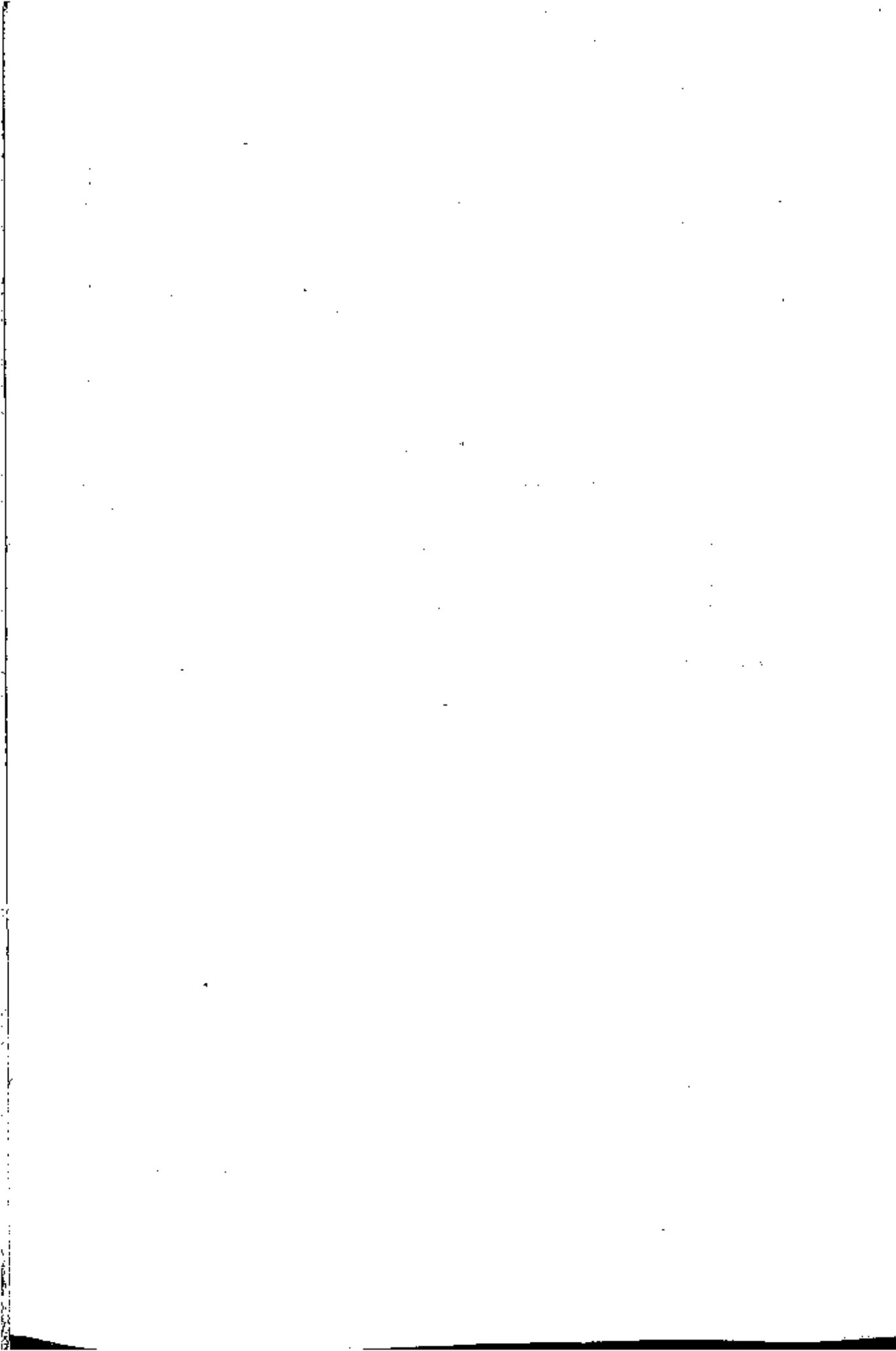
Campagne pour le passage de l'Allemagne au socialisme sur la base d'un tel plan.

★¹
★★

Mettent ceux qui disent que la situation est désespérée. Les pessimistes et les sceptiques doivent être chassés des rangs prolétariens comme la peste. Les forces internes du prolétariat allemand sont inépuisables. Elles se fraieront le chemin.







EUROPE

Revue Mensuelle

paraissant le 15 de chaque mois en fascicules de 152 pages in-8 carré

Le Numéro : France, 6 francs.



SOMMAIRE DU 15 MARS 1932 :

JEAN GUEHENNO... *Les Intellectuels et le Désarmement*
JOHN DOS PASSOS..... *La Grève de Harlan*
LANGSTON HUGHES..... *Allez tous au Waldorf-Astoria*
JEAN PREVOST..... *1919 ou la Foi Brisée*
JOSE EUSTASIO RIVERA..... *La Voragine*

●
Commentaires de Jean-Richard Bloch. — Notes de lectures de Jean Guéhenno. — Aspects de l'Industrie et de la Banque : Michelin ou le féodalisme industriel, par Jean Lavaud. — Courrier de l'Inde, par Romain Rolland. — Tardieu, policier international, par Robert Aren et Arnaud Dandieu. — La Mandchourie et le Japon, par Léon Lénion.
Chroniques, comptes rendus et notes.

●
LE 15 AVRIL 1932

NUMÉRO SPECIAL

consacré à

GOETHE

avec la collaboration de

ROMAIN ROLLAND, JULES ROMAINS, JEAN-RICHARD BLOCH, ALAIN, PIERRE ABRAHAM, EMMANUEL BERL, L.-C. BAUDOUIN, CHRISTIAN SÉNÉCHAL, THOMAS MANN, HERMANN HESSE, FRIEDRICK GUNDOLF, PAUL AMANN, ALBERT SCHWERTZER, H. HECKER, LUCIEN PRICE, COSTIS PALAMAS, HUGO VON HOFFMANSTHAL, BENEDETTO CROCE.

Demander numéro specimen aux Editions Rieder, 7, place Saint-Sulpice.